

Regards géopolitiques

Bulletin du Conseil québécois d'études géopolitiques

LES STRATÉGIES INDO-PACIFIQUES DE LA CORÉE REGARDS CROISÉS AVEC LE QUÉBEC

Depuis une dizaine d'années, l'Indo-Pacifique s'est imposé comme l'un des principaux théâtres de recomposition de l'ordre international. Au croisement des rivalités sino-américaines, de la montée en puissance de l'Inde et du rôle persistant du Japon et de l'Australie, cette vaste région cristallise désormais les enjeux économiques, sécuritaires et normatifs de la gouvernance mondiale. La Corée du Sud, une puissance moyenne marquée par un dynamisme économique notable et une position géographique cruciale, y tient une place singulière. Séoul n'est plus qu'un simple observateur ; elle se trouve maintenant à un carrefour : participer activement à l'établissement d'un ordre « libre et ouvert », comme le souhaite Washington, ou conserver une autonomie essentielle pour protéger ses propres intérêts nationaux. L'alternance politique récente a mis en lumière la difficulté de ce choix. Sous la présidence de Yoon Suk-yeol, la Corée du Sud a affiché un alignement inédit avec la stratégie américaine, matérialisé par l'adhésion au cadre économique indo-pacifique (IPEF) et la publication de sa propre stratégie indo-pacifique en 2022. L'ambition était claire : hisser la Corée au rang de « global pivot state », capable de peser sur la définition des normes régionales. Pourtant, derrière cette rhétorique, les limites d'une telle orientation sont vite apparues. Les tensions non résolues avec Tokyo, la méfiance de Pékin, la prudence persistante vis-à-vis de Pyongyang et l'absence de résultats tangibles sur le terrain économique ont souligné les contradictions d'une diplomatie à la fois ambitieuse et contrainte. Le retour au pouvoir du Parti démocrate avec Lee Jae Myung a ouvert une nouvelle phase, marquée par la recherche d'une « diplomatie pragmatique ». Celle-ci vise à rééquilibrer les relations extérieures de Séoul en multipliant les canaux de dialogue, y compris avec la Chine et la Russie, tout en consolidant les partenariats stratégiques avec Washington et Tokyo. Cependant, ce pragmatisme reste précaire : il s'exprime dans un contexte international marqué par des conflits intensifiés, où chaque mouvement de la Corée du Sud est observé, analysé et parfois instrumentalisé par les grandes puissances. Ce premier numéro réunit quatre premières contributions complémentaires, qui éclairent sous différents angles les dilemmes et opportunités de la Corée du Sud dans l'espace indo-pacifique. Ensemble, ces contributions montrent que la trajectoire sud-coréenne ne peut être comprise qu'en relation avec les dynamiques internationales et les réseaux d'alliances qu'elle cherche à tisser. Le cas sud-coréen montre que l'avenir de l'Indo-Pacifique ne se joue pas uniquement entre Washington et Pékin, mais aussi dans la capacité des puissances moyennes à transformer leurs contraintes en leviers d'influence. L'expérience de Séoul offre ainsi un révélateur des mutations plus larges de l'ordre mondial.

Ce numéro spécial a été monté par Gina Alberola et Abigaël Delille, candidates au doctorat en Sciences géographiques à la Chaire en Études indo-pacifiques, Université Laval



Le président de la Corée du Sud, Yoon Suk-yeol, et le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, ont eu une rencontre bilatérale à Ottawa en septembre 2024.

PHOTO : LA PRESSE
CANADIENNE / JUSTIN TANG

Volume 11, numéro 3, 2025

SOMMAIRE

ARTICLES

GENÈSE ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE INDO-PACIFIQUE DE LA CORÉE

Par Narae Lee et Frédéric Lasserre 2

LA CORÉE DU SUD DANS L'INDO- PACIFIQUE : OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE OU DILEMME SÉCURITAIRE ?

Par Olga V. Alexeeva 11

CULTURE, DÉCOUVRABILITÉ ET DIPLOMATIE : ENJEUX CROISÉS ENTRE LE QUÉBEC ET LA CORÉE DU SUD

Par Heui-Tae Park 21

LES STRATEGIES SUR L'INDO- PACIFIQUE DE LA COREE DU SUD, DU CANADA ET DU QUEBEC : Y A-T-IL DES POINTS DE CONVERGENCE ?

Par Ponora Ang 34

RECENSIONS

Carlo Masala (2025) *La guerre d'après – La Russie face à l'Occident*. Paris, Grasset 43

Landriault, M., M. Vullierme et M. Delaunay (dir.) (2025) *Environmental and Technological Threats in the Arctic Region. Infrastructures, Geopolitics and Strategy*. Londres : Routledge. 48

Devin, Guillaume (2025) *Notre système international. Une approche politique des relations internationales*. Paris : Le Cavalier bleu 50

ISSN 2564-2650 *Regards géopolitiques*

ARTICLE

GENÈSE ET GRANDES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE INDO-PACIFIQUE DE LA CORÉE

Narae Lee

Narae Lee est doctorante en Études internationales. Son sujet de thèse porte sur l'analyse des politiques commerciales de la République de Corée dans un ordre mondial en mutation. Elle détient également un Master en science politique, spécialité Études africaines, de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avec une bourse d'excellence Blaise Pascal, ainsi qu'un Master en relations internationales de la Sogang Graduate School of International Studies en Corée du Sud. Elle a travaillé comme chercheuse en affaires politiques à l'Ambassade de Corée au Maroc, été Volontaire des Nations Unies à l'UNFPA en Côte d'Ivoire, et a effectué un stage à la KOICA (Korea International Cooperation Agency) au Sénégal.

Frédéric Lasserre

Frédéric Lasserre est professeur au département de Géographie de l'Université Laval, où il dirige le Conseil québécois d'Études géopolitiques (CQEG) et la Chaire de recherches en Études indo-pacifiques (CREIP)

frederic.lasserre@ggr.ulaval.ca

Résumé : La Corée du Sud cherche à diversifier ses échanges afin de renforcer son autonomie politique et d'accroître sa stabilité économique, dans un contexte de tensions entre la Chine et les États-Unis. Dans cette perspective, cet article analyse la genèse et les orientations possibles de la Stratégie Indo-pacifique coréenne, avec notamment sur la piste du développement dans la région arctique.

Mots-clés : Stratégie Indo-pacifique de la Corée, routes maritimes arctiques, perspective entre la Corée et le Canada, géoéconomie

Abstract: South Korea is seeking to diversify its trade in order to strengthen its political autonomy and enhance its economic stability amid growing tensions between China and the United States. In this context, this article analyzes the origins and potential directions of South Korea's Indo-Pacific Strategy, with particular attention to developments in the Arctic region.

Keywords: Indo-Pacific Strategy of Korea, Northern Sea Route, Korea-Canada relations

extérieur, le soutien aux entreprises coréennes sur les marchés internationaux, ou encore la recherche de nouvelles opportunités économiques. Pays au territoire relativement restreint¹ et presque dépourvu de ressources naturelles, la Corée a fondé son développement économique sur une politique axée sur les échanges extérieurs, en tirant parti de sa situation péninsulaire. Effectivement, sa politique commerciale peut être analysée dans le cadre d'une « géoéconomie », entendue comme la conduite de politiques étrangères à travers des instruments économiques (Tucker 2022). Avec l'essor de la Chine et son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le commerce extérieur de la Corée a largement bénéficié du dynamisme économique de son voisin, rapidement devenu son principal partenaire commercial (Korgun I.A. 2020).

Toutefois, cette vulnérabilité liée aux fluctuations du commerce extérieur place la Corée dans une position délicate entre la Chine et un autre partenaire diplomatique et économique majeur : les États-Unis. Logiquement, la diversification des échanges constitue un enjeu crucial de la politique diplomatique et commerciale de la Corée, visant à renforcer son autonomie politique et à accroître sa stabilité économique.

Introduction

L'un des principaux objectifs de la politique diplomatique de la République de Corée (ci-après, la Corée) concerne les enjeux économiques et commerciaux : la promotion du commerce

¹ La superficie de la péninsule coréenne est de 223 404 km², dont le territoire de la Corée du Sud est de 100 266 km², celui de la Corée du Nord est de 123 138 km². (Andrew Ivester, The National Atlas of Korea 2022 (Comprehensive edition), dir. Chul Sue Hwang et Jongnam Choi (Suwon : National Geography Information Institute, 2022), http://nationalatlas.ngii.go.kr/pages/page_2906.php (consulté le 25 février 2025))

Dans ce contexte, cet article analyse la genèse et les orientations possibles de la Stratégie Indo-pacifique coréenne dans cette logique de choix politiques, avec notamment la piste du développement dans la région arctique.

1. La genèse de la Stratégie Indo-pacifique de la Corée

La première Stratégie Indo-pacifique de la Corée a été annoncée en novembre 2022, lors du sommet entre la Corée et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cela marquait un rapprochement clair dans son choix stratégique de l'ancien président Yoon Suk Yeol, intervenant peu après son discours au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) le 30 juin. Lors de cette première activité diplomatique en tant que président, il a mis l'accent sur la défense des « valeurs universelles » (Shin 2022) et déclaré « la fin de la recherche de la prospérité économique basée sur les exportations vers la Chine [traduction libre] », à travers une déclaration du ministre de l'Économie et des Finances (Nam 2022). Cela représente un tournant assez radical dans l'orientation stratégique de la Corée, d'autant plus que le gouvernement précédent, sous la présidence de Moon Jae-in, s'était montré réticent à affirmer explicitement sa participation à la Stratégie Indo-pacifique, maintenant une forme « d'ambiguïté stratégique » entre la Chine et les États-Unis, malgré les tentatives de persuasion du président Trump (E. Kim 2023).

Avec l'arrivée au pouvoir du deuxième gouvernement Trump aux États-Unis en janvier 2025 et la destitution de Yoon en avril 2025, il est particulièrement difficile d'avoir une vision précise concernant la Stratégie Indo-pacifique de la Corée. Dans ce contexte, le moment est particulièrement opportun pour revenir sur la genèse de la Stratégie Indo-pacifique coréenne en lien avec la compétition sino-américaine, afin de mieux anticiper son orientation future.

1.1 Administration Moon Jae-in (2017-2022)

En effet, la réticence du gouvernement Moon à participer à la Stratégie Indo-pacifique était liée aux expériences désastreuses concernant la réaction de la Chine, après les polémiques qui ont duré de 2014 à 2017 autour de l'installation du système de

défense antimissiles américain Terminal High Altitude Area Defense (THAAD) en Corée du Sud. La Chine a exprimé plusieurs fois son opposition à l'installation du THAAD, le perçevant comme une menace pour son territoire, et a finalement adopté des mesures commerciales et économiques (限韓令, Korea Limitation Order) en réponse à cette décision (Wabinski 2022). En conséquence, les entreprises coréennes présentes en Chine ont dû se retirer du marché chinois, et le secteur touristique a été fortement impacté, avec une diminution de 25 % des touristes chinois entre 2016 et 2017 seulement (Song 2020). Par ailleurs, la politique nord-coréenne de Séoul reste dépendante du bon vouloir de la Chine, même si la Russie semble depuis 2024 avoir développé des relations privilégiées avec Pyongyang. Or, le concept d'Indo-pacifique est perçu par la Chine comme une stratégie ouvertement dirigée contre elle : Séoul pourrait craindre les représailles de la Chine si la Corée s'alignait sur ce concept (Yeo 2020). Par conséquent, le gouvernement Moon a adopté une position d'ambiguïté stratégique concernant le choix entre la Chine et les États-Unis, tout en cherchant à diversifier ses partenaires commerciaux et diplomatiques afin de préserver son autonomie politique et économique. Cette approche s'est traduite par la mise en œuvre de la Nouvelle Politique du Sud (New Southern Policy, NSP) et de la Nouvelle Politique du Nord (New Northern Policy, NNP), incluant le Korean Peninsula Peace Process, qui visait à améliorer les relations avec la Corée du Nord.

En particulier, la NSP est une politique qui met en avant la relation diplomatique et économique avec l'ASEAN et l'Inde. Elle s'articule autour des « trois P » que sont les peuples, la prospérité et la paix, avec relativement peu de contenu quant aux enjeux militaires et de sécurité dans le volet Paix.

La NSP de la Corée offrait peu de marges pour une coopération militaire accrue, car elle privilégiait les échanges économiques et socioculturels ainsi que la coopération dans des domaines militaires non traditionnels, de plus, elle n'avait pas l'intention de s'aligner sur l'objectif de la Stratégie Indo-pacifique américaine visant à contenir la Chine (Choi et al. 2020). En revanche, les deux stratégies présentaient plusieurs facteurs de coopération dans les domaines socioéconomiques. Elles constituaient surtout une opportunité pour la Corée de compenser la limite des ressources mobilisées, comparée à la Chine ou au Japon, pour approfondir ses partenariats avec

l'ASEAN et l'Inde dans la région (Choi et al. 2020). Par ailleurs, les États-Unis et la Corée ont décidé d'intensifier leur coopération régionale en vue d'harmoniser leurs efforts entre la Stratégie Indo-pacifique américaine et la NSP en 2019, lors du sommet de l'Asie de l'Est (East Asia Summit, EAS) à Bangkok (Office of the Spokesperson 2019). Cette politique a fourni à la Corée l'occasion de s'extraire du cadre contraignant de l'Asie de l'Est où ses initiatives demeurent fortement dépendantes des politiques chinoise et nord-coréenne de Washington. Elle conforte ainsi les ambitions de puissance moyenne que nourrit Séoul en lui offrant un espace diplomatique à investir en toute autonomie. Le renforcement des liens avec l'ASEAN et l'Inde, concrétisé par la signature de nombreux accords bilatéraux, pouvait être vu comme un succès personnel de cette stratégie d'évitement de la confrontation avec la Chine. Cependant, l'absence de prise de position officielle de la Corée par rapport au concept d'Indo-pacifique commençait à susciter un certain embarras chez plusieurs partenaires de la Corée, au fur et à mesure que le temps passait, que ce concept devenait la doxa officielle de Washington et qu'un nombre croissant d'État publiait leur Stratégie Indo-pacifique (E. Kim 2023).

1.2 Administration Yoon Suk-yeol (depuis 2022)

Depuis son entrée en fonction en mai 2022, l'ancien président Yoon a promis d'élargir l'alliance entre les États-Unis et la République de Corée, considérant l'établissement d'un lien avec la Stratégie Indo-pacifique des États-Unis comme l'un des piliers de ce projet. En effet, l'administration Yoon a abandonné la Nouvelle politique vers le Sud (NSP) pour élaborer une nouvelle Stratégie Indo-pacifique coréenne, visant notamment à établir des liens ultérieurs avec le Quadrilateral Security Dialogue (Quad) (D. Park 2022). Par ailleurs, les concepts mobilisés dans cette stratégie rappellent fortement le discours américain (Mobrand 2023). La nouvelle administration a publié dès le début de son mandat sa Stratégie Indo-pacifique dans laquelle figurent la nécessité de renforcer les liens avec Washington et de renforcer la primauté du droit, les normes internationales, les droits humains et la liberté – toutes idées

proches du concept américain et japonais de Free and Open Indo-Pacific. Cet engagement a été plutôt bien accueilli par les partenaires de la Corée, notamment le Japon, qui s'est rapproché davantage à travers la coopération trilatérale entre les États-Unis, la Corée et le Japon (J.-Y. Lee et Lim 2023). Les pays de l'ASEAN, tels que le Vietnam ou l'Indonésie, jouent également un rôle de plus en plus important dans le commerce extérieur de la Corée et cherchent à maintenir un équilibre face à l'émergence de la Chine dans la région (Trinh et Huyen Ho 2024; Sambhi 2023).

Dans ce sens, le ministère des Affaires étrangères de la Corée met en avant trois mots-clés pour exprimer la vision de sa Stratégie Indo-pacifique : « liberté, paix et prospérité », avec pour objectif de faire de la Corée un « État pivot mondial » dans cette région (The Government of the Republic of Korea 2022). Par rapport à la NSP, un seul mot-clé a été modifié : la « liberté », qui reflète une convergence avec la stratégie américaine. Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement coréen a défini neuf axes stratégiques, regroupés autour de trois thèmes principaux : la sécurité, la gouvernance et la coopération. En particulier, la stratégie met un fort accent sur le concept de sécurité : quatre des neuf axes traitent explicitement du renforcement de la coopération en matière de sécurité dans divers domaines, notamment militaire, économique et énergétique (The Government of the Republic of Korea 2022)².

En parallèle, la stratégie accorde une grande importance aux règles et aux normes internationales, ainsi qu'à la coopération inclusive, en réitérant des expressions comme « partenaires partageant des valeurs communes » ou « like-minded partners » (The Government of the Republic of Korea 2022). Dans ce cadre, le document semble implicitement diviser les acteurs en deux catégories : « nous » et « les autres ». La Corée met en avant la sécurité collective dans la région et un partenariat inclusif, mais en insistant sur des règles et normes institutionnalisées qui unissent les pays partageant les mêmes valeurs.

² Axe 3 : lutte contre le terrorisme, Axe 4 : élargissement de la coopération globale en matière de sécurité, Axe 5 : construction de réseaux de sécurité économique, Axe 7 : coopération pour le changement climatique et la sécurité énergétique.

En revanche, la Corée définit la région Indo-pacifique de manière très étendue, englobant le Pacifique Nord, l'Asie du Sud-Est et l'ASEAN, l'Asie du Sud, l'Océanie, les côtes africaines bordant l'océan Indien, ainsi que l'Europe et l'Amérique latine (The Government of the Republic of Korea 2022). Notamment, la Chine est mentionnée dans la stratégie du Pacifique Nord comme un « partenaire clé pour atteindre la prospérité et la paix dans la région Indo-pacifique [traduction libre] » (The Government of the Republic of Korea 2022). La Corée exprime son intention d'engager avec la Chine une relation « plus concrète et mature », fondée sur le respect mutuel, la réciprocité et guidée par les normes et règles internationales (The Government of the Republic of Korea 2022).

Si l'administration Yoon a publié une définition de sa position stratégique s'inscrivant dans le cadre du concept d'Indo-pacifique et a pris des mesures tangibles pour aligner plus étroitement sa stratégie régionale émergente sur celle des États-Unis, la problématique géostratégique globale de la Corée du Sud en Asie du Nord-Est reste inchangée. En raison de la proximité géographique de la Chine et de son importance géostratégique, notamment en ce qui concerne la dépendance économique de Séoul à l'égard de Pékin, la Chine demeure un facteur omniprésent et un grand défi pour le calcul stratégique de Séoul. Bien que l'administration Yoon se soit engagée à adopter une ligne plus dure à l'égard de la Chine, le pays ne dispose toujours pas d'une stratégie globale sur la manière de traiter avec ce voisin. De fait, l'expression de la stratégie coréenne demeure prudente : elle ne mentionne guère la Chine et ne la dépeint pas comme une source potentielle de risque : la stratégie « ne vise ni n'exclut aucun État » (The Government of the Republic of Korea 2022). De plus, le rapprochement très net de la Corée du Nord avec la Russie à l'été 2024, qui a semble-t-il été décidé sans l'aval de la Chine, vient compliquer la définition d'une politique claire envers Pyongyang.

2. Possibilité de la réorientation de la Stratégie Indo-pacifique coréenne

2.1. Routes maritimes arctiques en lien avec la Stratégie Indo-pacifique Administration Yoon Suk-yeol (depuis 2022)

Dans ce contexte, la destitution du président Yoon pourrait remettre en cause la volonté de son gouvernement de renforcer l'alignement stratégique avec les États-Unis dans la région. La Stratégie Indo-pacifique du gouvernement Yoon, fortement politisée - le nom du président y apparaît 121 fois -, pourrait ainsi faire l'objet de profondes modifications en cas de changement de leadership. Certainement, la Stratégie Indo-pacifique comporte des enjeux géostratégiques majeurs pour la Corée, qui doit chercher à rééquilibrer ses relations commerciales afin de réduire l'influence de la Chine sur son économie. Dans ce contexte, la proposition de Lee Jae-myung, candidat présidentiel influent du Parti démocrate de Corée, portant sur le développement du port de Busan en lien avec l'essor potentiel des routes maritimes arctiques dû au changement climatique, pourrait entraîner des répercussions significatives sur la réorientation future de la Stratégie Indo-pacifique de la Corée (T.-g. Kim 2025b). Depuis qu'il a présenté cette initiative pour la première fois lors de son discours à l'Assemblée nationale en février 2025, Lee en a fait un axe majeur de sa campagne présidentielle, en concrétisant un projet structuré autour du développement des régions du Sud de la Corée. Celui-ci inclut l'adaptation portuaire de Busan aux nouvelles dynamiques maritimes induites par les changements climatiques, la connexion d'un réseau ferroviaire continental jusqu'à Busan, ainsi que la relocalisation du ministère des Océans et des Pêches dans cette région (J.-o. Park 2025; H. Kim 2025a).

En effet, les ports de Busan, au sud, et d'Incheon, à l'ouest, occupent une place stratégique dans la logistique de la Corée, dont l'économie dépend fortement du commerce extérieur.

Les deux villes qui assurent la majorité du volume de fret traité par les infrastructures portuaires et aéroportuaires du pays, avec respectivement 75,0 % du trafic maritime pour le port de Busan et 94,8 % du fret aérien pour l'aéroport d'Incheon en 2020 (Y.-r. Lee et Kim 2022). Effectivement, Incheon joue un rôle logistique majeur dans la région de la capitale, grâce à la

présence du plus grand aéroport international du pays et de son port, le plus proche de la Chine, principal partenaire commercial de la Corée. Busan, situé au sud du territoire national, se trouve à proximité du Japon et occupe une position stratégique en tant que port pivot vers le Pacifique. Par exemple, les partenaires commerciaux desservis par le port de Busan en 2021 étaient diversifiés : pour les exportations, les principaux destinataires étaient les États-Unis 20,8 %, la Chine 12,5 % et le Japon 7,7 % ; pour les importations, la Chine représentait 24,8 %, le Japon 17,8 % et les États-Unis 11 % (Y.-r. Lee et Kim 2022). En revanche, le principal partenaire commercial du port d'Incheon était la Chine, qui représentait plus de la moitié des échanges, tant pour les exportations (53,3 %) que pour les importations (51,8 %) (Y.-r. Lee et Kim 2022). Le port de Busan fonctionne comme un port de transbordement et un hub majeur en Corée et en Asie du Nord-Est. En 2021, il représentait 54,1 % du volume de transbordement de la Corée, traitant 75,6 % des conteneurs transbordés au niveau national (Département de la navigation et des ports de Busan 2024). Ce taux de transbordement atteignait même 96,7 %, ce qui permet au port de se classer au septième rang mondial en termes de volume de traitement des conteneurs en 2021 (Département de la navigation et des ports de Busan 2024). Dans ce sens, le plan de réaménagement des ports de Busan, en prévision du développement des routes maritimes arctiques, pourrait effectivement constituer une stratégie visant à positionner la Corée comme un hub logistique maritime dans la région, tout en diversifiant ses partenaires commerciaux à long terme.

2.2. Politique arctique de la Corée

En considérant la possibilité du développement des ports de Busan pour les routes maritimes arctiques dans le cadre de la Stratégie Indo-pacifique coréenne, il est pertinent de revenir sur la genèse des politiques arctiques de la Corée. En effet, l'intérêt de la Corée pour l'Arctique s'est développé relativement récemment, notamment depuis l'obtention du statut d'observateur permanent au Conseil de l'Arctique (CA) en 2013. Son engagement dans la région remonte toutefois aux années 1990, avec une première exploration de l'Arctique en 1991, et s'est principalement concentré, durant cette décennie, sur des activités de recherche scientifique (The Arctic Institute 2022). L'intérêt accru de la Corée pour les routes maritimes arctiques dans les années 2000 s'est traduit par la création du

Korea Arctic Science Council en 2001, le lancement de recherches conjointes avec le Japon et la Chine dans les mers de Béring et de Chukchi, ainsi que l'établissement de la station de recherche nationale Dasan au Svalbard en 2002 (The Arctic Institute 2022). Avec l'obtention de son statut d'observateur en 2013, le gouvernement coréen a commencé à s'engager activement dans l'institutionnalisation de ses politiques sur l'Arctique, en structurant ses intérêts dans la région ainsi que les objectifs de ses activités. La même année, en décembre, le gouvernement coréen a adopté le premier Plan-cadre pour la politique arctique (북극정책 기본계획) (Korea Polar Research Institute 2017). Depuis, un deuxième plan-cadre a été établi en 2018, suivi de l'adoption de la loi sur la promotion des activités polaires (Polar Activity Promotion Act) en 2021. La même année, la Stratégie d'activités arctiques à l'horizon 2050 (2050 북극 활동 전략) a également été formulée. Par la suite, ces initiatives ont été intégrées dans le premier Plan-cadre pour la promotion des activités polaires 2023-2027 (제1차 극지활동 진흥 기본계획 2023-2027) en 2022, qui regroupe désormais les activités menées tant en Arctique qu'en Antarctique.

En particulier, la Corée met en avant ses intérêts économiques dans ses politiques arctiques, notamment en ce qui concerne le développement des routes maritimes, la logistique, la construction navale et les ressources, en particulier énergétiques (Bennett 2017; Heng et Freymann 2023). Elle a défini trois objectifs politiques et quatre axes stratégiques dans son premier Plan-cadre pour la politique arctique adopté en 2013, sous la vision d'un « pays leader des régions polaires ouvrant la voie vers un avenir durable dans l'Arctique [traduction libre] » (Conjointement avec les ministères concernés 2013). Les trois objectifs politiques sont la construction d'un partenariat arctique, le renforcement de la recherche scientifique et la création d'opportunités industrielles dans l'Arctique (Conjointement avec les ministères concernés 2013).

Pour atteindre ces objectifs, quatre axes stratégiques ont été détaillés : le renforcement de la coopération internationale, tant au niveau des institutions publiques que privées, le développement de la recherche scientifique, la promotion des activités économiques dans la région arctique, et le renforcement institutionnel par l'adoption de lois et la création de centres d'information (Conjointement avec les ministères

concernés 2013). Ces grandes lignes directrices ont été maintenues dans les documents stratégiques ultérieurs, tels que le deuxième plan-cadre 2018–2022 et la Stratégie d’activités arctiques à l’horizon 2050.

Concernant les routes maritimes arctiques, le renforcement de la coopération avec la Russie a été envisagé, notamment par la signature d'un protocole d'accord pour le développement des infrastructures portuaires (Conjointement avec les ministères concernés 2013) et par l'élargissement des échanges avec les pays du Nord, comme la Russie, dans le cadre de la Nouvelle politique du Nord menée sous l'administration Moon, en vue de construire des réseaux logistiques continentaux pour l'énergie (Ministère des Océans et de la Pêche 2018). Cette coopération inclut également des stratégies visant à favoriser la présence des entreprises coréennes dans le secteur de la construction navale sur le marché russe (ministère des Océans et de la Pêche 2018). En outre, l'entreprise coréenne Hyundai Glovis a effectué un voyage d'essai entre le port d'Ust-Luga, en Russie, et le port de Gwangyang, dans le sud de la Corée, en 2013 (Korea Polar Research Institute 2017), puis a entrepris, en 2017, son premier transport de cargaison entre l'Asie et l'Europe par la même route, empruntant la route maritime du Nord (Port Technology Team 2017). Également, la Corée a souligné la nécessité d'accroître les investissements dans le développement de technologies de navigation adaptées à la route arctique, ainsi que dans la construction de porte-conteneurs brise-glace dans son Plan-cadre récemment élaboré en 2022 (Conjointement avec les ministères concernés 2022). En revanche, l'intensification de la guerre en Ukraine, la participation de Séoul aux sanctions contre la Russie avec le rapprochement de Séoul avec l'OTAN sous l'administration Yoon rend la coopération avec la Russie difficile à envisager à moyen terme (Heng et Freymann 2023).

3. Perspectives en relation avec le Canada

Certainement, la coopération avec la Russie peut constituer une option optimale dans l'optique du développement des routes maritimes arctiques pour la Corée. Entre les routes transarctiques du passage Nord-Est et du Nord-Ouest, il est raisonnable de considérer que le passage Nord-Est de la Russie est plus attractif pour les pays asiatiques dans un avenir proche (Moe et Stokke 2019; Hilde 2023). En effet, même le Plan-cadre

pour la promotion des activités polaires 2023-2027, le document le plus récent concernant les politiques arctiques du gouvernement coréen, demeure en grande partie centré sur le développement et l'actualité de la Russie en Arctique, bien que ces collaborations soient pratiquement impossibles depuis la guerre en Ukraine. Il est nécessaire de garder un œil sur cette option ; en revanche, la coopération future avec la Russie n'est pas la seule possibilité. La diversification des partenariats en Arctique, notamment avec des pays comme le Canada, pourrait s'avérer possible dans le cadre de la Stratégie Indo-pacifique de la Corée.

Comme la Corée met l'accent sur la sécurité dans sa Stratégie Indo-pacifique actuelle, le contexte justifiant cette orientation est présenté dès la première partie du document. En présentant le contexte de sa Stratégie Indo-pacifique, le gouvernement coréen mise sur l'importance commerciale de la région et de ses routes maritimes, telles que le détroit d'Ormuz, l'océan Indien et le détroit de Malacca, dans un environnement sécuritaire incertain, notamment en mer de Chine méridionale, qui constitue la principale voie maritime pour le transport de ressources énergétiques, telles que le pétrole (64 %) et le gaz naturel (46 %) pour la Corée (The Government of the Republic of Korea 2022). Dans ce contexte, la Corée, en tant qu'« État commerçant ouvert », décide de contribuer à la stabilité et à la paix de la région Indo-pacifique sur la base d'un ordre régional inclusif (The Government of the Republic of Korea 2022).

Alors que la Corée a précisé que sa stratégie « n'exclut ni ne vise aucun pays », la direction de celle-ci, centrée sur la sécurité et la promotion d'un « ordre régional » fondé sur le « renforcement de l'ordre international fondé sur des règles », notamment par la mention des différends en mer de Chine méridionale, peut être interprétée comme une prise de position délicate vis-à-vis de la Chine. Pour la Corée, contribuer à la sécurité régionale ne passe pas nécessairement par un engagement accru dans les différends entre autres États, d'autant plus que ses intérêts commerciaux sont étroitement liés à ses principaux partenaires commerciaux. Pour cette raison, la préparation au développement des routes maritimes arctiques, par l'amélioration des capacités portuaires dans le sud de la Corée, peut constituer une option pertinente pour diversifier à la fois ses routes commerciales et ses partenaires stratégiques, dans le cadre de la Stratégie Indo-pacifique de la

Corée. En particulier, le renforcement de la coopération avec le Canada dans ce domaine, qui est à la fois un partenaire de la Stratégie Indo-pacifique et de l'Arctique, constitue une option intéressante et raisonnable pour la Corée.

Du côté du gouvernement canadien, son document stratégique intitulé « Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord », publié en 2019, décrit sa politique interne dans le but de renforcer le bien-être des populations arctiques, d'entretenir une relation favorable avec elles et d'assurer la sécurité de la région dans le contexte du changement climatique, tout en soulignant la souveraineté arctique du Canada (Government of Canada 2019). En revanche, la « Politique étrangère du Canada pour l'Arctique » en 2024 détaille leurs stratégies diplomatiques envers les acteurs importants pour atteindre leurs objectifs, en s'alignant ainsi avec le Cadre stratégique. De plus, le Japon et la Corée y sont décrits comme « des partenaires clés dans la région », qui partagent « les priorités » telles que la sécurité maritime, les sciences et la technologie, le commerce, le développement économique durable et les pêches (Government of Canada 2024). Un autre aspect important de ce document est qu'il désigne, à l'instar de la Stratégie Indo-pacifique du Canada, la Russie et la Chine comme des menaces dans l'Arctique (Government of Canada 2024). Dans ce contexte, les intérêts communs et le potentiel de coopération entre la Corée et le Canada dans l'Arctique pourraient ouvrir de nouvelles perspectives dans le cadre de la Stratégie Indo-pacifique coréenne à l'avenir. Les deux pays partagent des priorités dans des domaines tels que la recherche scientifique, le commerce, les pêches et même la construction navale. Toutefois, il serait difficile pour la Corée de prendre clairement position entre le Canada et les États-Unis sur la question de la souveraineté arctique canadienne, ou de s'impliquer davantage dans des initiatives visant à contenir la Chine ou la Russie dans le domaine sécuritaire.

Conclusion

En 2022, la Corée et le Canada ont rehaussé leur relation diplomatique au rang de partenariat stratégique global, en institutionnalisant un dialogue annuel et en renouvelant leur protocole d'entente sur la coopération dans les domaines du changement climatique, de la défense, ainsi que de la technologie et de l'innovation industrielles (Prime Minister of

Canada 2022). En effet, il n'est pas difficile de comprendre que cette relation renouvelée vise à renforcer leur engagement commun, en cohérence avec les lignes directrices des Stratégies Indo-paciifques des deux pays ; les cinq priorités communes de la déclaration conjointe et les domaines de coopération identifiés s'alignent avec ceux des deux documents stratégiques. Ainsi, la Stratégie Indo-pacifique est devenue un cadre institutionnel de référence dans les relations stratégiques, tant bilatérales que multilatérales, entre les pays engagés, comme c'est le cas entre la Corée et le Canada. Dans cette perspective, l'intégration de la coopération en Arctique entre les deux pays dans ce cadre stratégique présente de nombreux avantages, tant dans les domaines prioritaires identifiés par les deux parties que pour l'élargissement des possibilités de coopération mutuellement bénéfique.

Références

- Bennett, M. M. (2017). The maritime tiger: Exploring South Korea's interests and role in the Arctic. *Strategic Analysis*, 38(6), 886–903.
<https://doi.org/10.1080/09700161.2014.952935>
- Busan Metropolitan City (2024). 부산 항만 현황 [Statut du port de Busan]. Mis à jour le 24 septembre 2024. Busan.
<https://www.busan.go.kr/depart/oceanstatus01>, c. le 18 avril 2025.
- Government of Canada (2019). *Canada's Arctic and Northern Policy Framework*. Ottawa, Government of Canada.
- . (2024). *Canada's Arctic Foreign Policy*. sous la direction de The Minister of Foreign Affairs. Ottawa, Government of Canada.
- Heng, Calvin Kee Hang, and Eyck Freymann (2023). Outsiders Wanting In: Asian States and Arctic Governance. *Arctic Initiative Policy Briefs*, July 2023.
- Hilde, Paal Sigurd (2023). The Northern Sea Route – business, security and implications for South Korea. *KIMS Periscope*, 303.
- Ina Choi, Sungil Kwak, Jaewan Cheong, Jung-Mi Lee, Nayoun Park, Mi Lim Kim, Jaehyon Lee, and Won Deuk Cho (2020). Exploring Convergence between the New Southern Policy and U.S. Indo-Pacific Strategy: From Korea's Perspective. *KIEP Research Paper, World Economy Brief*, 11 (9):1-9.

- Kim, Ellen (2023). Assessment of South Korea's New Indo-Pacific Strategy. *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, 19 janvier 2023, <https://www.csis.org/analysis/assessment-south-koreas-new-indo-pacific-strategy>. c. le 05 mai 2025.
- Kim, Hyejin (2025). Lee Jae-myung said, "Turning Busan-Ulsan-Gyeongnam into Korea's Maritime Capital... Completing the 30-Minute Living Zone". *Maeil Business newspaper* (Seoul), 18 avril.
- Kim, Tae-gyeong (2025). **이재명 “북극항로 준비할 때” 동남권 성장 동력 전격 제시** [Lee Jae-myung : “En préparation de la route de l'Arctique”, présente un moteur de croissance pour la région du Sud-Est]. *Kookje newspaper* (Séoul), 7 avril.
- Korea Polar Research Institute (2017) **우리나라의 북극정책 기본계획 뒤돌아보기와 내다보기** [Analyse rétrospective et prospective du plan-cadre de la politique arctique de la Corée]. Incheon. <https://repository.kopri.re.kr/bitstream/201206/4960/1/2-207.pdf>. c. le 05 mai 2025.
- Korgun I.A., Zuev V.N. (2020). Trade Policy and National Economic Interests in Korea. *International Organisations Research Journal* 15 (2): 169–83. <https://doi.org/10.17323/1996-7845-2020-02-11>
- Lee, Ji-Young and Andy Lim (2023) Japan-Korea Relations: Japan and South Korea as Like-Minded Partners in the Indo-Pacific. *Comparative Connections*, 24 (3): 147-58.
- Lee, Ye-ri and Kim, Ah-hyun (2022) **부산·인천지역 물류산업의 현황 및 정책과제** [État actuel et enjeux politiques de l'industrie logistique dans les régions de Busan et d'Incheon]. Incheon, Bureaux de Busan et d'Incheon de la Banque de Corée.
- Ministère des Océans et de la Pêche (2018). **북극활동 진흥 기본계획('18~'22)(안) - 극지의 미래와 기회를 여는 새로운 도전** [Projet de plan-cadre pour la promotion des activités arctiques (2018–2022) – Un nouveau défi pour ouvrir l'avenir et les opportunités de l'Arctique]. Séoul, Ministère des Océans et de la Pêche.
- Mobrand, Erik (2023). What's Korean about South Korea's Indo-Pacific Strategy?. *The National Interest. The Center for the National Interest*, 10 janvier 2023, <https://nationalinterest.org/feature/whats-korean-about-south-koreas-indo-pacific-strategy-206091> c. le 27 avril 2025.
- Moe, Arild, and Olav Schram Stokke (2019). Asian countries and arctic shipping: Policies, interests and footprints on governance. *Arctic Review on Law and Politics* 10: 24-52. <https://doi.org/10.23865/arctic.v10.1374>
- Nam, Hyun-woo (2022) Korea looks to Europe to diversify trade partners as China's growth slows. *The Korea Times* (Seoul), 29 juin.
- Office of the Spokesperson (2019). *U.S. and ROK issue a joint factsheet on their regional cooperation efforts*. Seoul, U.S. Embassy & Consulate in the Republic of Korea.
- Park, Daero (2022) **尹정부, 한국판 인태전략 연내 발표...** [Yoon administration to announce Korean version of Indo-Pacific strategy within the year... Moon's New Southern Policy to be scrapped]. *Newsis* (Séoul), 21 mai.
- Park, Jun-oh (2025). **이재명 ‘북극항로’ 대선정국 공약되나?** [La « route arctique » de Lee Jae-myung deviendra-t-elle une promesse électorale présidentielle ?]. *Busan MBC News* (Busan), 7 avril.
- Port Technology Team (2017). South Korea Completes First North Sea Route Voyage. London. https://www.porttechnology.org/news/south_korea_completes_first_north_sea_route_voyage/, c. le 27 avril 2025.
- Prime Minister of Canada (2022). The Republic of Korea and Canada: Stronger Together - Joint Leaders' Statement. Ottawa, Prime Minister of Canada.
- Sambhi, Natalie (2023). How Indonesia and Australia view South Korea's “everything, everywhere, all at once” Indo-Pacific strategy. Washington, D.C. <https://www.brookings.edu/articles/how-indonesia-and-australia-view-south-koreas-everything-everywhere-all-at-once-indo-pacific-strategy/>, c. le 26 avril 2025.
- Shin, Hyonhee (2022). South Korea's Yoon warns at NATO summit of threat to 'universal values'. *Reuters* (Seoul), 30 June.
- Song, Jiyeoun (2020). **사드 (THAAD) 배치를 둘러싼 한국과 중국의 정치적 갈등이 경제관계에 미치는 영향** [The Effects of Political Conflicts on Bilateral Economic Relations between South Korea and China in the Process of the THAAD Deployment]. *한국과 국제정치/Korea and World Politics*, 36 (3): 133-68. <http://doi.org/10.17331/kwp.2020.36.3.005>
- The Arctic Institute (2022) South Korea: Facts & Figures. Washington D.C. <https://www.thearcticinstitute.org/country-backgrounders/south-korea/>, c. le 21 avril 2025.
- The Government of the Republic of Korea (2022). *Strategy for a free, peaceful, and prosperous Indo-Pacific region*. Seoul, The Government of the Republic of Korea.

Trinh, Viet Dung and Dieu Huyen Ho (2024). Vietnam's Response to the US Indo-Pacific Strategy in the Context of a Rising China. *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 43 (1): 120-47. <https://doi.org/10.1177/18681034241237813>

Tucker, Paul (2022). Global Discord: Values and Power in a Fractured World Order. New Jersey, Princeton University Press.

Wabinski, Florence (2022) South Korea's New Southern Policy: An Indo-Pacific strategy in disguise. *Observatory Indo Pacific, PSIA - Science po Paris*, mai 2022.

Yeo, Andrew (2020). South Korea and the free and open Indo-Pacific strategy. *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, 20 juillet 2020,
<https://www.csis.org/analysis/south-korea-and-free-and-open-indo-pacific-strategy>, c. le 26 avril 2025.

관계부처합동 [Conjointement avec les ministères concernés] (2013). *북극정책 기본계획(안)* [Projet de plan-cadre pour la politique arctique]. Séoul, Ministère des Océans et de la Pêche.

---. 2022. 제1차 극지활동 진흥 기본계획 2023-2027 [Plan-cadre pour la promotion des activités polaires 2023-2027]. Séoul, Ministère des Océans et de la Pêche.

ARTICLE

LA CORÉE DU SUD DANS L'INDO-PACIFIQUE : OPPORTUNITÉ STRATÉGIQUE OU DILEMME SÉCURITAIRE ?

Olga V. Alexeeva

Olga V. Alexeeva a rejoint le département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) en 2012. Senior Fellow au sein du China Institute de l'Université d'Alberta, elle est l'auteure de plusieurs articles scientifiques et grand public sur les différents aspects de la géopolitique et des relations internationales de la Chine. Ses dernières publications se portent sur la stratégie de la Chine en Arctique et sur la coopération sino-russe dans le cadre du projet chinois Belt and Road Initiative (BRI)

alexeeva.olga@uqam.ca

Résumé : L'article examine la réorientation stratégique de la Corée du Sud vis-à-vis de la région indo-pacifique, marquée par le passage d'une posture prudente à l'adoption, en 2022, d'une stratégie indo-pacifique officielle. Ce revirement ne procède pas uniquement d'un changement de priorités partisanes, mais d'une redéfinition de la place du Séoul dans un environnement stratégique régional et mondial en pleine mutation. Confrontée à des nouveaux défis sécuritaires, à une intensification des interdépendances économiques et à des rivalités géopolitiques exacerbées, la Corée du Sud cherche à renforcer son intégration dans l'architecture indo-pacifique tout en renforçant son image et son attractivité économique à l'échelle internationale. En s'appuyant sur des entretiens menés auprès d'experts sud-coréens, l'étude évalue la portée stratégique de cette orientation et examine ses implications pour les relations de Séoul avec ses deux partenaires-clé, les États-Unis et la Chine.

Mots clés : Corée du Sud, stratégie indo-pacifique, États-Unis, Chine, sécurité régionale

Abstract: This article examines South Korea's strategic reorientation toward the Indo-Pacific region, marked by the shift from a cautious posture to the adoption, in 2022, of an official Indo-Pacific strategy. This shift is not simply the result of a shift in partisan priorities, but also a redefinition of Seoul's place in a rapidly evolving regional and global strategic environment. Faced with new security challenges, intensifying economic interdependencies, and heightened geopolitical rivalries, South Korea is seeking to strengthen its integration into the Indo-Pacific architecture while strengthening its international image and economic attractiveness. Drawing on interviews with South Korean experts, the study assesses the strategic significance of this shift and examines its implications for Seoul's relations with its two key partners, the United States and China.

Keywords: South Korea, Indo-Pacific strategy, United States, China, regional security

Introduction

L'arrivée au pouvoir de Yoon Suk-yeol, à la suite de sa victoire aux élections de mars 2022, a entraîné une réorientation cardinale de la politique étrangère de la Corée du Sud. Il s'agissait d'une véritable rupture vis-à-vis de l'approche pronée par le gouvernement précédent. En effet, l'ancien président Moon Jae-in a focalisé l'essentiel de ses efforts sur la réconciliation intercoréenne et l'« apaisement » de Pyongyang en espérant qu'ils se débouchent sur une réelle désescalade. Quant à sa stratégie régionale, Séoul prônait une politique d'« autonomie stratégique », censée lui assurer une sorte d'équilibre entre la Chine – son principal partenaire économique – et les États-Unis, garant de sa sécurité. Cette position ambiguë a incité Séoul de prendre une certaine distance par rapport aux nouvelles initiatives de Washington qui visaient de manière explicite de freiner l'extension de l'influence chinoise en Asie, y compris celle de Free and Open Indo-Pacific (FOIP), lancée en 2017. La volonté de préserver sa neutralité face à l'intensification tous azimuts de la rivalité sino-américaine a également conduit Séoul de minimiser son rôle dans les dispositifs de coopération régionale, réanimés avec ce même but de contenir la Chine, dont le Dialogue de Sécurité Quadrillatéral (Quad) et les Five Eyes. Ambitionnant de rehausser le statut international de la Corée du Sud, Yoon Suk-yeol a rompu avec l'attitude plus prudente de ses prédécesseurs la qualifiant comme trop passive et surtout inefficace dans le nouveau contexte international marqué par des crises globales majeures (Yoon 2022).

Cette « globalisation » de la politique étrangère sud-coréenne sous Yoon Suk-yeol s'est accompagnée par un recentrage proactif de Séoul sur l'alliance avec Washington et par une détérioration notable, tout aussi assumée, de ses relations avec Pékin. Ce changement d'orientation stratégique s'est notamment manifesté par l'élaboration de sa propre stratégie indo-pacifique, inaugurée en novembre 2022, lors du sommet Corée du Sud-ASEAN. Cet alignement sur les doctrines américaines fut alors présenté comme une volonté de contribuer à la construction d'un environnement stable dans l'espace indo-pacifique qui serait amené à jouer un rôle essentiel dans l'avenir du pays. Quels sont les premiers résultats de la mise en place de cette stratégie ? Comment cette nouvelle posture a-t-elle impactée les intérêts nationaux de la Corée du Sud ? Après avoir examiné la portée de la stratégie indo-pacifique de Séoul, cet article présentera les principaux défis et enjeux liés à sa mise en application. En analysant les données recueillies lors de la mission de terrain en Corée du Sud³, cette étude évaluera les perspectives du nouvel rééquilibrage de la politique étrangère sud-coréenne après les élections présidentielles de juin 2025.

1. La Corée du Sud et l'axe Indo-pacifique des États-Unis : de la réticence à l'engagement

Le pivot de Washington vers l'Indo-Pacifique et sa politique de *containment* et de pression croissante sur la Chine initiée par la première administration de Donald Trump a été accueilli avec une réserve à Séoul pour deux raisons principales - l'implication active de la Corée du Sud dans les initiatives indo-pacifiques américaines aurait risqué, d'une part, de détourner l'attention

des efforts de Séoul d'instaurer une forme de dialogue avec Pyongyang, et d'autre part, de compromettre ses relations avec Pékin, qui se sont déjà détériorées à la suite des disputes autour le déploiement sur le territoire coréen du système antibalistique américain THAAD⁴. Face à cette dilemme, Séoul a décidé d'élaborer sa propre stratégie régionale, une « Nouvelle politique du Sud » visant à approfondir ses relations avec les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud. Au niveau du discours officiel, cette initiative mettait l'accent sur la coopération économique et sur la réalisation de projets d'infrastructures conjoints tout en promouvant le modèle de développement coréen. En pratique, elle s'est soldée par l'accord aux pays de l'ASEAN, ainsi qu'à l'Inde, d'un statut de « cinquième partenaire » stratégique, après les « Big Four » - les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie⁵. Un autre résultat de cette politique fut la mise en place de coopération dans le domaine de la recherche et d'éducation visant ces pays, en particulier l'Indonésie et le Vietnam, ce qui a conduit à l'augmentation du nombre d'étudiants originaires de ces deux pays dans les universités sud-coréennes⁶.

Cette manœuvre diplomatique préservait le semblant de la neutralité de Séoul lui permettant de contourner habilement les attentes de Washington. Ainsi, lors du sommet Corée du Sud-États-Unis de 2019, Moon Jae-in a annoncé que sa nouvelle vision régionale sera renforcée pour devenir la « Nouvelle politique du Sud Plus » dont le but serait de promouvoir sa « coopération harmonieuse » avec la stratégie indo-pacifique des États-Unis, sans pour autant en fournir des détails concrets (Kim et Wilkins, 2020). Dans l'ensemble, sous la présidence de Moon Jae-in, la coopération entre Séoul et Washington en matière de politique indo-pacifique restait limitée.

³ Lors de cette mission de terrain, réalisée en avril 2025, nous avons discuté avec plusieurs chercheurs sud-coréens travaillant au sein des écoles de relations internationales de quatre universités métropolitaines dont le Seoul National University (SNU), Ehwa Women's University (EWU), Soongsil University (SU), Korea University (KU) ainsi qu'avec les experts de Economics, Humanities and Social Research Council (NRC) et Korea Institute for International Economic Policy (KIEP) situés à Osong.

⁴ Considéré par Washington comme l'élément central de son programme de défense dans la région Asie-Pacifique, le système THAAD (Terminal High Altitude Area Defense) a été déployé en Corée du Sud en 2016. Cette décision du président Park Geun-hye a provoqué des réactions négatives très fortes de la part de Pékin et Moscou. En 2017, en guise de représailles, la Chine a imposé des restrictions à l'importation des produits culturels coréens (Hallyu ou K-wave), incluant les contenus audiovisuels, les jeux vidéo et les produits de beauté. Cette interdiction, qui reste toujours en vigueur, a gravement affecté les industries coréennes liées à Hallyu, pour lesquelles la Chine fut l'un des principaux marchés (Kim, 2025a).

⁵ Rencontre avec le chef de l'équipe travaillant sur l'Inde l'Asie du Sud et le research fellow, spécialiste de l'Asie du Sud-Est et l'Océanie, KIEP, 23 avril 2025.

⁶ Rencontre avec le doyen et les membres de Graduate School of International Studies (GSIS) de KU, 24 avril 2025.

Elle se résumait à des vagues communications officielles sur la coordination entre leurs deux stratégies régionales, principalement dans le domaine économique, en évitant soigneusement toute mention d'une possible adhésion de la Corée du Sud au nouveau partenariat sécuritaire régional que Washington était en train de construire dans l'Indo-Pacifique. En raison de cette attitude, Séoul a décliné l'invitation de participer aux réunions du Quad, à l'exception de celle consacrée à la lutte conjointe contre la pandémie de COVID-19, à laquelle la Nouvelle-Zélande et le Vietnam ont également accepté d'assister (Park, 2021).

La transformation cardinale des conjectures internationale et régionale a déclenché des sérieux débats au sein des élites politiques sud-coréennes quant à l'efficacité de cette stratégie. Ces débats ont alors divisé l'establishment sud-coréen en deux camps opposés : si certains plaident pour un alignement véritable de Séoul sur la stratégie indo-pacifique de Washington, d'autres, au contraire, estimaient qu'il faudrait privilégier la restauration de relations plus amicales avec la Chine (Rinna, 2021). Ces visions polarisantes, révélatrices d'une insatisfaction généralisée à l'égard de l'attitude du gouvernement, jugée comme trop passive et prudente, ont contribué à une réévaluation des priorités nationales en matière de la politique étrangère. Celle-ci s'inscrivait dans un double contexte : d'une part, le retour des démocrates à la Maison-Blanche aux États-Unis, et d'autre part, l'accession au pouvoir du Parti conservateur et de Yoon Suk-yeol en Corée du Sud. Ces revirements politiques ont conduit à un repositionnement progressif de Séoul au sein du nouveau cadre indo-pacifique promu par Washington.

En prenant acte de la mobilisation insuffisante de la Corée du Sud dans l'axe indo-pacifique des États-Unis, l'administration Biden s'est empressée de modifier son approche. Plutôt qu'ouvertement presser Séoul à s'aligner sur sa stratégie visant à contenir la Chine, Washington a adopté une posture plus souple en privilégiant l'implication plus graduelle de la Corée du Sud dans ses différentes initiatives régionales. Ainsi, lors de la réunion consultative sur la sécurité tenue en décembre 2021, les ministres de la Défense des États-Unis et de la Corée du Sud ont convenu de renforcer leur alliance « tournée vers l'avenir » qui sera amenée de jouer un rôle du « pilier de la paix et de la stabilité sur la péninsule coréenne ainsi que dans la région indo-

pacifique » (U.S. Department of Defense, 2021). Toutefois, cette déclaration bilatérale n'était pas suivie de débats sur les possibles formes de l'implication des forces sud-coréennes dans l'Indo-Pacifique. Il s'agissait donc plutôt d'expression de l'intention générale que de l'annonce du programme des actions concrètes ou légalement contraignantes.

Quelques mois plus tard, le nouveau gouvernement coréen a également changé d'approche en rompant avec l'ambiguïté stratégique de ses prédécesseurs. La nouvelle orientation de Séoul liait désormais les enjeux économiques aux défis sécuritaires et cherchait d'élever les relations avec les États-Unis au rang d'alliance stratégique globale, y compris dans l'axe indo-pacifique. Ainsi, en mai 2022, Séoul a annoncé son adhésion à l'Indo-Pacific Economic Framework (IPEF), un réseau de partenariats économiques qui devrait favoriser l'intégration régionale sous les auspices des États-Unis et offrir une alternative à la chaîne d'approvisionnement chinoise (Lee, 2022). Puis, à la fin de 2022, Séoul a publié sa propre stratégie indo-pacifique qui inaugurerait l'élargissement inédit de la doctrine de politique étrangère sud-coréenne, bien au-delà de la région de l'Asie du Nord-Est (Kim, 2023). Yoon Suk-yeol s'est alors engagé de transformer son pays en « global pivotal state, one that advances freedom, peace, and prosperity through liberal democratic values and substantial cooperation » (Yeo, 2023). Cette stratégie ambitieuse devrait assurer à la Corée du Sud, en vertu de son nouveau potentiel économique et militaire, une place centrale dans la formulation de normes universelles dans la région fondées sur des valeurs communes. Ce faisant, Séoul aspirait devenir un acteur normatif clé et un moteur de la coopération régionale au sein de l'espace indo-pacifique.

La stratégie sud-coréenne qui appelle à un Indo-Pacifique libre et ouvert et à un ordre fondé sur des règles, et insiste sur la nécessité de garantir le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales, reprend directement les grands axes de la vision de la région promue par Washington. Toutefois, Séoul met également en avant sa volonté de coopérer avec divers régimes politiques, à condition qu'ils respectent les normes internationales.

La stratégie sud-coréenne ne serait donc pas explicitement dirigée contre la Chine, qui n'est d'ailleurs mentionnée au sein

du document qu'une seule fois et de façon positive - comme acteur essentiel de la prospérité régionale. Cette approche a été qualifiée par Séoul de « mature » car fondée sur le respect et la réciprocité mutuels (The Government of the Republic of Korea, 2022, p. 14). Ces formulations ambiguës cherchaient visiblement de camoufler, au moins au niveau du discours, la volonté de la Corée du Sud d'être davantage intégrée dans une architecture de dissuasion stratégique placée sous leadership américain sans attirer l'ire de Pékin.

2. La stratégie indo-pacifique au-delà de la dimension idéologique : la mise en œuvre difficile

Ses desseins grandioses se sont rapidement révélés de manquer une réelle cohérence stratégique. Certes, la nouvelle administration sud-coréenne a fait quelques efforts pour élargir son activisme diplomatique, en participant au sommet de l'OTAN à Madrid en juin 2022 et en accordant de l'aide à l'Ukraine, mais en même temps Séoul s'est fréquemment abstenu de prendre des positions fermes dans les dossiers sécuritaires majeurs, comme les incidents en mer de Chine méridionales (Kim, 2025b). Malgré le changement de son attitude globale, devenue plus assertive, Séoul n'a pas abandonné sa posture prudente vis-à-vis de ses voisins problématiques. Ainsi, bien que Yoon Suk-yeol ait été le premier chef d'État coréen à participer au sommet de l'OTAN, il n'a pas mis sa signature au communiqué final qui désignait la Russie comme une « menace directe » et qualifiait la Chine de « défi systémique » (Terry, 2022).

Quant à l'intégration de la Corée du Sud dans l'axe indo-pacifique, elle restait embryonnaire. D'une part, Washington qui avait auparavant encouragé Séoul d'adhérer à des différentes structures et cadres régionaux sous sa direction, semblait avoir changé sa posture officielle, devenue plus réservée. Par exemple, la Maison-Blanche s'est contentée de saluer l'intérêt exprimée par Séoul de rejoindre le Quad, sans

pour autant fournir les modalités ou le calendrier pour son éventuelle adhésion (The White House, 2022). Et d'autre part, Tokyo s'est opposé à toute implication active de Séoul dans les structures sécuritaires régionales, tant que leurs relations bilatérales ne soient pas normalisées. Aux yeux de Tokyo, l'adhésion de Séoul pourrait nuire à la cohésion de ce dialogue en y introduisant des disputes qui empoisonnent depuis des décennies les relations bilatérales nippo-coréennes.

En effet, sous Moon Jae-in, les contentieux historiques liés à l'héritage de colonisation japonaise de la péninsule coréenne et les différends territoriaux se sont à nouveau envenimés⁷. Ce regain de tensions a conduit à un refroidissement diplomatique majeur entre la Corée du Sud et le Japon. Dans sa Livre blanc sur la défense, publiée en 2019, Séoul a rétrogradé le Japon, auparavant désigné comme « partenaire », au simple statut de « voisin », puis a annoncé la suspension de l'accord bilatéral sur le partage d'informations classifiées (General Security Information Agreement ou GSIA), notamment au sujet de la Corée du Nord. En réponse, le Japon a également rayé la Corée du Sud de sa liste de « partenaires de confiance » - des pays qui bénéficient d'un traitement de faveur en matière d'exportations (Jung et Jewell, 2019). Bien que, sous pression de Washington, Séoul ait été obligé de rétropédaler, la coopération sécuritaire nippo-coréenne se retrouvait alors de facto gelée. À la suite de ces tensions politiques, une campagne de boycott de produits japonais - le mouvement « No Japan » - a été lancée en Corée du Sud. Certaines entreprises japonaises opérant en Corée ont essuyé des pertes importantes, comme le fabricant de vêtement Uniqlo dont le chiffre d'affaires a chuté de plus de 50 % entre septembre 2019 et août 2020 (Dong, 2023).

En reconnaissant que sans l'aval de Tokyo l'association plus étroite de Séoul au cadre indo-pacifique de Washington soit difficilement envisageable, Yoon Suk-yeol a exprimé une volonté de travailler de concert avec ses homologues japonais pour stabiliser les relations bilatérales. Toutefois, sur le terrain,

⁷ Pendant la Seconde guerre mondiale, les autorités japonaises ont contraint des dizaines de milliers de femmes coréennes de servir dans les bordères militaires sous contrôle étatique et ont enrôlés de force des nombreux hommes pour travailler dans les usines au Japon. La question de réparations appropriées n'a jamais été réglée et continue aujourd'hui d'entraver les relations bilatérales. Ainsi, en 2019, la Cour suprême a ordonné la saisie d'actifs de Nippon Steel Corporation, dont la valeur a été estimée à 400 millions wons, en vue d'indemniser les victimes sud-coréennes du travail forcé (Song, 2020).

ce désir de désescalade a été freinée par la persistance d'un fort ressentiment anti-japonais au sein de larges segments de l'opinion publique et de la classe politique sud-coréennes⁸. Le dialogue nippo-coréen progressait donc très lentement et ce n'est qu'en mars 2023, lors du sommet Japon-Corée du Sud, organisé à Tokyo, que Yoon Suk-yeol et le premier ministre Kishida Fumio ont officiellement restauré le dialogue stratégique entre les responsables des Affaires étrangères et de la Défense de deux pays (Pollmann, 2023). Cette démarche a également inclus le dégel de la coopération prévue dans le cadre du GSIA facilitant à nouveau les échanges d'informations sur les lancements de missiles nord-coréens et le suivi de leurs trajectoires. Finalement, l'approche de Yoon, privilégiant la coopération sécuritaire bilatérale et mettant en sourdine les contentieux historiques et territoriaux, semblait porter ses fruits (Kamata, 2025).

Dans les faits, la stratégie indo-pacifique coréenne s'est révélée d'être une coquille vide n'existant que sur papier, car son adoption n'a pas apporté des changements significatifs à la politique extérieure du Séoul. Bien que le potentiel économique des pays faisant partie de l'ensemble indo-pacifique, en particulier celui de l'Inde, soit bien reconnus par les experts sud-coréens, ils soulignent que le gouvernement de Yoon ne l'a pas véritablement exploré, étant davantage occupé par la situation géopolitique dans son voisinage immédiat, puis absorbé par la crise interne et ses répercussions⁹. En qualifiant cette stratégie de simple rhétorique politique, ils estiment qu'elle n'influence aucun projet ou initiative gouvernementale en cours¹⁰. Par ailleurs, lors de nos discussions avec les experts, aucun d'entre eux utilisait le terme « Indo-Pacifique » lui préférant le vocable « Asie Pacifique ». En effet, l'adoption du cadre indo-pacifique implique l'élargissement considérable du périmètre stratégique et géopolitique, périmètre dans lequel la

place de la Corée du Sud reste incertaine, alors que dans le cadre de l'Asie-Pacifique elle retrouve toute sa centralité et son agentivité.

3. Le retour de l'approche pragmatique après la chute de Yoon Suk-yeol ?

Après les six mois du chaos politique, déclenché par la tentative de coup d'État de Yoon Suk-yeol, l'arrivée au pouvoir de Lee Jae-myung et du Parti démocrate qui dispose de la majorité au sein du Parlement coréen promettait un « retour à la normale », y compris dans les affaires étrangères. Lors de son discours inaugural adressé à la nation, Lee Jae-myung a promis que son gouvernement serait guidé par les principes de souplesse et de pragmatisme. Tout en réaffirmant l'importance de l'alliance avec les États-Unis, il a plaidé en faveur de l'approfondissement de la coopération trilatérale entre la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon. Toutefois, il a également précisé que la politique étrangère de Séoul s'inscrira dans une stratégie de « diplomatie pragmatique » centrée sur la défense des intérêts nationaux sud-coréens (Kim, 2025c).

Dans cet esprit, les relations de la Corée du Sud avec les voisins devraient désormais être orientées par une approche réaliste et multi-vectorielle, fondée sur les considérations pragmatiques et les priorités stratégiques. Une telle approche impliquerait entre autres la reprise du dialogue avec Pyongyang et une attitude moins antagoniste vis-à-vis de Pékin, voire même une restauration de certains contacts avec Moscou.

Les experts consultés ont d'ailleurs exprimé un optimisme réservé quant à la relance de certaines initiatives avec la Russie, en particulier en Arctique¹¹. En effet, les grandes compagnies sud-coréennes, Hanwha Ocean et Samsung Heavy Industries, ont construit des méthaniers qui transportent le gaz russe du

⁸ L'identité nationale coréenne s'est construite en réaction aux ambitions impérialistes de la fin du XIXe et début du XXe siècle. Le traumatisme de la colonisation est aujourd'hui placé au cœur de l'enseignement de l'histoire et des politiques mémorielles coréennes (musées, manuels scolaires, films etc.), ce qui contribue à façonner les attitudes populaires vis-à-vis du Japon. De plus, la persistance des demandes de compensations pour les exactions subies par les citoyens sud-coréens des mains des Japonais alimente les débats quasi-constants et très médiatisés au sein de la société sur les conséquences à long terme des politiques coloniales de Tokyo.

⁹ Rencontre avec les experts de NRC, 23 avril 2025.

¹⁰ Rencontre avec le doyen et les membres de GSIS (KU), 24 avril 2025.

¹¹ Rencontre avec les experts de NRC, 23 avril 2025.

Yamal LNG le long de la Route maritime du Nord et elles ont été supposées d'en construire d'autres, pour l'Arctic LNG-2, mais cette collaboration s'est retrouvée gelée après l'invasion russe de l'Ukraine. Lors de sa campagne électorale Lee Jae-myung a affirmé de vouloir faire le nécessaire pour que la Corée du Sud tire meilleur parti de son expertise dans la construction navale afin de renforcer sa présence dans l'Arctique et saisir les opportunités que représente le développement de navigation commerciale dans les zones polaires (Humpert, 2025). Lee fut également le seul candidat aux présidentielles qui a évoqué la Russie dans ses discours publics, la qualifiant comme le partenaire potentiellement utile, bien que marginal. Ces déclarations ont donné naissance à des diverses spéculations sur le retour possible des compagnies sud-coréennes sur le marché russe (Park, 2025).

Toutefois, depuis son investiture, Lee Jae-myung évite soigneusement de mentionner la Russie, même pour la critiquer, ce qui est particulièrement frappant dans un contexte international marqué par des tensions persistantes autour de la guerre en Ukraine et la redéfinition des équilibres géopolitiques. Cette absence de positionnement clair reflèterait en grande partie l'incertitude quant à la ligne directrice actuelle des États-Unis vis-à-vis de la Russie. Autrement dit, en observant les tentatives de l'administration de Donald Trump de réaliser la manœuvre « Reverse Nixon » pour détacher Moscou de Pékin (Schuman 2025), les élites politiques sud-coréennes préfèrent temporiser toute critique potentiellement mal calibrée, dans l'attente d'une clarification officielle de la posture américaine. À ces préoccupations s'ajoutent désormais celles liées au rapprochement militaire entre Moscou et Pyongyang qui pourrait déstabiliser la sécurité régionale, surtout si la Corée du Nord obtient du Kremlin des transferts de technologies sensibles comme les systèmes de défense aérienne ou les capacités satellitaires (Kwon, 2025). Un tel scénario inquiète Séoul et lui pousse d'adopter une position réservée, d'autant plus que l'intensification de coopération entre Moscou et Pyongyang suscite un mécontentement croissant de Pékin qui y voit une menace directe pour ses intérêts vitaux (Cao, 2025).

Quant aux autres « Big Four », Lee Jae-myung a opté pour une stratégie de « diplomatie des appels téléphoniques », en entamant une série de conversations directes avec les dirigeants des grandes puissances. Dès les premiers jours de son mandat il s'est entretenu avec Donald Trump, Shigeru Ishiba et Xi Jinping, tout en faisant quelques démarches pour désamorcer les tensions avec Pyongyang. Ainsi, Lee Jae-myung a ordonné l'arrêt de diffusion de la propagande par haut-parleurs le long de la frontière avec la Corée du Nord, une mesure décidée par son prédécesseur en juin 2024, en représailles aux ballons transportant des ordures envoyées depuis le Nord. La portée de cette « initiative proactive en faveur de la détente » semble toutefois limitée par le fait que les installations (24 pourparlers fixes et 16 unités mobiles) n'ont pas été démontées, permettant une reprise rapide si nécessaire (Yoo et al., 2025). Les experts chinois ont d'ailleurs vu dans ce geste non seulement une tentative d'apaiser Pyongyang mais aussi un reflet de la volonté de Séoul de consolider son alliance avec Washington, en éliminant l'obstacle sur la voie de Donald Trump qui chercherait de revenir dans le jeu diplomatique nord-coréen pour en tirer un bénéfice politique (Cao, 2025).

Parallèlement, Lee Jae-myung a commencé à développer une diplomatie du second niveau en établissant des contacts avec l'Australie et le Viêt Nam. Ensuite, lors de son premier déplacement international à l'occasion du sommet de G-7 organisé à Kananaskis Lee a rencontré les chefs d'État du Canada, du Brésil, de l'Inde, de Mexique, de Royaume-Uni ainsi que les leaders de l'EU et de l'ONU. Ce dynamisme diplomatique semble confirmer la volonté de Lee repositionner la Corée du Sud au cœur des problématiques mondiales tout en esquissant les contours de sa stratégie multi-vectorielle.

Quant à la stratégie indo-pacifique, elle ne semble pas pour l'instant figurer dans le discours officiel de Séoul, bien que les activités diplomatiques de Lee ciblent bien des principaux acteurs de cet espace, notamment le Vietnam, l'Australie, l'Indonésie et l'Inde. Les experts consultés considéraient d'ailleurs que les perspectives de coopération entre la Corée du Sud et l'Inde s'annoncent prometteuses, bien que le marché

indien soit très concurrentiel et sensible aux prix¹². En effet, New Delhi a récemment envoyé une délégation en Corée du Sud, pour mener des négociations avec deux géants sud-coréens en matière de la construction navale, HD Hyundai Heavy Industries et Hanwha Ocean, au sujet de la création de chantiers naval conjoints en Inde. L'Inde qui ambitionne de figurer d'ici 2047 parmi les cinq premières puissances navales, prévoit d'importants investissements dans l'industrie maritime. Toutefois, bien que la Corée du Sud, forte de son expertise dans le domaine, soit perçue par l'Inde comme l'un des partenaires potentiels, New Delhi a également entamé les pourparlers avec des constructeurs navals chinois en mettant, dans les faits, Séoul et Pékin en compétition pour la commande de nouveaux navires pétroliers (Shin, 2025). Les chantiers chinois présentent un avantage non-négligeable en termes de coût alors que les entreprises sud-coréennes bénéficient d'une réputation de supériorité technologique. Dans le contexte de la montée de tensions sino-indiennes, le choix de New Delhi dépendrait des considérations géopolitiques du moment, une éventualité que Séoul semble vouloir mettre à son profit. Ainsi, les avenues de collaboration potentielle en matière de navigation figuraient bien dans la liste de sujets que Lee Jae-myung avait abordé lors de sa rencontre avec Narendra Modi en marge du sommet G-7 (Prime Minister's Office, 2025).

Les relations avec l'Indonésie, un autre acteur important de l'espace indo-pacifique ciblé par le gouvernement coréen, sont également ternies par de tensions persistantes. En 2010, Séoul et Jakarta ont conclu un accord de partenariat technologique en vue du développement conjoint des avions de combats, les chasseurs KF-21 Boramae. Cet accord permettait à l'Indonésie de profiter d'un accès privilégié à des technologies militaires sensibles moyennant l'investissement de 1,7 milliards de wons dans le projet (Kim, 2025d). Toutefois, la réalisation du projet a été maintes fois reportée à cause de retards de paiement et des divergences techniques. Dans un effort ultime de maintenir l'Indonésie dans le projet, Séoul a accepté de réviser l'accord-cadre en réduisant sensiblement la contribution financière de Jakarta au projet, désormais fixée à 600 millions de wons (Kim, 2025d). Or quelques jours après cette annonce, l'Indonésie a

signé un mémorandum avec la Turquie pour l'achat de 48 chasseurs de cinquième génération Kaan. Ce désengagement manifeste de l'Indonésie vis-à-vis du projet KF-21 a provoqué une vive réaction en Corée du Sud - certains commentateurs ont même qualifié ce revirement d'un acte de trahison industrielle (Lee, 2025). Cette situation illustre les limites et la fragilité des partenariats que Séoul tente de mettre en place dans ce nouvel espace indo-pacifique, un espace qui se voit de plus en plus convoité non seulement par des grands acteurs internationaux mais aussi par des puissances moyennes, réduisant ainsi la marge de manœuvre sud-coréenne dans ses marchés de plus en plus compétitifs.

Dans ses relations avec Tokyo, Lee Jae-mung semble vouloir continuer la politique de son prédécesseur. À la suite de leur première rencontre en marge du sommet du G7 au Canada, Lee Jae-mung et Shigeru Ishiba ont poursuivi leur dialogue dans un registre plus informel, en échangeant des messages sur les réseaux sociaux. Lee a publié un message sur X, rédigé à la fois en coréen et en japonais, dans lequel il a souligné l'importance de construire des relations « tournées vers l'avenir » entre les deux pays. En retour, Ishiba a répliqué par un message équivalent, accompagné d'une traduction en coréen, exprimant sa volonté de maintenir une communication étroite avec Séoul et de coopérer sur les questions liées à la Corée du Nord. Cet échange en deux langues est hautement symbolique et semble indiquer la volonté commune de dépasser les différends historiques au profit d'un dialogue pragmatique (Kim, 2025e). De plus, l'apaisement avec le Japon est la condition sine qua non de l'éventuelle adhésion de la Corée du Sud aux initiatives sécuritaires américaines dans l'Indo-Pacifique.

Toutefois, la préoccupation principale de Séoul reste ses relations avec les États-Unis et la question de tarifs douaniers, en particulier ceux qui affectent les secteurs stratégiques de l'automobile et de l'acier, domaines dans lesquels les exportations sud-coréennes vers les États-Unis jouent un rôle économique majeur. Pour apaiser la situation et satisfaire les nouvelles exigences de la Maison-Blanche, les conglomérats

¹² Rencontre avec les experts de NRC, 23 avril 2025.

sud-coréens ont récemment multiplié des annonces de nouveaux partenariats avec les entreprises américaines. Par exemple, HD Hyundai vient de signer un accord avec Edison Chouest Offshore qui prévoit de lancer, d'ici à 2028, la construction des méthaniers sur le sol américain, en soutenant ainsi de manière implicite les efforts de Washington de revitaliser son industrie de la construction navale commerciale (Lee et Park, 2025). Une autre société sud-coréenne, Hanwha Systems a conclu un mémorandum d'entente avec le groupe américain Northrop Grumman visant à développer une coopération technologique dans le domaine de défense aérienne, ce qui permettrait de renforcer l'interopérabilité entre les systèmes sud-coréens et américains dans le cadre de l'alliance militaire bilatérale (Kan, 2025). Seul l'avenir permettra déterminer si cette stratégie s'avérera efficace et permettra, comme l'espère Séoul, d'obtenir une exemption des droits de douane et de consolider son alliance avec Washington quelque peu ébranlée par les demandes persistantes de Donald Trump de payer plus pour la défense américaine de la péninsule coréenne.

Conclusion

L'esprit du pragmatisme diplomatique, censée guider les actions de la nouvelle administration sud-coréenne sur la scène internationale, semble s'appuyer sur plusieurs vieilles recettes qui caractérisaient l'approche de neutralité ambiguë. Or le contexte international a changé de manière cardinale, le monde est entré dans une période de turbulences majeures dont la durée et les conséquences sont difficiles à prévoir. Alors que la politique étrangère des États-Unis s'oriente de plus en plus vers le bilatéralisme transactionnel, la Corée du Sud se trouve à un tournant stratégique : participer activement au dispositif américain de confinement de la Chine ou risquer la marginalisation au sein de l'architecture stratégique indo-pacifique activement promue par Washington. Cette nouvelle conjoncture, quand l'histoire semble s'accélérer, demande de Séoul d'adopter une posture plus équilibrée et réactive afin de préserver son autonomie décisionnelle et d'assurer la défense de ses intérêts nationaux.

Ce recalibrage stratégique nécessiterait une formulation claire et détaillée des objectifs de l'engagement de la Corée du Sud dans la région Indo-Pacifique. En effet, depuis sa publication en 2022, la stratégie indo-pacifique de la Corée du Sud n'a pas trouvé beaucoup d'applications concrètes, au-delà de quelques tentatives des entreprises sud-coréennes d'affirmer leur présence sur les nouveaux marchés en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud. Ces marchés, bien que prometteurs, se sont cependant révélés difficiles à pénétrer en raison de défis logistiques et culturels mais surtout à cause de leur haut niveau de concurrence. L'avenir de ses premières initiatives dépendrait en large mesure de la volonté du gouvernement de Lee Jae-myung d'investir véritablement cet espace indo-pacifique et d'élargir son soutien économique, institutionnel et diplomatique aux projets que les compagnies sud-coréennes y développent. Cet encouragement permettrait par ailleurs à la Corée du Sud de diversifier ses chaînes d'approvisionnement et de réduire sa dépendance économique vis-à-vis de la Chine, mais aussi d'asseoir son rôle de puissance moyenne crédible.

Références bibliographiques

- Cao, X. (2025). 中国应独立看待并处理朝鲜问题 [La situation dans la péninsule coréenne est fortement influencée par la rivalité entre grandes puissances]. *The Charhar Institute*, 16 juin, <http://www.charhar.org.cn/NewsDetail/5973698.html>.
- Dong, S. (2023). From J-pop to animated films, Japanese culture catches on in Korea. *The Korea Times*, 11 mai, <https://www.koreatimes.co.kr/lifestyle/trends/20230511/from-j-pop-to-animated-films-japanese-culture-caughts-on-in-korea>.
- Humpert, M. (2025). South Korea Looking to Transform Port of Busan Into Arctic Shipping Gateway. *High North News*, 30 mai, <https://www.hightnorthnews.com/en/south-korea-looking-transform-port-busan-arctic-shipping-gateway>.
- Jung, P. A. et Jewell, (2019). South Korea and Japan have more in common than they think. *Brookings Institution*, 5 sept., <https://www.brookings.edu/articles/south-korea-and-japan-have-more-in-common-than-they-think/>.
- Kamata, J. (2025). Japan-South Korea Relations Are About to Get a Stress Test. *The Diplomat*, 11 juin, <https://thediplomat.com/2025/06/japan-south-korea-relations-are-about-to-get-a-stress-test/>.

- Kan, H. (2025). Hanwha teams up with Northrop Grumman for next-gen air defense. *The Korea Herald*, 23 juin, <https://www.koreaherald.com/article/10515605>.
- Kim, J. et Wilkins, T. (2020). South Korea and America's Indo-Pacific Strategy: Yes, But Not Quite. *ISEAS*, 26 nov., <https://www.iseas.edu.sg/media/commentaries/south-korea-and-americas-indo-pacific-strategy-yes-but-not-quite/>.
- Kim, E. (2023). Assessment of South Korea's New Indo-Pacific Strategy. *Center for Strategic & International Studies (CSIS)*, 19 janv., <https://www.csis.org/analysis/assessment-south-koreas-new-indo-pacific-strategy>.
- Kim, E. (2025a). China likely to lift ban on South Korea's K-wave as early as May. *The Korea Economic Daily*, 19 févr., <https://www.kedglobal.com/business-politics/newsView/ked202502190011>.
- Kim, L. (2025b). Yoon's Disappointing Foreign-Policy Legacy. *Foreign Policy*, 4 avril., <https://foreignpolicy.com/2025/04/04/south-korea-yoon-impeachment-constitutional-court-ruling/>.
- Kim, N. (2025c). 李대통령 "모든 국민 아우르고 섬기는 '모두의 대통령' 되겠다" [Le président Lee : "Je serai le président de tous qui sert tout le peuple"]. *Yonhap News Agency*, 4 juin., <https://www.yna.co.kr/view/AKR20250604080700001??.>
- Kim, J. (2025d). KF-21 개발 인도네시아 분담금 6천억원으로 최종 합의 서명 " [Signature de l'accord final sur la contribution de l'Indonésie au développement du KF-21, fixée à 600 milliards de wons]. *Yonhap News Agency*, 13 juin., https://www.yna.co.kr/view/AKR20250613024300504?%20section=politics/all&site=major_news01.
- Kim, E. (2025e). Lee, Ishiba exchange SNS messages in each other's language following 1st summit. *Yonhap News Agency*, 20 juin., <https://en.yna.co.kr/view/AEN20250620004300315?%20section=national/politics>.
- Kwon, H. (2025). What North Korea stands to gain from Russia for demining Kursk? *Hankyoreh*, 19 juin, https://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_northkorea/1203717.html.
- Lee, S. (2022). South Korea ventures into its Indo-Pacific strategy. *East-Asia Forum*, 11 juillet, <https://eastasiaforum.org/2022/07/11/south-korea-ventures-into-its-indo-pacific-strategy/>.
- Lee, H. (2025). 인도네시아 KF-21분담금 '먹튀' 현실화에 • • '저자세' 침묵하는 방사청[이현호의 밀리터리!톡] [L'Indonésie fait un "walk-away" sur le paiement du KF-21... L'Agence d'acquisition de défense reste muette et "soumise"]. *Seoul Daily*, 21 juin, <https://www.sedaily.com/NewsView/2GU5R07EDZ>.
- Lee, J., Park, S. (2025). HD Hyundai to co-build container ships in US with Edison Chouest. *The Chosun Daily*, 23 juin, <https://www.chosun.com/english/industry-en/2025/06/23/RCE3A2U4SFH5VLIAH5RHCO7CM/>.
- Park, J. (2021). Biden Should Embrace South Korea's Strategic Nondecision on the Quad. *The Diplomat*, 5 mars, <https://thediplomat.com/2021/03/biden-should-embrace-south-koreas-strategic-nondecision-on-the-quad/>.
- Park, J. (2025). Will Korean firms return to Russia? *The Korea Times*, 21 févr., <https://www.koreatimes.co.kr/business/companies/20250221/will-south-korean-companies-resume-operations-in-russia>.
- Pollman, M. (2023). What's Driving the Japan-South Korea Thaw? *The Diplomat*, 21 mars, <https://thediplomat.com/2023/03/whats-driving-the-japan-south-korea-thaw/>.
- Prime Minister's Office (2025). Prime Minister meets President of Republic of Korea on the sidelines of G7 summit, 18 juin, <https://www.pib.gov.in/PressReleaseframePage.aspx?PRID=2137194>.
- Rinna, A. V. (2021). Where does the South Korea-US alliance fit in a 'free and open Indo-Pacific'? *East-Asia Forum*, 26 mars, <https://eastasiaforum.org/2021/03/26/where-does-the-south-korea-us-alliance-fit-in-a-free-and-open-indo-pacific/>.
- Shin, H. (2025). 인도 K-조선에 러브콜 보낼까…100억달러 발주 어디로? [L'Inde pourrait-elle envoyer un "love call" à la K-construction navale... Où iront ses commandes de 10 milliards de dollars ?]. *Newsis*, 2 juin, https://www.newsis.com/view/NISX20250602_0003198838
- Schuman, M. (2025). What Is a 'Reverse Nixon,' and Can Trump Pull It Off? *The Atlantic*, 30 mai, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2025/05/reverse-nixon-trump-russia-china/682966/>.
- Song, S. (2020). Japanese company to appeal S. Korean court decision on asset seizure: reports. *Yonhap News Agency*, 4 août, <https://en.yna.co.kr/view/AEN20200804000600325>.

Terry S.M. (2022). Yoon's Strong Start in Foreign Policy. *Foreign Policy*, 18 août,
<https://foreignpolicy.com/2022/08/18/yoon-suk-yeol-south-korea-foreign-policy-china-united-states-japan-100-days/>.

The Government of the Republic of Korea (2022). Strategy for a Free, Peaceful, and Prosperous Indo-Pacific Region. *Ministry of Foreign Affairs*, 28 déc.,
https://overseas.mofa.go.kr/eng/brd/m_5676/view.do?seq=322133.

The White House (2022). United States–Republic of Korea Leaders' Joint Statement, 21 mai,
<https://bidenwhitehouse.archives.gov/briefing-room/statements-releases/2022/05/21/united-states-republic-of-korea-leaders-joint-statement/>.

U.S. Department of Defense (2021). 53rd Security Consultative Meeting Joint Communiqué, 2 déc.,
<https://www.defense.gov/News/Releases/Release/Article/2858814/53rd-security-consultative-meeting-jointcommunique/>.

Yeo, A. (2023). South Korea as a global pivotal state. *Brookings Institution*, 19 déc.,
<https://www.brookings.edu/articles/south-korea-as-a-global-pivotal-state>.

Yoo, Y., Lee, G., et Jo, S. (2025). 軍 대북확성기 방송 1년 만에 전면 중단…9·19 군사합의 복원 신호탄 되나 [L'armée sud-coréenne met fin à la diffusion via haut-parleurs à destination du Nord après un an... Un signal vers la restauration de l'accord militaire du 19 septembre]. *The JoongAng*, 11 juin,
<https://www.joongang.co.kr/article/25343049>.

Yoon, S. (2022). South Korea Needs to Step Up. The Country's Next President on His Foreign Policy Vision. *Foreign Affairs*, 08 février, <https://www.foreignaffairs.com/south-korea/south-korea-needs-step-yoon-suk-yeol>.

ARTICLE

CULTURE, DÉCOUVRABILITÉ ET DIPLOMATIE : ENJEUX CROISÉS ENTRE LE QUÉBEC ET LA CORÉE DU SUD

Heui-Tae Park

Professeur Associé au Département de Français de l'Université SungKyunKwan à Séoul, Heui-Tae Park est membre du comité international de la revue CinèMas. Après avoir obtenu un doctorat en études cinématographiques à l'Université Montpellier III, ses recherches se concentrent sur la relation entre réalité et cinéma. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles portant sur le documentaire, les archives, le cinéma francophone et l'esthétique du cinéma, parus dans des publications telles que Positif, Mise au point, Cineforum (Italie). Il a notamment codirigé le deuxième volume des Variations Hong Sang-soo (De l'incidence éditeur, 2020).

Résumé : Cette étude explore les moyens de renforcer les échanges culturels entre le Québec et la Corée du Sud à travers leurs expériences historiques communes. Elle met en lumière des convergences telles que la colonisation et la défense linguistique. L'essor de la culture populaire coréenne y est analysé comme un modèle de réussite. L'étude appelle le Québec à adopter une stratégie culturelle proactive dans la région indo-pacifique. Enfin, huit propositions concrètes sont formulées pour structurer une coopération durable.

Mots clés : Diplomatie culturelle, coopération Québec–Corée, découverbarilité numérique, industries culturelles, stratégie indo-pacifique

Abstract: This study explores ways to strengthen cultural exchanges between Quebec and South Korea through their shared historical experiences. It highlights convergences such as colonization and linguistic defense. The rise of Korean popular culture is analyzed as a model of success. The study calls for Quebec to adopt a proactive cultural strategy in the Indo-Pacific region. Finally, eight concrete proposals are formulated to structure sustainable cooperation.

Keywords: Cultural diplomacy, Quebec-Korea cooperation, Digital discoverability, Cultural industries, Indo-Pacific strategy

Introduction

Cette étude s'inscrit dans une réflexion sur les moyens de renforcer les échanges culturels et humains entre la Corée du Sud et le Québec. Elle ne vise toutefois pas à analyser en profondeur les problématiques liées aux politiques culturelles du Québec ou de la Corée du Sud. Elle entend plutôt apporter une contribution fondée sur une longue expérience de recherche dans le domaine des études culturelles québécoises.

Bien que ces deux sociétés puissent paraître éloignées, tant sur le plan géographique que culturel, leurs trajectoires historiques respectives et leurs préoccupations contemporaines révèlent, à bien des égards, des points de convergence significatifs. Ces parallélismes, encore trop peu explorés, méritent d'être étudiés avec une attention renouvelée dans une perspective comparative et stratégique. Dans cette optique, la présente étude propose plusieurs pistes de réflexion susceptibles de nourrir une stratégie culturelle renouvelée pour le Québec à l'ère actuelle.

1. Convergences historiques et enjeux culturels partagés entre la Corée du Sud et le Québec

Bien que ces deux sociétés puissent sembler éloignées tant géographiquement que culturellement, leur trajectoire historique et leurs préoccupations contemporaines révèlent, à bien des égards, des points de convergence remarquables. Ces parallélismes, encore trop peu étudiés, méritent une attention particulière dans une perspective comparative et stratégique.

Tout d'abord, il convient de souligner que la Corée du Sud et le Québec partagent une mémoire collective marquée par une expérience de domination coloniale. Si la Corée a subi l'occupation japonaise de 1910 à 1945, le Québec, pour sa part, a vu sa culture et sa langue reléguées au second plan dans un contexte de domination anglophone depuis la Conquête britannique de 1760.

Ces épisodes historiques ont façonné une forte conscience identitaire et une sensibilité accrue à la préservation de la

langue et de la culture. Ce passé douloureux agit ainsi comme un facteur de cohésion au sein des deux sociétés, en consolidant leur volonté de défendre une identité propre dans un environnement globalisé.

Sur le plan historique, il convient également de rappeler l'engagement concret du Québec dans l'histoire contemporaine de la Corée. Durant la guerre de Corée (1950–1953), de nombreux jeunes Québécois, intégrés au sein du Royal 22e Régiment, ont participé aux opérations militaires en appui à la Corée du Sud¹³. Cet épisode constitue un précédent important dans les relations bilatérales et reste, du côté sud-coréen, un souvenir empreint de reconnaissance.

Sur le plan culturel, la Corée du Sud et le Québec évoluent dans des environnements structurellement similaires, marqués par une pression constante exercée par des puissances voisines aux industries culturelles dominantes. Le Québec doit composer avec une double contrainte : d'une part, l'hégémonie culturelle des États-Unis, puissance immédiate et globale ; d'autre part, les défis imposés par l'univers anglophone canadien, dans lequel il constitue une minorité linguistique. De manière analogue, la Corée du Sud, bien qu'éloignée géographiquement des États-Unis, demeure fortement influencée par ceux-ci, en particulier depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à

travers une présence militaire prolongée et un soft power omniprésent.

À cette influence américaine s'ajoute, pour la Corée, une série de pressions régionales. Le Japon, ancienne puissance coloniale, s'est imposé dès les années 1960 comme un acteur culturel et économique majeur en Asie, concurrençant fortement la Corée du Sud sur de nombreux marchés culturels. À cela s'ajoute aujourd'hui l'influence croissante de la Chine, dont le projet géostratégique « la Ceinture et la Route » (Belt and Road Initiative) vise à établir une domination culturelle au-delà de l'Asie, dans une logique d'expansion globale¹⁴. Cette dynamique place la Corée dans une position de constante vigilance en ce qui concerne la protection de son autonomie culturelle.

Ces défis partagés ont trouvé un écho dans les efforts internationaux de préservation de la diversité culturelle. L'un des moments clefs fut la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, adoptée en 2005. Le Québec y a naturellement pris part, de même que la Corée du Sud¹⁵, qui demeure à ce jour l'un des rares États asiatiques signataires de cette convention. Ce rapprochement n'est pas fortuit : tous deux partagent une conscience aiguë de la nécessité de maintenir un écosystème

¹³ Il n'est pas facile de trouver le nombre exact de soldats québécois ayant participé à la guerre de Corée. Pourtant, on peut trouver un indice intéressant dans le mémoire intitulé *La participation des Canadiens français du Québec à la guerre de Corée (1950–1953)* et sa couverture médiatique, dans lequel Jean-François Coderre rapporte que le tiers des combattants du corps expéditionnaire canadien ayant servi en Corée étaient des francophones, notamment du Québec : « Pierre Vennat n'hésite pas à affirmer qu'environ le tiers des combattants qui ont servi en Corée dans le corps expéditionnaire canadien étaient des francophones. » Le mémoire ne donne toutefois pas de chiffre exact concernant les seuls Québécois, mais si l'on prend en compte le nombre total de soldats canadiens ayant servi en Corée — soit 21 940 militaires — on peut estimer qu'environ 7 000 d'entre eux étaient francophones, majoritairement québécois. Coderre, Jean-François (2006), *La participation des Canadiens français du Québec à la guerre de Corée (1950–1953)* et sa couverture médiatique, Université du Québec à Montréal, p. 29.

¹⁴ Dans son étude intitulée *A Study on China's Cultural Strategy Towards ASEAN for Promoting the Belt and Road Initiative*, Kwon Ki-Young souligne que le projet chinois de la « Ceinture et la Route » dans le domaine culturel constitue une nouvelle menace potentielle pour la Corée, dans la mesure où la Chine semble désormais viser non seulement l'Asie, mais également le marché culturel mondial dans son ensemble. L'auteur écrit ainsi : « Cependant, si l'on examine les régions vers lesquelles la Chine et l'ASEAN exportent leurs produits culturels, on constate que la Chine privilégie l'Amérique du Nord, l'Union européenne, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud-Est, puis l'Asie de l'Ouest, tandis que l'ASEAN cible l'Amérique du Nord, l'Union européenne, l'Asie de l'Ouest, l'Asie du Sud-Est, puis l'Asie de l'Est. Cela signifie que les pays développés tels que l'Amérique du Nord et l'Union européenne représentent les marchés cibles prioritaires tant pour la Chine que pour l'ASEAN, ce qui implique une concurrence acharnée entre les deux acteurs sur ces marchés. » Ki-Young, Kwon (2022), *일대일로추진을 위한 중국의 아세안 문화전략 연구* [A Study on China's Cultural Strategy Towards ASEAN for Promoting the Belt and Road Initiative], in *중국현대문학 - The Journal of Modern Chinese Literature*, n° 109, p. 17.

¹⁵ D'après le communiqué de presse d'UNESCO qui date le 11 octobre 2005, Coalition française pour la diversité culturelle compte 31 pays : Europe : France, Belgique, Allemagne, Espagne, Hongrie, Italie, Irlande, Slovaquie, Suisse; Afrique : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Maroc, Sénégal, Togo; Amériques : Canada, Mexique, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Pérou, Uruguay; Asie : Corée du Sud; Océanie : Nouvelle-Zélande, Australie. Il faut noter que la Corée du Sud a été le seul pays qui a été dans le côté de coalition française à l'Asie. La Chine, le Japon et les pays de l'Asie du Sud-Est sont absents de ces coalitions. Ref. UNESCO (2005), Communiqué de presse, 11 octobre 2005, cité in Fernand Harvey (2006), Communication dans le cadre du colloque « Francofonía y Diversidad Cultural », organisé par la Facultad de Filosofía y Letras, Universidad Nacional Autónoma de Mexico (UNAM), Mexico, jeudi, 16 mars.

culturel distinct face aux mécanismes d'uniformisation du marché mondial.

Il est pertinent de rappeler ici le contexte historique de cette convention. Dès la fin des années 1940, les États-Unis ont commencé à contester les mécanismes de sauvegarde culturelle, tels que les clauses tarifaires en faveur des pays en développement. À partir du Cycle d'Uruguay (1986), ils ont intensifié leurs pressions pour intégrer les produits culturels aux règles du GATT, dans une logique de libéralisation totale. La réaction à cette offensive a été portée notamment par la France et la Francophonie, sous l'impulsion de figures comme Jack Lang, qui, lors de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles à Mexico en 1982, avait déclaré : « Culture et économie, même combat »¹⁶. Cette déclaration résume bien l'enjeu de l'époque, dont la pertinence demeure aujourd'hui.

Dans ce contexte, la participation de la Corée du Sud à la Convention de 2005 s'est révélée cruciale pour la défense de son industrie cinématographique, confrontée aux pressions exercées par les majors hollywoodiennes. En effet, dans le cadre des négociations de l'accord de libre-échange (FTA) avec les États-Unis, et notamment face aux demandes de réduction des quotas de diffusion de films nationaux, la Corée a perçu dans cette convention un instrument juridique multilatéral permettant de légitimer la protection de sa souveraineté culturelle. De manière analogue, le Québec considérait également cette convention comme un levier de légitimation politique et juridique de son droit à protéger son propre espace culturel. Ainsi, au-delà des discours, ces deux sociétés se rejoignent sur le terrain concret de la diplomatie culturelle, en partageant une même exigence : faire de la diversité culturelle non pas une exception tolérée, mais une norme universelle à défendre.

2. Dynamiques de développement rapide de la culture populaire sud-coréenne : politiques, mutations numériques et stratégies d'exportation

Le développement fulgurant de la culture populaire sud-coréenne — souvent désignée sous le terme générique de K-culture — ne saurait être compris sans un retour sur les politiques culturelles adoptées depuis les années 1990 et les mutations structurelles induites par le passage à l'ère numérique. L'exemple du cinéma, en particulier, constitue un cas paradigmique de cette évolution.

Au tournant des années 2000, l'industrie cinématographique coréenne a connu une crise diplomatique majeure, provoquée par la pression exercée par les États-Unis pour une réduction du quota écran imposé aux films étrangers. Ce quota, instauré dès 1966, visait à protéger la production nationale. Sous la contrainte de l'Accord de libre-échange entre la Corée et les États-Unis, le gouvernement sud-coréen a finalement cédé, entraînant la démission symbolique du ministre de la Culture de l'époque, Lee Chang-dong — lui-même cinéaste de renom. Cette décision a suscité une forte mobilisation dans le milieu cinématographique : plusieurs réalisateurs se sont publiquement opposés à cette réforme, allant jusqu'à se raser la tête en signe de protestation.

Pourtant, deux décennies plus tard, la situation du cinéma sud-coréen s'est transformée de manière spectaculaire.

¹⁶ Lang, Jack (1982), allocution prononcée à la Conférence Mondiale sur les politiques culturelles, in Actes de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles. Mexico, 1982, Paris, UNESCO.

L'adoption en 1992 de la « La Loi fondamentale pour la promotion des industries culturelles »¹⁷ (문화산업기본법 en coréen) constitue une étape décisive : elle marque le début de la première véritable politique culturelle moderne en Corée du Sud. Cette loi a permis d'instaurer un cadre juridique favorable à l'essor des industries culturelles, en leur reconnaissant une dimension stratégique au sein de l'économie nationale.

En 2023, les résultats quantitatifs témoignent de cette réussite : 210 films coréens ont été distribués en salle contre 340 films étrangers. Pourtant, les parts de marché se répartissent de manière quasi équivalente : 48,5 % pour les productions nationales contre 51,5 % pour les films étrangers¹⁸.

Ces chiffres illustrent non seulement la vitalité du cinéma sud-coréen, mais aussi sa compétitivité croissante face aux grandes puissances culturelles internationales¹⁹.

La comparaison avec la France, ancienne puissance cinématographique mondiale au début du XX^e siècle, rappelle que nul n'est à l'abri d'un déclin culturel face à l'hégémonie hollywoodienne. Ce constat souligne la volatilité des positions dans l'économie symbolique mondiale. Depuis le début du XXI^e siècle, l'émergence de l'environnement numérique a radicalement redéfini les paradigmes culturels, offrant aux puissances établies de nouveaux leviers d'expansion.

Dans ce contexte globalisé, la Corée du Sud s'est illustrée par sa capacité d'adaptation. Dépourvue de lourds héritages analogiques, elle a pu effectuer une transition rapide et efficace vers un environnement numérique. L'excellence de ses

infrastructures (fibre optique, 5G, plateformes intégrées) a favorisé la diffusion massive des contenus culturels.

Tableau 1. Indicateurs clés du secteur des salles de cinéma en Corée

	Catégorie	2023
Recettes en salle	Recettes totales	12,164
	Taux de variation par rapport à l'année précédente	8.7%
	Films coréens	5,984
	Taux de variation par rapport à l'année précédente	-5.2%
	Part de marché	47.4%
	Films étrangers	6,630
	Taux de variation par rapport à l'année précédente	25.3%
	Part de marché	52.6%
Nombre de spectateurs	Nombre total de spectateurs	12,514
	Taux de variation par rapport à l'année précédente	10.9%
	Films coréens	6,075
	Taux de variation par rapport à l'année précédente	-3.3%
	Part de marché	48.5%
	Films étrangers	6,438
	Taux de variation par rapport à l'année précédente	28.7%
	Part de marché	51.5%
Nombre de films sortis	Films coréens (sorties effectives)	608 (210)
	Films étrangers (sorties effectives)	802 (340)
	Total (sorties effectives)	1,410 (550)
	Nombre total d'écrans en Corée du Sud	3,371
Nombre total de cinémas en Corée du Sud		573
Fréquence de fréquentation par personne		2.44

¹⁷ La Loi fondamentale pour la promotion des industries culturelles, promulguée en 1992 (aujourd'hui intitulée Loi pour la promotion des industries culturelles), constitue le tout premier cadre législatif en Corée du Sud ayant permis de juridiquer le concept d'« industrie culturelle ». Cette loi a ainsi marqué le point de départ institutionnel de ce qui allait devenir l'essor de la K-culture, représentée notamment par les contenus culturels coréens exportés à l'étranger. Jusqu'au début des années 1990, la culture était généralement perçue comme un domaine non économique et non industriel. Toutefois, face aux signes annonciateurs de la mondialisation et de la numérisation, ainsi qu'à la croissance remarquable des industries de l'animation japonaise et du cinéma américain, l'idée s'est imposée en Corée de développer les contenus culturels comme une industrie d'exportation stratégique. C'est dans ce contexte que le gouvernement coréen a commencé à considérer l'industrie culturelle comme un nouveau moteur de croissance, en préparant les bases juridiques adéquates. L'adoption de cette loi a posé les fondations institutionnelles qui allaient soutenir, dès les années 2000, l'expansion mondiale du K-pop et du K-drama.

¹⁸ 영화진흥위원회 - Korean Film Council (2024), 2023년 한국 영화산업 결산 [Rapport de synthèse sur l'industrie cinématographique coréenne 2023], p. 18. Le tableau inclus dans le rapport contient des statistiques depuis 2014, mais seules celles de l'année 2023 sont présentées ici.

¹⁹ Il convient toutefois de souligner qu'il serait réducteur d'ignorer les zones d'ombre qui accompagnent cet essor. Comme c'est souvent le cas, la lumière éclatante du succès s'accompagne de contrastes notables : précarisation des travailleurs du secteur, dépendance accrue à des logiques de rentabilité, et concentration du pouvoir entre les mains de quelques grandes structures.

Comme le soutient l'argument principal de l'article intitulé *L'histoire de la croissance et les facteurs de succès de BTS : une analyse selon la théorie du "Born Global"*, le succès planétaire du groupe BTS s'explique en grande partie par leur maîtrise des outils numériques, leur capacité à mobiliser les réseaux sociaux, les plateformes de streaming (telles que YouTube, Spotify ou Apple Music), ainsi que par une stratégie communautaire axée sur les fandoms transnationaux²⁰.

La société HYBE, agence à l'origine de BTS, illustre ce phénomène : elle figure désormais au 46^e rang des entreprises sud-coréennes en termes de capitalisation boursière²¹. Plus largement, l'ensemble des industries du divertissement coréen — musique, séries télévisées, jeux vidéo, etc. — a connu une croissance exponentielle au cours des deux dernières décennies, contribuant à faire de la K-culture un levier central du soft power coréen.

3. La découvrabilité à l'ère numérique : enjeux contemporains et pistes stratégiques pour la francophonie

Le succès international de certains éléments phares de la culture sud-coréenne — tel que le groupe BTS ou le renouveau du cinéma national — a déjà fait l'objet d'analyses variées, tant dans les milieux universitaires que médiatiques. Toutefois, nombre de ces études tendent à négliger un facteur essentiel : ces performances ne sont pas le fruit du hasard, mais bien le résultat d'une politique culturelle cohérente initiée dès le début des années 1990. La promulgation, en 1992, de La Loi fondamentale pour la promotion des industries culturelles marque en effet le point de départ d'un projet global articulant

innovation industrielle, transformation numérique et stratégie de rayonnement culturel.

Il est également nécessaire de souligner que le succès industriel, s'il est mesurable, ne garantit pas une reconnaissance artistique durable. Néanmoins, le développement spectaculaire de la K-culture, longtemps marginalisée dans les sphères culturelles mondiales, peut s'expliquer en partie par sa capacité d'adaptation rapide à l'Internet, ainsi qu'à son intégration précoce dans un environnement numérique en mutation.

Un volet souvent sous-estimé de cette stratégie concerne la politique linguistique, en particulier la promotion de l'anglais dans le système éducatif. La langue coréenne, de type isolat linguistique, est dotée d'un système d'écriture phonétique inventé au XV^e siècle — le Hangeul —, dans un souci d'émancipation culturelle vis-à-vis du chinois classique. Toutefois, en raison de sa diffusion limitée sur la scène internationale, le coréen ne constitue pas un vecteur de communication global.

²⁰ Cette étude sur BTS avance que l'un des facteurs déterminants de l'ascension du groupe au sommet de la scène musicale mondiale réside dans la transformation de l'environnement numérique. Comme l'indique le texte : « L'un des plus grands changements dans l'industrie du disque depuis les années 2000 a été sa transition vers le numérique. Avec l'évolution de l'environnement de distribution musicale, la diffusion gratuite et en temps réel de morceaux et de clips vidéos est devenue possible sur des plateformes de streaming telles que YouTube. » (p. 54). D'après LEE Eun-mi, l'auteur principale, la stratégie numérique de BTS ne se limite pas à la simple consommation musicale, mais s'étend à une transformation complète du modèle économique et de la culture des fans à travers des plateformes digitales comme Weverse, qui intègrent communication, contenu exclusif, et commerce en ligne dans un écosystème intégré. Ref. Eun-mi, Lee et al. (2021), *방탄소년단(BTS)의 성장역사와 성공요인: 본글로벌 이론의 관점에서* [L'histoire de la croissance et les facteurs de succès de BTS : une analyse selon la théorie du « Born Global »], in *경영사연구 - Revue d'histoire de la gestion*, vol. 36, n° 4. Cet article a été publié en coréen et la traduction en français a été réalisée par nos soins.

²¹ Selon des données récentes, HYBE se classe au 39^e rang avec une capitalisation boursière de 8,57 billion dollars, suivie de JYP Entertainment (80^e rang, 1,86 billion dollars) et de SM Entertainment (75^e rang, 2.23 billion dollars). CompaniesMarketCap (2025), Largest South Korean companies by market capitalization, <https://companiesmarketcap.com/> c. le 31 mai 2025

Conscients de cette réalité, les pouvoirs publics coréens ont massivement investi dans l'enseignement de l'anglais, facilitant ainsi, pour les jeunes générations, non seulement la consommation de contenus internationaux, mais aussi la diffusion des productions coréennes à l'échelle mondiale²².

Ce bilinguisme fonctionnel a donc contribué de manière décisive à la découvrabilité des contenus coréens. La maîtrise de l'anglais a permis aux artistes et producteurs de s'intégrer aux circuits de diffusion internationaux, de s'approprier les logiques des plateformes numériques mondiales (YouTube, Spotify, Apple Music) et de constituer des communautés transnationales de fans fortement engagées.

C'est précisément ce concept de découvrabilité — c'est-à-dire la capacité, pour une œuvre ou un contenu, d'être visible et accessible dans un univers numérique saturé — qui constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour le Québec, et plus largement pour l'ensemble de l'espace francophone. Plusieurs voix au Québec s'en sont émues récemment, pointant la difficulté croissante d'assurer une visibilité suffisante aux contenus francophones dans un écosystème dominé par les géants

technologiques anglo-saxons, les GAFAM (Google, Apple, Facebook – aujourd'hui Meta –, Amazon, Microsoft)^{23 24}.

Cette situation soulève une question fondamentale de souveraineté culturelle. À mesure que le numérique reconfigure les circuits traditionnels de production et de diffusion, la capacité d'un espace culturel à exister symboliquement devient tributaire de son référencement algorithmique, de son accessibilité multilingue et de sa présence sur les grandes plateformes globales. Dans ce contexte, l'usage du français apparaît paradoxalement comme un facteur limitant de la découvrabilité : la langue française, pourtant porteuse d'un patrimoine culturel riche, devient un obstacle dans un environnement technolinguistique calibré sur l'anglais.

Plusieurs propositions ont été avancées au Québec pour contourner cet obstacle, notamment celle consistant à produire davantage de contenus en anglais afin d'accroître leur portée internationale²⁵.

²² Ce changement de la stratégie linguistique à l'ère de la globalisation est bien expliqué dans l'introduction de l'article suivant qui étudie la politique d'enseignement de l'anglais en Corée du Sud : « À partir des années 1990, la Corée du Sud a orienté l'ensemble de ses politiques nationales vers le renforcement de sa compétitivité dans un contexte de mondialisation. Parmi celles-ci, la langue anglaise a été particulièrement valorisée en tant qu'outil de communication essentiel à l'ère de la mondialisation. [...] Dans la société du XXI^e siècle, l'anglais est considéré comme une compétence de survie décisive, tant pour le développement des individus que pour celui de la nation. » Bok-Myung, Chang (2019), *한국의 영어교육 정책과 세계화* [La politique d'enseignement de l'anglais en Corée et la mondialisation], in *예술인문사회 융합 멀티미디어 논문지*- Asia-pacific Journal of Multimedia Services Convergent with Art, Humanities, and Sociology, Vol. 9, No. 1, January, p. 700. Cet article a été publié en coréen et la traduction en français a été réalisée par nos soins.

²³ On observe notamment que la question de la découvrabilité fait l'objet d'une attention croissante dans les rapports émanant du gouvernement et des organismes publics. Ce n'est plus de problématique d'aujourd'hui comme on peut constater dans le rapport de politique culturelle intitulé Plan d'action gouvernemental en culture 2018 2023, qu'il s'agit du plan d'action en matière de culture publié par le gouvernement du Québec en 2018, constituant une feuille de route concrète pour la mise en œuvre de « Partout, la culture – Politique culturelle du Québec », une nouvelle politique culturelle adoptée 25 ans après celle de 1992. Ce rapport met en évidence, dans une perspective internationale, des mesures visant à accroître la visibilité des contenus culturels francophones du Québec. Il souligne notamment, dans la Mesure 15 (p. 8), l'importance du « renforcement de la coopération au sein de la Francophonie en vue d'accroître la visibilité des contenus culturels francophones dans l'univers numérique, en incluant TV5 ». De même, la Mesure 40 aborde la question de la compétitivité des contenus culturels québécois sur les marchés internationaux, en insistant sur des leviers stratégiques tels que « stimuler l'exportation, le rayonnement et la découvrabilité des œuvres ainsi que des productions culturelles québécoises » (p. 17). Le Ministère de la Culture et des Communications du Québec (2018), Plan d'action gouvernemental en culture 2018 2023, le 12 juin 2018.

²⁴ À la veille de la 5^e Conférence des ministres de la Culture de la Francophonie, qui se tiendra à Québec du 22 au 24 mai 2025 et dont l'objectif est de définir une position commune sur la découvrabilité des contenus culturels francophones, le ministre de la Culture et des Communications, également responsable de la Jeunesse et de la région de l'Outaouais, M. Mathieu Lacombe, a déposé le projet de loi no 109. Ce projet vise à inscrire l'accès et la découvrabilité des contenus culturels d'expression originale francophone au rang de droit constitutionnel, marquant ainsi une tentative sans précédent, à l'échelle mondiale, de consacrer la jouissance de la culture francophone comme un droit fondamental des citoyens. Une telle initiative s'inscrit dans un contexte où le Québec, tout comme d'autres sociétés francophones, cherche à affirmer sa souveraineté culturelle face aux dynamiques globales du numérique et de la standardisation linguistique.

²⁵ On peut rappeler à ce sujet que Marc Miller, ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, a récemment reconnu le déclin du français au Québec. Voir : ICI Radio-Canada, « Marc Miller admet le déclin du français au Québec », <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2015911/miller-declin-francais-quebec>.

Toutefois, cette stratégie, si elle peut s'avérer efficace à court terme, comporte le risque non négligeable de contribuer à l'érosion de l'usage du français, déjà en déclin selon les données récentes citées notamment par Marc Miller, ministre fédéral canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté²⁶.

Face à cette impasse apparente, une stratégie à deux volets semble s'imposer. D'un côté, il convient de renforcer la coopération interfrancophone — avec la France, mais aussi avec les pays africains, la Belgique, la Suisse, et d'autres acteurs francophones — afin de mettre en commun des ressources, mutualiser les outils technologiques et promouvoir une découverbarilité francophone fondée sur l'interopérabilité et la solidarité culturelle. De l'autre, une réflexion doit être menée sur la manière d'élargir l'accès aux contenus francophones tout en respectant la diversité linguistique et culturelle.

L'exemple de l'échec de la plateforme SALTO en France, face aux géants américains du streaming, illustre la difficulté de bâtir un écosystème numérique indépendant²⁷. Il ne s'agit pas pour autant de céder au découragement ni de plaider pour un isolationnisme numérique qui mènerait à une galapagosisation des cultures. Au contraire, il semble plus pertinent de repenser la découverbarilité en termes d'ouverture maîtrisée : créer des ponts, non des murs ; adopter une logique d'invitation à la découverte plutôt qu'un repli défensif.

Dans ce cadre, le Québec se trouve à la croisée des chemins. Sa situation linguistique et géopolitique le place « entre le marteau et l'enclume » — pris en étau entre l'anglais mondialisé et le maintien d'une langue minoritaire à l'échelle du continent. Il est donc urgent de penser des stratégies hybrides, conciliant rayonnement international et fidélité aux ancrages

linguistiques, afin d'assurer une présence francophone durable dans l'écosystème numérique mondial.

4. Diversification linguistique et coopération culturelle entre le Québec et les pays de la région indo-pacifique : repenser les stratégies d'exportation culturelle

Dans le prolongement des enjeux de découverbarilité à l'ère numérique, il apparaît fondamental que le Québec adopte une stratégie plus résolument tournée vers la coopération culturelle avec les pays de la région indo-pacifique. Cette orientation, encore marginale dans les politiques actuelles, constitue pourtant l'un des axes stratégiques les plus prometteurs dans un monde multipolaire où l'influence culturelle ne se limite plus à l'axe euro-atlantique.

Deux approches sont envisageables pour établir des ponts culturels entre le Québec et ces sociétés émergentes : la première repose sur la transmission de la culture québécoise auprès d'un public élitaire maîtrisant déjà la langue française, tandis que la seconde consisterait à adapter certains contenus en langue anglaise ou locale, afin de toucher un public plus large. Le dilemme qui en découle est loin d'être anodin : faut-il prioritairement renforcer la francophonie internationale, quitte à en accepter les limites géographiques et démographiques, ou élargir les vecteurs de diffusion pour maximiser l'impact global de la production culturelle québécoise ?

²⁶ Radio Canada (2023), Marc Miller admet le déclin du français au Québec, le 7 octobre 2023. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2015911/miller-declin-francais-quebec> c. le 31 mai 2025.

²⁷ Dans un article de Radio France, intitulé Ciao Salto : les trois raisons de l'échec du "Netflix à la française", Parmi les facteurs d'échec de la plateforme Salto, les analyses soulignent les problèmes techniques et les failles dans l'expérience utilisateur, l'inefficacité politique ainsi que l'échec de coopération entre les trois groupes audiovisuels publics co-investisseurs – TF1, France Télévisions et M6 –, et enfin, les difficultés liées à sa position de nouvel entrant sur un marché mondial du streaming déjà saturé. Cependant, un élément essentiel semble avoir été négligé : les limites intrinsèques des contenus francophones eux-mêmes. En effet, les productions en langue française ont souvent tendance à cibler prioritairement les marchés francophones, ce qui peut certes susciter l'intérêt du public local, mais rend difficile toute compétition à l'échelle mondiale face aux contenus hollywoodiens, lesquels sont conçus d'emblée pour une audience globale sur la base d'une certaine universalité culturelle et narrative. Ref. Baldacchino, Julien (2023), Ciao Salto : les trois raisons de l'échec du "Netflix à la française", in Franceinter, le lundi 27 mars. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/ciao-salto-les-trois-raisons-de-l-echec-de-la-plateforme-francaise-de-streaming-2902670> c. le 31 mai 2025.

Dans ce contexte, la question linguistique constitue un nœud stratégique. Le Québec se trouve pris dans une tension structurelle : d'un côté, la défense et la promotion du français comme fondement identitaire ; de l'autre, la nécessité pragmatique d'atteindre des publics non francophones pour accroître sa visibilité internationale. Cette tension est d'autant plus vive que, dans le cadre de la Francophonie institutionnelle, le Québec se trouve parfois en position de concurrence symbolique avec la France, ce qui peut limiter sa marge de manœuvre dans l'affirmation d'une voix culturelle propre.

Toutefois, l'évolution démographique du monde francophone, notamment la croissance de la population francophone en Afrique subsaharienne, représente une opportunité stratégique. Elle permettrait au Québec de consolider son rôle dans un espace francophone pluricentrique, tout en renouvelant les modalités de sa présence internationale. Pour autant, cette ouverture vers l'Afrique ne saurait se substituer à une politique d'expansion vers les régions non francophones, en particulier en Asie.

La protection et la promotion de la culture québécoise au sein de la Francophonie demeurent des priorités affichées par le gouvernement du Québec et plusieurs organismes culturels. Toutefois, cette orientation historique, essentiellement tournée vers l'Europe, devrait être réévaluée à la lumière de la reconfiguration géopolitique mondiale. De nombreuses voix, au sein même du Québec, appellent à une diversification des stratégies d'exportation culturelle afin d'atteindre de nouveaux marchés, notamment en Asie de l'Est, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique²⁸.

À ce titre, il est essentiel d'envisager des formes de médiation culturelle adaptées à ces contextes. Une diffusion exclusive en anglais ne saurait suffire : pour garantir une véritable

découvrabilité et favoriser l'appropriation des contenus culturels québécois, il est indispensable d'envisager des traductions dans les langues locales. Cela suppose un changement de paradigme dans les politiques de soutien à la traduction et à la diffusion, encore largement centrées sur le français.

Un exemple particulièrement éclairant concerne les productions de l'Office national du film du Canada (ONF). Le répertoire de l'ONF — en particulier ses documentaires et films de fiction liés à l'identité québécoise — constitue un patrimoine d'une valeur inestimable, tant sur le plan artistique qu'épistémologique. La plateforme numérique de l'ONF, disponible en versions française et anglaise, offre un accès gratuit à un corpus de qualité remarquable. Toutefois, cette accessibilité reste limitée en l'absence de sous-titrages dans d'autres langues, en particulier en Asie.

Dans le cadre de mes échanges avec des représentants de l'ONF, j'ai formulé la proposition de sous-titrer une sélection de dix films par an en coréen, sur une période de dix ans, afin de constituer une collection de cent œuvres accessibles au public coréen. Bien que cette initiative ait été positivement accueillie, tant par l'ONF que par le Bureau du Québec à Séoul, elle n'a pas donné lieu à une mise en œuvre concrète. Ce blocage semble révélateur d'une réticence plus large à investir des fonds publics dans des projets impliquant l'ajout de langues autres que le français, en particulier dans un cadre extra-francophone.

Pourtant, à l'heure où la découvrabilité devient un enjeu clé de la diplomatie culturelle, il est impératif de dépasser cette logique monolingue.

²⁸ Gouvernement du Québec. (2021). Cap sur la relance : Des ambitions pour le Québec – Stratégie territoriale pour l'Indo-Pacifique. Québec : Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF). <https://www.quebec.ca/gouv/politiques-orientations/vision-internationale-quebec/strategie-indo-pacifique> c. le 31 mai 2025. Ce rapport stratégique, publié en décembre 2021 par MRIF, présente une feuille de route ambitieuse visant à renforcer la présence économique, diplomatique, culturelle et scientifique du Québec dans la région indo-pacifique. Il s'inscrit dans le prolongement de la Vision internationale du Québec dévoilée en 2019 et cherche à positionner le Québec comme un acteur pertinent dans ce nouvel épicentre géopolitique mondial. Le document identifie les principaux enjeux géoéconomiques de la région, notamment le déplacement du centre de gravité économique vers l'Asie, les tensions entre puissances (États-Unis-Chine, Inde-Chine), les besoins massifs en investissements, ainsi que la montée en puissance de la classe moyenne asiatique. Il articule sa stratégie autour de neuf axes d'intervention structurants : commerce extérieur, innovation et recherche, économie verte, culture, attraction des talents, diplomatie jeunesse, etc. L'un des aspects particulièrement innovants de cette stratégie repose sur l'articulation entre diplomatie économique et diplomatie d'influence, ainsi que sur la promotion de la découvrabilité des contenus culturels québécois dans les espaces numériques de l'Indo-Pacifique.

Adapter les contenus québécois à une pluralité de contextes linguistiques ne signifie pas renoncer à l'identité francophone du Québec, mais plutôt lui offrir les moyens d'un rayonnement élargi.

Il ne s'agit plus seulement de défendre le français comme fin en soi, mais de repenser les vecteurs de transmission afin de positionner le Québec comme un acteur culturel global capable de dialoguer avec la diversité des mondes émergents.

5. Pour une diplomatie culturelle durable : la nécessité d'institutions culturelles ancrées et actives à l'international

La mise en œuvre efficace des politiques culturelles internationales du Québec suppose l'existence de relais institutionnels solides à l'étranger. Ces structures ne se contentent pas de diffuser passivement des contenus : elles jouent un rôle fondamental de médiation culturelle, en adaptant les productions aux contextes locaux et en favorisant les échanges bilatéraux durables. À cet égard, l'expérience de l'*Institut Français* en Corée du Sud constitue un exemple particulièrement éclairant.

Dans les années 1970 et 1980, la salle Renoir, intégrée à l'*Institut Français* de Séoul, tout comme le Goethe-Haus allemand, offrait un espace culturel rare, notamment pour la projection de films non censurés. Elle est devenue un lieu de convergence intellectuelle pour de nombreux étudiants sud-coréens, y compris ceux qui n'étaient pas inscrits aux cours de français. À travers des œuvres majeures de la Nouvelle Vague, ces jeunes spectateurs ont non seulement développé un intérêt pour le cinéma mais, dans bien des cas, une véritable fascination pour la langue et la culture françaises. Cette génération — que l'on désigne parfois comme la « génération des centres culturels (Munhwawon sedae) » — a joué un rôle clé dans la diffusion des

sciences humaines françaises en Corée durant les années 1980, tout en contribuant de manière décisive à l'émergence du cinéma coréen dans les années 1990²⁹.

Cependant, cette dynamique s'est progressivement éteinte. La salle Renoir a été fermée, la médiathèque a disparu pour des raisons budgétaires, et le nombre d'apprenants du français en Corée a fortement diminué au cours de la dernière décennie³⁰. Lors d'un colloque récemment organisé par l'Ambassade de France à Séoul, consacré à la revitalisation de l'enseignement du français, j'ai évoqué cette trajectoire comme un exemple symptomatique des conséquences d'une approche strictement économique de la culture. Le recul des investissements publics dans les infrastructures culturelles à l'étranger affecte directement la visibilité et l'attractivité de la langue française dans des pays stratégiques.

Du côté québécois, il existe au sein du Bureau du Québec à Séoul un poste de responsable culturel. Néanmoins, les moyens humains et financiers alloués à la promotion active de la culture québécoise paraissent insuffisants pour répondre aux enjeux contemporains. Le Québec dispose aujourd'hui de 37 représentations dans 20 pays, ce qui constitue en soi un levier considérable. Il semble cependant opportun, voire nécessaire, d'implanter dans certains pays clés — notamment dans la région indo-pacifique — des institutions spécifiquement dédiées à la culture, à l'image de l'*Institut Français* ou du Goethe-Institut.

Il va de soi qu'une telle proposition peut être perçue comme irréaliste du point de vue de la gestion publique. La question du financement surgit inévitablement. Toutefois, il convient ici de rappeler que l'impact de la culture sur une société ne peut être évalué uniquement à l'aune de la rentabilité économique. Réduire la culture à une logique d'investissement à court terme, c'est risquer d'en occulter la portée symbolique, éducative et

²⁹ Sora Hong analyse, dans sa thèse de doctorat, le rôle joué par ce centre culturel dans le paysage socioculturel de la Corée du Sud à l'époque, en mettant en lumière sa fonction en tant qu'acteur significatif des dynamiques culturelles contemporaines. Hong, Sora (2019). *La génération des centres culturels (Munhwawon sedae) et la nouvelle vague du cinéma sud-coréen des années 1980–1990*. Histoire. École des Hautes Études en Sciences Sociales Paris.

³⁰ En 2018, la fermeture de la médiathèque de l'*Institut français* a entraîné également celle de la salle Renoir. En contrepartie, un espace numérique, Culturethèque, a été mis en place en 2013, permettant l'accès en ligne à divers contenus culturels francophones tels que des journaux, des ouvrages et d'autres ressources documentaires. Toutefois, ce service s'adresse principalement aux ressortissants français ou francophones résidant à l'étranger. De ce fait, son accessibilité demeure limitée pour le public coréen, tant sur le plan linguistique que pratique.

diplomatique. Le retour sur investissement culturel est souvent indirect, mais il est réel, durable et stratégique.

Un exemple frappant en ce sens est celui du drama coréen *Goblin* (쓸쓸하고 찬란하神 – 도깨비 Guardian: The Lonely and Great God), diffusé en 2016–2017. Dotée d'un budget total d'environ huit millions de dollars canadiens (dont sept millions financés par la partie coréenne et un million par la partie canadienne), cette série a permis de faire découvrir le Québec à une large frange de la jeunesse coréenne, de manière bien plus efficace que des décennies de promotion institutionnelle classique. Le succès de *Goblin* illustre à quel point les industries culturelles audiovisuelles peuvent agir comme catalyseur de visibilité internationale pour un territoire³¹.

Depuis sa création en 2006, l'Association coréenne d'études québécoises (ACEQ) n'a cessé de promouvoir la culture québécoise à travers l'organisation de colloques, de conférences, de publications et de collaborations académiques. Pourtant, force est de constater que l'impact d'une seule série télévisée, bien scénarisée et intelligemment produite, peut surpasser celui de vingt années d'efforts académiques. Cette réalité ne doit pas décourager les initiatives savantes, mais elle invite à réfléchir à des modes d'articulation plus étroits entre recherche, création et diplomatie culturelle.

Investir dans la culture n'est jamais une perte. Ce type d'investissement doit être envisagé à l'échelle du temps long, en tant qu'outil de structuration de l'image d'un territoire et de sa projection dans l'imaginaire collectif mondial. L'exemple coréen nous enseigne qu'un soutien stratégique, coordonné et

suffisamment financé aux productions culturelles peut générer des effets d'entraînement puissants, non seulement en termes économiques, mais aussi en termes symboliques et politiques.

6. Crises contemporaines et perspectives de redéploiement : vers une nouvelle configuration des politiques culturelles en Corée et au Québec

Toute transformation structurelle d'un environnement social, économique ou technologique engendre, de manière quasi systématique, l'émergence de tensions qualifiées de « crises ». Dans le champ culturel, cette notion désigne moins une rupture soudaine qu'un processus lent de désajustement entre les objectifs des politiques publiques, les dynamiques du marché et les attentes des citoyens. Autant en Corée du Sud qu'au Québec, les symptômes d'une telle crise se manifestent aujourd'hui sous des formes à la fois spécifiques et convergentes.

En Corée du Sud, le succès incontestable de l'industrialisation culturelle — notamment via l'essor de la K-culture — a permis une valorisation économique notable des produits culturels à l'échelle mondiale. Toutefois, cette réussite masque une tension structurelle persistante : la démocratisation culturelle, au sens de l'élargissement équitable de l'accès à une diversité de pratiques et d'expressions, demeure inachevée.

³¹ Chang-Hoon, Lee et Joo-Young, Jang (2017), 드라마 ‘도깨비’로 뜯 여행지 캐나다, 공유 마법 만든 ‘マイダスの手’ [Avec la série télévisée “Goblin”, le

Canada devient une destination en vogue : la main de Midas derrière le phénomène Gong Yoo], 매일경제 - Maeil Kyungje, 14 août.

<https://www.mk.co.kr/news/culture/7936641> c. le 31 mai 2025. Selon Lee Young-sook, directrice du bureau coréen de l'Office du tourisme du Canada, « le lieu de tournage de la célèbre “porte rouge” dans la série *Goblin*, situé au Québec, est devenu un véritable lieu de pèlerinage pour les touristes ; les réservations à l'hôtel Fairmont Le Château Frontenac, qui apparaît dans le drama, ont augmenté de 500 %. Durant le premier semestre de l'année, la croissance du marché coréen a atteint 30 %, ce qui a conduit au lancement du projet “Beyond Québec”, avec l'espoir de reproduire ce succès par de nouveaux contenus ». <https://www.mk.co.kr/news/culture/7936641> c. le 31 mai 2025. Cet article a été publié en coréen et la traduction en français a été réalisée par nos soins.

Gi-Ryeong, Kim (2017), 김기령 드라마 ‘도깨비’ 영향… 캐나다 시장 들썩 [Le marché canadien s'agit sous l'effet de la série “Goblin”], 세계여행신문 - World Travel News, 22 décembre. Selon les statistiques compilées jusqu'en août 2017, les États-Unis figuraient au premier rang avec 11 568 681 visiteurs au Canada, suivis par le Royaume-Uni, la Chine et la France. La Corée du Sud occupait le 7^e rang avec 222 624 visiteurs, soit une hausse de 12,3 % par rapport à l'année précédente. L'auteur note qu'« il est probable que ce chiffre dépasse les 240 518 visiteurs enregistrés en 2016 ». Ref. https://gtn.co.kr/home/news/preview.asp?news_seq=70610 c. le 31 mai 2025. Cet article a été publié en coréen et la traduction en français a été réalisée par nos soins.

Le secteur artistique — entendons par là la création indépendante, expérimentale ou non lucrative — apparaît aujourd’hui affaibli, voire marginalisé, par rapport à son dynamisme dans les années 1990. Ainsi, l’expansion de l’industrie culturelle s’est opérée, dans une certaine mesure, au détriment de l’écosystème artistique, réduisant l’espace accordé aux formes esthétiques non alignées sur les logiques de marché. Autrement dit, l’indicateur de succès économique masque un appauvrissement qualitatif de l’offre artistique, souvent soumise à des critères de rentabilité immédiate.

Le Québec, bien que porteur d’un modèle distinct, fait face à des tensions analogues. Les grandes orientations de sa politique culturelle — telles que formulées dans les documents stratégiques récents — visent cinq objectifs principaux : renforcer l’identité québécoise, promouvoir la croissance économique du secteur culturel, favoriser l’accès à la culture, soutenir la diversité et l’inclusion, et garantir un développement culturel durable. Or, ces objectifs font l’objet de critiques récurrentes : certains dénoncent une centralisation excessive autour de Montréal, un interventionnisme politique jugé trop direct, une instrumentalisation économique de la culture, ainsi qu’un déséquilibre entre innovation et conservation patrimoniale.

À l’instar de nombreuses sociétés, le Québec peine à concilier les idéaux affichés de ses politiques culturelles avec les réalités concrètes du terrain. Ce hiatus est particulièrement manifeste dans les débats actuels portant sur le financement du secteur culturel. La coalition « La culture, Le cœur du Québec », regroupant de nombreux acteurs culturels, milite pour que 2 % du budget global du gouvernement québécois soit alloué à la culture³². Cette revendication, bien que modeste en apparence, prend un relief particulier dans un contexte post-pandémique marqué par l’inflation, la précarité des travailleurs culturels et la fragilité des structures locales.

Par ailleurs, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), principal organisme de financement

culturel au Québec, fait l’objet de critiques concernant la répartition de ses fonds. Sa tendance à privilégier les grands projets au détriment des initiatives locales ou émergentes est perçue comme un facteur d’inégalités structurelles dans le tissu culturel québécois. Le Rapport économique sur la culture au Québec (2020) recommande explicitement d’augmenter la part des budgets publics dédiés à la culture afin de mieux soutenir l’ensemble de l’écosystème, dans sa diversité géographique, linguistique et institutionnelle.

Dans ce contexte, une refonte partielle des logiques budgétaires semble s’imposer. Il ne s’agit pas uniquement d’augmenter les enveloppes, mais de repenser les critères d’allocation, les formes d’accompagnement et les temporalités du financement. La Corée du Sud, de son côté, doit également envisager une politique plus offensive pour équilibrer les logiques industrielles et les impératifs de création libre. L’investissement public dans la culture, bien qu’il puisse être perçu comme non prioritaire dans les contextes de crise économique, constitue pourtant un levier essentiel de résilience sociale, de vitalité démocratique et d’innovation.

En somme, l’enjeu de l’allocation — et surtout de l’augmentation — des budgets culturels ne peut plus être considéré comme une question secondaire dans les agendas politiques contemporains. Il s’agit désormais d’un impératif stratégique, à la croisée des dimensions symboliques, économiques et identitaires des sociétés modernes.

Conclusion

Il apparaît nécessaire de formuler un ensemble de recommandations concrètes visant à approfondir et institutionnaliser les échanges culturels entre la Corée du Sud et le Québec. Ces propositions, fondées sur des principes de reciprocité, de diversité culturelle et d’innovation collaborative, s’articulent autour de huit axes prioritaires.

³² Conseil des arts et des lettres du Québec (2020), Mémoire sur l’importance économique de la culture – Présenté dans le cadre de la consultation sur la relance économique du Québec, Conseil des arts et des lettres du Québec, septembre 2020. Ref. <https://www.calq.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/cccq/2020/memoire-economique-culture-calq-2020.pdf> c. le 31 mai 2025.

Elles visent à consolider un partenariat culturel durable, en réponse aux défis géopolitiques, linguistiques et économiques évoqués précédemment.

1) Projets artistiques et expositions conjointes

Le développement de projets artistiques collaboratifs constitue un levier efficace pour stimuler les échanges interculturels. La mise en place d'expositions itinérantes rassemblant artistes visuels, plasticiens ou performeurs québécois et coréens permettrait non seulement de favoriser la création transnationale, mais également de valoriser les représentations culturelles croisées. Ces projets, présentés successivement dans les deux pays, pourraient s'inscrire dans le cadre de résidences de création ou de biennales artistiques.

2) Coopération audiovisuelle et cinématographique

Le secteur du cinéma et des médias offre un potentiel considérable de coopération bilatérale. Des coproductions, qu'il s'agisse de fictions, de documentaires ou de séries, pourraient permettre une mise en récit croisée des cultures québécoise et coréenne. La participation conjointe à des festivals internationaux, l'organisation de rétrospectives thématiques ou encore l'intégration mutuelle dans les circuits de distribution nationale sont autant de pistes à explorer. Il conviendrait, par exemple, d'élargir la présence du cinéma québécois dans les événements organisés en Corée, à l'instar du festival de films canadiens à la Cinémathèque de Séoul.

3) Participation réciproque aux festivals et grands événements culturels

La programmation d'artistes coréens dans les festivals québécois — K-POP, arts traditionnels ou contemporains — et, inversement, la participation d'artistes québécois aux événements culturels coréens, renforcerait la visibilité croisée des deux scènes artistiques. Ces échanges favorisent une diplomatie culturelle vivante, ancrée dans les pratiques populaires aussi bien qu'institutionnelles.

4) Renforcement des échanges linguistiques et académiques

La coopération éducative constitue un pilier stratégique des relations culturelles. Le développement de programmes

d'enseignement du coréen au Québec et du français en Corée, ainsi que la relance de programmes d'échange pour les étudiants, chercheurs ou enseignants, contribueraient à une meilleure compréhension interculturelle. Le rétablissement d'initiatives telles que les formations pour enseignants québécois en études françaises, supprimées il y a une décennie, serait particulièrement opportun.

5) Création d'une plateforme numérique bilatérale

Dans une ère marquée par la médiation numérique, il est essentiel de développer des plateformes culturelles communes permettant la diffusion de concerts, expositions, performances ou colloques en ligne. Ce type de dispositif pourrait favoriser la participation d'un public élargi, y compris dans les régions peu connectées aux réseaux culturels internationaux.

6) Coopération en matière de tourisme culturel et patrimonial

Le tourisme culturel représente un autre vecteur pertinent pour renforcer les liens entre les deux sociétés. La création de circuits patrimoniaux croisés, la production de contenus audiovisuels à vocation touristique, ou encore la collaboration entre offices du tourisme permettraient de rendre les patrimoines culturels mutuels plus accessibles et attractifs.

7) Mise en place d'un fonds culturel bilatéral

L'établissement d'un fonds culturel commun, soutenu conjointement par des institutions publiques et des entreprises privées des deux pays, offrirait un outil de financement structurant pour les initiatives évoquées. Ce fonds pourrait soutenir les coproductions, les traductions, les résidences d'artistes ou encore les festivals conjoints.

8) Création de centres culturels croisés : vers une présence institutionnelle permanente

Enfin, la création de centres culturels québécois en Corée et d'antennes coréennes au Québec permettrait de structurer dans la durée la coopération culturelle bilatérale.

Alors qu'un Centre culturel coréen existe déjà à Ottawa, l'ouverture d'une antenne dédiée au Québec serait essentielle

pour une interaction plus directe. De même, un Centre culturel québécois en Corée jouerait un rôle clef dans la promotion continue de la culture québécoise, comblant des lacunes observées dans la diffusion de certains éléments culturels, comme les contes ou la littérature jeunesse.

Ces pistes, bien que nécessitant des moyens financiers, logistiques et diplomatiques, peuvent constituer les fondations d'un partenariat culturel renforcé entre la Corée du Sud et le Québec. Elles participent d'une vision à long terme fondée sur la réciprocité, la diversité linguistique, la créativité partagée et la diplomatie culturelle inclusive.

Références bibliographiques

- Baldacchino, Julien (2023). *Ciao Salto : les trois raisons de l'échec du "Netflix à la française"*, in Franceinter, le lundi 27 mars, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/ciao-salto-les-trois-raisons-de-l-echec-de-la-plateforme-francaise-de-streaming-2902670>, c. le 31 mai 2025.
- Bok-Myung, Chang (2019). *한국의 영어교육 정책과 세계화* [La politique d'enseignement de l'anglais en Corée et la mondialisation], in *예술인문 사회 융합 멀티미디어 논문지 - Asia-pacific Journal of Multimedia Services Convergent with Art, Humanities, and Sociology*, Vol. 9, No. 1, January : 699-707.
- Chang-Hoon, Lee et Joo-Young, Jang (2017). *드라마 '도깨비'로 뜬 여행지 캐나다, 공유 마법 만든 '마이더스의 손'* [Avec la série télévisée "Goblin", le Canada devient une destination en vogue : la main de Midas derrière le phénomène Gong Yoo], *매일경제 - Maeil Kyungje*, 14 août. <https://www.mk.co.kr/news/culture/7936641> c. le 31 mai 2025.
- Coderre, Jean-François (2006), *La participation des Canadiens français du Québec à la guerre de Corée (1950–1953) et sa couverture médiatique*, Université du Québec à Montréal.
- CompaniesMarketCap (2025). *Largest South Korean companies by market capitalization*, <https://companiesmarketcap.com/> c. le 31 mai 2025.
- Conseil des arts et des lettres du Québec (2020), *Mémoire sur l'importance économique de la culture – Présenté dans le cadre de la consultation sur la relance économique du Québec*, Conseil des arts et des lettres du Québec, septembre 2020.
- Eun-mi, Lee et al. (2021). *방탄소년단(BTS)의 성장역사와 성공요인: 본글로벌 이론의 관점에서* [L'histoire de la croissance et les facteurs de succès de BTS : une analyse selon la théorie du « Born Global »], in *경영사연구- Revue d'histoire de la gestion*, vol. 36, n° 4 : 45-75.
- Gi-Ryeong, Kim (2017). *김기령 드라마 '도깨비' 영향... 캐나다 시장 들썩* [Le marché canadien s'agit sous l'effet de la série "Goblin"], *세계여행신문 - World Travel News*, 22 décembre. https://gtn.co.kr/home/news/preview.asp?news_seq=7061 0 c. le 31 mai 2025.
- Gouvernement du Québec. (2021). *Cap sur la relance : Des ambitions pour le Québec – Stratégie territoriale pour l'Indo-Pacifique*.
- Harvey, Fernand (2006). *Communication dans le cadre du colloque « Francofonia y Diversidad Cultural », organisé par la Facultad de Filosofía y Letras, Universidad Nacional Autónoma de Mexico (UNAM)*, Mexico, jeudi, 16 mars.
- Hong, Sora (2019). *La génération des centres culturels (Munhwawon sedae) et la nouvelle vague du cinéma sud-coréen des années 1980–1990. Histoire*. École des Hautes Études en Sciences Sociales Paris.
- Ki-Young, Kwon (2022). *일대일로 추진을 위한 중국의 아세안 문화전략 연구* [A Study on China's Cultural Strategy Towards ASEAN for Promoting the Belt and Road Initiative], in *중국현대문학 - The Journal of Modern Chinese Literature*, n° 109, 1-24.
- Korean Film Council - 영화진흥위원회 (2024). *2023년 한국 영화산업 결산* [Rapport de synthèse sur l'industrie cinématographique coréenne 2023].
- Lang, Jack (1982). allocution prononcée à la Conférence Mondiale sur les politiques culturelles, in *Actes de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles*. Mexico, 1982, Paris, UNESCO.
- Ministère de la Culture et des Communications du Québec (2018). *Plan d'action gouvernemental en culture 2018-2023*, le 12 juin.
- Radio Canada (2023). *Marc Miller admet le déclin du français au Québec*, le 7 octobre 2023. Ref. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2015911/miller-declin-francais-quebec> c. le 31 mai 2025.

ARTICLE

LES STRATEGIES SUR L'INDO-PACIFIQUE DE LA COREE DU SUD, DU CANADA ET DU QUEBEC : Y A-T-IL DES POINTS DE CONVERGENCE ?

Ponora Ang

Ponora Ang est co-chef national du Groupe Asie-Pacifique du cabinet Fasken et avocat de premier plan en litige civil et commercial. Il est aussi reconnu par les sociétés provenant de l'Asie-Pacifique pour ses conseils pour des projets d'investissement au Canada. Il conseille régulièrement des sociétés d'État, des compagnies privées et des gens d'affaires de l'Asie désirant développer leurs activités commerciales au Canada, et au Québec en particulier.

pang@fasken.com

Résumé : La Corée du Sud a une stratégie Indo-Pacifique et c'est le cas également pour le gouvernement fédéral du Canada et le gouvernement provincial du Québec. Poumons-nous identifier des domaines où il y a une convergence d'intérêts dans ces stratégies et sommes-nous en mesure de dresser une fiche descriptive conjointe identifiant les secteurs de coopération les plus prometteurs ?

Mots clés : Canada, Québec, Corée du Sud, Indo-Pacifique, Stratégie

Abstract: South Korea has an Indo-Pacific strategy, and so do the Canadian federal government and the Québec provincial government. Can we identify areas of convergence of interests in these strategies and could we build a joint factsheet, clearly identifying the most promising areas of collaboration?

Keywords : Canada, Québec, South Korea, Indo-Pacific, Strategy

La Stratégie canadienne mentionne explicitement la Corée du Sud 14 fois. La Stratégie québécoise contient 21 mentions de la Corée du Sud. Cela dit, la Stratégie sud-coréenne ne mentionne le Canada qu'à trois reprises.

Est-ce à dire que le jeu n'en vaut pas la chandelle? Si la Corée du Sud s'intéresse si peu (à première vue) au Canada (et au Québec) est-ce peine perdue? Ne lançons pas la serviette et examinons en quoi la Corée du Sud, le Canada et particulièrement le Québec ont à profit de se connaître davantage.

Commençons par faire un bref état des relations commerciales entre le Québec et la Corée du Sud.

En 2019, les échanges commerciaux entre le Québec et la Corée du Sud se chiffraient à 2,7G\$. En Asie, la Corée du Sud est au troisième rang des partenaires commerciaux du Québec, après la Chine (16,3G\$) et le Japon (4,3G\$). Globalement la Corée du Sud est au 11e rang des partenaires internationaux du Québec (Gouvernement du Québec, 2020).

En 2023, les exportations de marchandises en provenance du Québec à destination de la Corée du Sud se chiffrent à un peu plus d'un milliard de dollars. La Corée du Sud est demeurée le troisième partenaire commercial du Québec en Asie et occupe le 9e rang en matière d'exportation internationale (Gouvernement du Québec, 2024).

Qu'exportons-nous en Corée du Sud? Du minerai de fer; des pâtes mi-chimiques de bois; des déchets/débris d'aluminium; des avions, des hélicoptères et autres véhicules spatiaux; des déchets/débris de métaux précieux; des fèves de soja; de la viande de porc; des simulateurs de vol et leurs parties.

Introduction

Le but du présent article est d'étudier la Stratégie Indo-Pacifique de la Corée du Sud (The Government of the Republic of Korea., 2020) et les stratégies sur l'Indo-Pacifique du Canada (Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, 2022) et du Québec (Ministère des Relations internationales et de la Francophonie, 2021) et d'examiner s'il y a des points de convergence entre celles-ci. Nous faisons cela afin de vérifier s'il y a lieu pour le Québec de faire des efforts pour augmenter ses relations avec la Corée du Sud et s'il est raisonnable d'espérer que ces efforts vaudront la peine sur le plan économique.

Qu'importons-nous de la Corée du Sud? Des automobiles; des huiles de pétrole raffinées; de l'argent (sous formes brutes, mi-ouvrées ou en poudre), du caoutchouc synthétique en plaques, feuilles ou bandes et des profilés en fer ou en aciers non alliés.

Nos échanges avec la Corée du Sud représentent 1,4% de nos échanges commerciaux.

1. La Stratégie Indo-Pacifique de la Corée du Sud

Si l'on examine la Stratégie Indo-Pacifique de la Corée du Sud, on se rend compte qu'elle est d'abord et avant tout préoccupée par sa propre sécurité (Ballbach, 2023) et elle conçoit que la stabilité et la prospérité de l'Indo-Pacifique sont des moyens pour assurer sa sécurité et en même temps une fin en soi.

La Stratégie canadienne note que pas moins de la moitié des nouveaux arrivants au Canada proviennent de la région de l'Indo-Pacifique et que les plus grandes diasporas au Canada sont d'origine Indo-Pacifique³³.

Cela dit, le Canada (et le Québec) peuvent légitimement clamer qu'ils ont quelque chose à offrir qui est susceptible d'attirer l'attention des Sud-Coréens, que nous méritons qu'on pense à nous! Commençons avec le fait que le Canada est un pays du Pacifique, un point que la Stratégie canadienne met en relief³⁴, point d'ailleurs que les Sud-Coréens reconnaissent quand ils traitent du Pacifique Nord, des États-Unis, du Japon et de la Chine, mais également du Canada³⁵, un pays avec lequel la Corée du Sud partage les mêmes valeurs. Le document va plus loin et mentionne que le Canada est un « partenaire stratégique global » (Gouvernement du Canada, 2022) :

With Canada, a comprehensive strategic partner with common values, we seek increased cooperation on climate change response, economic security through stabilized supply chains, and a rules-based order based on our respective Indo-Pacific strategies³⁶.

À ce propos, il faut souligner qu'en mai 2023, le Canada et la Corée du Sud ont décidé de faire passer les relations entre nos deux pays au niveau de Partenariat stratégique global, initiative qui a été complétée l'année suivante par un plan d'action (Affaires mondiales Canada, 2025), reposant sur les cinq piliers suivants:

- Pilier 1: Défendre le système international fondé sur des règles, la démocratie, la liberté, les droits de la personne et l'égalité des genres
- Pilier 2: Renforcer les partenariats sur la sécurité et la défense, y compris en ce qui concerne le maintien de la paix et la sécurité maritime
- Pilier 3: Accroître la prospérité et la sécurité économique, coopérer en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement, les minéraux critiques et les sciences, les technologies et l'innovation, et promouvoir le commerce et l'investissement
- Pilier 4: Agir à l'égard des changements climatiques et de l'environnement, soutenir la sécurité énergétique et développer des sources d'énergie durables
- Pilier 5: Renforcer les partenariats dans les domaines de la santé et de la culture

À propos du Pilier 3, soulignons que le plan d'action a ceci à dire à propos de nos ambitions concernant les minéraux critiques: Développer des minéraux critiques avec des normes ESG (environnement, social et gouvernance) élevées et renforcer les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques pour nous positionner en tant qu'acteurs compétitifs

³³ Page 4 de la Stratégie canadienne.

³⁴ Page 11 de la Stratégie sud-coréenne.

³⁵ Page 14 de la Stratégie sud-coréenne.

³⁶ Page 14 de la Stratégie sud-coréenne.

sur la scène mondiale dans les technologies propres, notamment les batteries et les véhicules zéro émission.

La Stratégie sud-coréenne souligne que la Corée du Sud est un pays commerçant, comme le Canada, et qu'elle est profondément attachée au libre-échange:

We will promote free trade and address protectionism through the Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) and by taking part in discussions on the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP), as well as by concluding new trade agreements³⁷.

Sur ce dernier point, rappelons que le Canada et la Corée du Sud ont conclu un accord de libre-échange (Gouvernement du Canada, 2014) le 22 septembre 2014, seul accord bilatéral de libre-échange entre un pays de l'Asie et le nôtre³⁸. Même si le Canada et le Japon n'ont pas un accord bilatéral de libre-échange, les deux pays font partie de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Dans un intéressant article (La presse, 2023) du Consul général de la République de Corée à Montréal et représentant au conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), monsieur Jaewan Lee, celui-ci note que quand les Québécois pensent à la Corée du Sud, ils pensent au K pop, au film Parasite ou à la série Squid Game. Et à l'inverse quand les Coréens pensent au Québec, ils pensent à l'émission Goblin: The Lonely and Great God, qui met en scène le Château Frontenac, série incroyablement populaire en Corée et dans les pays avoisinants, regardé par plus de 245 millions de téléspectateurs.

Donc, le Canada et la Corée du Sud ont des points en commun sur lesquels on peut bâtir: ce sont des pays du Pacifique; tant la Corée du Sud que le Canada sont des pays démocratiques, des puissances moyennes attachées à la règle de droit et aux

droits humains et ils sont déjà liés par un accord de libre-échange. Ce n'est pas rien.

1.1. Les champs d'intérêt de la Corée du Sud

1.1.1. La science et la technologie

Sans fausse modestie, la Corée du Sud se qualifie de leader de premier plan en matière d'innovation scientifique et technologique:

As a global leader in science and technology innovation, the Republic of Korea will facilitate regional cooperation in critical domains of science and technology, including semiconductors, artificial intelligence, quantum science, advanced biology, next generation telecommunications and space, and help close the digital gap in the region³⁹.

Et, en vue d'atteindre cet objectif, la Stratégie sud-coréenne indique que la Corée va s'engager dans des réseaux collaboratifs avec d'autres nations, dont le Canada (Gouvernement du Canada, 2016).

Le Canada et la Corée du Sud ont par ailleurs déjà conclu, fin 2016, un Accord de coopération en science, en technologie et en innovation (Gouvernement du Canada, 2015).

1.1.2. Les changements climatiques

Même si la Stratégie sud-coréenne ne mentionne pas explicitement le Canada sous ce chapitre, les stratégies des trois gouvernements concernés traitent abondamment de ce sujet.

La Stratégie sud-coréenne dit d'ailleurs explicitement que « [w]ith Canada, a comprehensive strategic partner with common values, we seek increased cooperation on climate change response »⁴⁰. La Stratégie consacre quelques paragraphes sur les sujets du changement climatique et de la

³⁷ Page 34 de la Stratégie sud-coréenne.

³⁸ Le Canada envisage de conclure un accord de libre-échange avec le Japon et l'Inde éventuellement.

³⁹ Page 33 de la Stratégie sud-coréenne.

⁴⁰ Page 14 de la Stratégie sud-coréenne.

sécurité énergétique. Et à ce titre il est bon de souligner qu'en décembre 2023 le Canada et la Corée du Sud ont signé un protocole d'entente sur la coopération en matière de changement climatique (Gouvernement du Canada, 2023b). L'Accord souligne que les deux pays se sont engagés à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Et, dans le premier Bilan de mise en œuvre de la Stratégie canadienne (Gouvernement du Canada, 2024a), on peut lire que: « [I]l Canada et la République de Corée ont organisé le premier dialogue annuel des ambassadeurs du Canada et de la Corée sur les changements climatiques dans le cadre du Partenariat stratégique global Canada-Corée, en septembre 2023 ».

1.1.3 Le rôle des expatriés ou de la diaspora

Soucieux de collaborer avec d'autres pays de la région et de l'extérieur de la région, la Stratégie sud-coréenne souligne qu'il y a 7,3 millions d'expatriés sud-coréens dans le monde et qu'elle compte sur eux pour faire avancer la liberté, la paix et la prospérité dans l'Indo-Pacifique.

1.2. Le plan d'action sud-coréen pour un Indo-Pacifique libre, pacifique et prospère

C'est à la fin de 2022 que le gouvernement sud-coréen a publié la Stratégie que nous venons de résumer et c'est en décembre 2023 que ce même gouvernement a publié son plan d'action pour y donner effet (Government of the Republic of Korea, 2023). Comme le document l'indique, le gouvernement sud-coréen entend publier chaque année un rapport⁴¹. Et, en décembre 2023, le gouvernement a bel et bien publié un premier rapport, rapport que nous examinerons également.

Commençons par le plan d'action, lequel identifie neuf axes d'intervention principaux, notre traduction de « nine core lines of effort ». Parmi ces axes d'intervention, il y en a quatre qui méritent qu'on s'y attarde pour nos fins.

1.2.1 La construction de réseaux de sécurité économique⁴²

Le plan d'action souligne que la Corée du Sud sera l'hôte de la rencontre de l'Asia-Pacific Economic Cooperation Forum qui se tiendra en novembre 2025 à Séoul, événement auquel le Premier ministre du Canada est censé participer avec plusieurs chefs de gouvernement d'autres pays, dont l'Australie, le Brunei, le Chili, la Chine, Hong Kong, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie Nouvelle-Guinée, le Pérou, les Philippines, la Russie, Singapour, Taïwan, la Thaïlande et le Viêt Nam.

1.2.2 Les minéraux critiques ou stratégiques

Le plan d'action souligne que la Corée du Sud et le Canada ont signé le 17 mai 2023 un protocole d'entente sur les minéraux critiques (Gouvernement du Canada, 2023). Le plan d'action indique que la Corée du Sud entend identifier et explorer des projets de collaboration avec notre pays sur ce sujet. Notons que le gouvernement fédéral a une Stratégie sur les minéraux critiques (Gouvernement du Canada, 2023), stratégie qui est complétée par un rapport annuel, le premier rapport annuel ayant été publié en 2024 (Gouvernement du Canada, 2024).

Soulignons également que le gouvernement fédéral du Canada et le gouvernement de la Corée du Sud ont signé en 2023 un Protocole d'entente entre le ministère des Ressources naturelles du Canada et le ministère de l'Industrie du Canada et le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie de la République de Corée sur la coopération en matière de chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, de transition vers les énergies propres et de sécurité énergétique (Gouvernement du Canada, 2023).

La Stratégie québécoise ne mentionne pas la Corée du Sud en toutes lettres sur la question des minéraux critiques et stratégiques, mais sous le titre « Renforcer les liens du Québec avec les donneurs d'ordres, les grandes sociétés et les fonds d'investissement de la région Indo-Pacifique », on peut lire

⁴¹ Page 4 de la Stratégie sud-coréenne.

⁴² Notre traduction de Core Line of Effort 5: « Build Economic Security Networks ».

que le Québec a pour ambition d'attirer davantage d'investissement direct étranger chez nous dans des « secteurs clés tels que les minéraux critiques et stratégiques, l'hydrogène vert et les bioénergies, l'électrification des transports et les industries créatives⁴³ ». Clairement, cela devrait viser principalement le Japon et la Corée du Sud.

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement sud-coréen indique qu'il est de son intention de participer activement dans des groupes consultatifs sur les minéraux critiques tels que le Mineral Security Partnership Organisation, organisme fondé à Toronto en 2022 à l'occasion du congrès annuel de la Prospectors and Developers Association of Canada.

1.2.3 Renforcer la coopération dans les domaines critiques de la science et de la technologie et combler la fracture numérique⁴⁴

Le gouvernement sud-coréen énumère six domaines dans lesquels il entend augmenter sa coopération avec les pays de pointe, soit les semi-conducteurs, l'intelligence artificielle, la physique quantique, la biotechnologie avancée, les réseaux de télécommunication de la prochaine génération et l'espace.

À propos de l'intelligence artificielle, le plan d'action déclare que la Corée du Sud entend promouvoir la collaboration institutionnelle, l'échange d'experts et des projets de recherche conjoints dans le domaine et donne comme exemple un projet de recherche conjoint sur l'intelligence artificielle entre nos deux pays.

Dans le même sens, le plan d'action indique que le gouvernement sud-coréen entend explorer de nouveaux sujets de coopération bilatérale sous les auspices du comité conjoint de coopération scientifique et technologique Canada-Corée. La dernière réunion de ce comité a eu lieu à Banff en juin 2024 et à cette occasion, la Fondation nationale de recherche de Corée et Prima Québec ont signé une lettre

d'intention (Prima Québec, 2025). Prima Québec⁴⁵ est un regroupement cherchant à développer l'expertise québécoise dans le secteur des matériaux avancés et l'entente avec le National Research Foundation (NRF) of Korea vise à développer et renforcer la recherche et la collaboration entre le Québec et la Corée du Sud grâce à la participation d'entreprises québécoises et coréennes

1.2.4 Prendre une position de leadership dans la coopération régionale en matière de changement climatique et de sécurité énergétique

Parmi les initiatives du plan d'action, on en remarque une qui implique le Canada, le Défi mondial sur la tarification du carbone (Gouvernement du Canada, 2023) qui est piloté par notre pays et qui a été annoncé à la 26e conférence des parties à Glasgow, en 2021. La conférence des parties est l'organe suprême de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques. Ce projet vise à créer un partenariat de champions de la tarification du carbone du monde entier d'en étendre l'utilisation de renforcer les systèmes existants et de soutenir les nouveaux. La Corée du Sud est l'un des pays partenaires de cette initiative.

1.2.5 Promouvoir la compréhension et les échanges mutuels⁴⁶

Sous ce titre le plan d'action sud-coréen identifie comme objectif la promotion de l'Année des échanges culturels Canada-Corée 2024- (Patrimoine Canadien, 2024). Cette initiative a pour but de célébrer les réalisations artistiques, créatives, sportives et intellectuelles entre nos deux pays.

Donnons comme exemple l'exposition d'art médiatique Futur Voyage: Le temps de l'adaptation, un partenariat entre le consulat général de la Corée du Sud et la Société des arts

⁴³ Page 15 de la Stratégie québécoise.

⁴⁴ Notre traduction de Core Line of Effort 6: « Strengthen Cooperation in Critical Domains of Science and Technology and Close the Digital Gap ».

⁴⁵ Un acronyme pour Pôle de Recherche et d'Innovation en Matériaux Avancés du Québec.

⁴⁶ Notre traduction de Core Line of Effort 9: « Promote Mutual Understanding and Exchanges »

technologiques. Cette exposition a présenté les œuvres d'une douzaine d'artistes coréens et canadiens à Montréal en 2023.

1.3. Le rapport annuel pour 2023 sur la stratégie Indo-Pacifique de la Corée du Sud⁴⁷

Ce document porte essentiellement sur les enjeux sécuritaires de la Corée du Sud et les initiatives déployées à ces fins en 2023.

Quant aux autres enjeux, économique ou culturel, on fait état des initiatives de collaboration avec le Canada, notamment sur les minéraux critiques et la transition énergétique.

2. La Stratégie canadienne pour l'Indo-Pacifique. Bilan de la mise en œuvre 2022-2023

Nous venons de voir ce qui intéresse les Sud-Coréens chez nous sur le plan économique, voyons maintenant ce que nous disons de la Corée du Sud en commençant par la Stratégie Indo-Pacifique du Canada.

Notons d'abord que la Stratégie canadienne mentionne la Corée du Sud à 14 reprises et qu'elle y consacre cinq paragraphes spécifiques. C'est donc dire que nous nous intéressons beaucoup plus à la Corée du Sud que celle-ci s'intéresse à nous!

Au Pacifique Nord, la Corée du Sud est le pays où les choses vont bien. Soulignons que le Gouvernement du Canada a publié en 2024 un bilan de la mise en œuvre 2022-2023 de la Stratégie canadienne (Gouvernement du Canada, 2024), bilan que nous examinerons maintenant.

La Stratégie canadienne identifie plusieurs domaines de collaboration entre nos deux pays, notamment dans les « domaines de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, des infrastructures et des exportations énergétiques, des chaînes

d'approvisionnement des minéraux critiques et des batteries de véhicules électriques, de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que des infrastructures des corridors commerciaux⁴⁸ ».

Il y a encore des choses à faire sur le plan diplomatique entre la Corée du Sud et le Canada: la Stratégie envisage en effet qu'il y a lieu de commencer un dialogue de haut niveau sur la sécurité économique dans le cadre du partenariat stratégique global précédemment mentionné de même qu'il y a lieu d'établir un nouveau dialogue entre nos deux pays.

Mentionnons pour placer les choses dans leur contexte que le Japon est aussi un partenaire important du Canada dans le Pacifique Nord, le seul pays de l'Indo-Pacifique qui est également un partenaire du Canada au sein du G7. Le Canada et le Japon ne sont pas liés par un accord de libre-échange bilatéral, mais ils font tous deux partie de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Il y a à peu près 240000 personnes dans la diaspora coréenne au Canada; ceux-ci se trouvent principalement en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta. Au Québec, on compte à peu près 10300 Coréens.

3. La stratégie québécoise

La Stratégie québécoise porte un titre révélateur sur son objet: « Cap sur la relance: Des ambitions pour le Québec - Stratégie territoriale pour l'Indo-Pacifique ». Comme l'indique la vice-première ministre Geneviève Guilbault dans le mot de la Ministre, la politique internationale du Québec met explicitement l'accent sur la dimension économique et la Stratégie québécoise s'inscrit dans cette vision des choses.

La Stratégie québécoise compte 21 mentions de la Corée du Sud et puisque cette stratégie se veut une pierre d'assise du « virage économique de la diplomatie québécoise », il faut bien

⁴⁷ Notre traduction du titre du document « 2023 Progress Report of the ROK's Indo-Pacific Strategy ».

⁴⁸ Page 11 de la Stratégie canadienne.

admettre que la Corée du Sud est un pilier central de cette entreprise.

La Stratégie québécoise reconnaît que le centre de gravité économique et géopolitique mondial s'est déplacé en Asie-Pacifique et que le Japon et la Corée du Sud sont des investisseurs internationaux de premier plan.

La Stratégie note aussi que la Corée du Sud, le Japon et Singapour sont parmi les pays qui détiennent le plus grand nombre de chercheurs par million d'habitants au monde.

Le Bilan des activités stratégiques 2023-2024 de la Délégation du Québec à Séoul (Gouvernement du Québec, 2024) souligne que le Bureau du Québec à Séoul a: « participé au Salon international de l'éducation et de l'émigration 2023 afin d'y promouvoir le Québec comme destination de choix. »

La Stratégie fait état du fait que le Québec à un réseau de représentations dans la région, dont un en Corée du Sud depuis 1991. On y lit également que le mandat du bureau de Québec à Hong Kong vise à promouvoir l'immigration au Québec depuis les pays de l'Indo-Pacifique. Dans cette même perspective, la Stratégie note avec réalisme que le Québec est peu connu au sein des pays de l'Indo-Pacifique et que le Québec est en compétition sur ce vaste territoire avec d'autres provinces canadiennes qui peuvent compter sur les relais que constitue une large diaspora.

Cela dit, la Stratégie note avec justesse que l'outil que constitue l'Accord de libre-échange Canada-Corée en fait un marché qui n'est pas moins accessible qu'un autre.

Revenant sur les intérêts du Québec en Indo-Pacifique, la Stratégie note que les intérêts du Québec dans cette région sont d'abord économiques et la diversification des marchés pour les exportations internationales du Québec - qui sont encore fortement concentrés vers les États-Unis - passe notamment par la création d'une relation commerciale plus solide et plus soutenue avec les partenaires asiatiques de longue date, tels le Japon, la Chine et la Corée du Sud, mais également par le développement de relations avec des pays aux économies émergentes, dont l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam, ou encore peu explorées par les entreprises québécoises, comme l'Australie et Singapour. Notons ce mot,

diversification, mot qu'on est destiné à entendre plus souvent en 2025.

La Stratégie aborde à nouveau le thème de la diversification des mandats d'exportation du Québec quand elle fait état des tensions diplomatiques entre la Chine et notre pays.

Que faire donc? La Stratégie note qu'il faut maximiser les retombées de l'Accord de libre-échange Canada-Corée par un accompagnement personnalisé des entreprises afin d'analyser les stratégies d'affaires à adopter selon les traitements tarifaires et non tarifaires applicables à leur secteur d'activité.

Dans un second axe d'intervention, la Stratégie souligne que l'Accord en sciences et technologie entre le Canada et la République de Corée est également un levier important à maximiser.

La Stratégie note qu'il y a lieu de réfléchir sur l'attraction et la rétention des meilleurs chercheurs et talents, via la promotion des occasions de carrière stimulantes en recherche universitaire ou en entreprises. Après avoir exprimé ce vœu, la Stratégie conclut que la Corée du Sud et l'Australie offrent des modèles intéressants dont le Québec pourrait s'inspirer.

À propos de l'axe d'intervention sur l'économie verte, la Stratégie note que la Corée du Sud, à l'instar du Québec, a emboîté le pas vers la carboneutralité et que le Québec souhaite attirer des investissements étrangers dans la filière des batteries, notant que le Japon, la Chine et la Corée du Sud représentent plus de 90% de la production mondiale des batteries au lithium.

Quant à l'axe d'intervention sur la main-d'œuvre et l'attraction des talents, la Stratégie note que les migrants de Corée du Sud ont un niveau d'éducation élevé et que le Québec a signé des ententes de sécurité sociale avec les pays de la région, dont la Corée du Sud, afin de favoriser la mobilité de la main-d'œuvre.

4. Les points de convergence et les actions à prioriser

Au final, il est facile de constater qu'il y a des points où les stratégies respectives de la Corée du Sud, du Canada et du Québec présentent des zones d'harmonie, ne serait-ce que dans les domaines de pointe comme l'intelligence artificielle, l'innovation, les sciences de la vie, l'aéronautique, l'électrification des transports, les matériaux avancés et la lutte contre les changements climatiques. Il ne faudrait pas non plus négliger les domaines comme l'agriculture, l'agroalimentaire, le tourisme, la culture et l'industrie des cosmétiques et de la beauté.

Conclusion

La Stratégie québécoise note que, comme on l'a vu, que l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont une diaspora plus forte que chez nous. Voilà pour le diagnostic.

Ce qui manque par contre à la Stratégie québécoise c'est la réalisation que la clé du succès dans nos relations avec la Corée du Sud repose précisément dans l'existence d'une diaspora forte au Québec, et dans la reconnaissance du fait que des efforts considérables doivent être faits pour augmenter rapidement et considérablement le nombre de Sud-Coréens qui vont décider de s'installer au Québec. C'est la clé du succès et on ne peut que regretter que cela ne soit pas reconnu comme tel.

De plus, il faudrait informer encore plus nos gens d'affaires de l'existence de l'Accord de libre-échange Canada-Corée et des secteurs qui profitent d'un accès en franchise de droits en Corée du Sud.

Dans un document du gouvernement fédéral (Gouvernement du Canada, 2025), on cite parmi ces secteurs ceux-ci: les produits industriels (comme l'aérospatiale, les produits chimiques et plastiques, les technologies de l'information et de la communication, les instruments médicaux, les métaux et les minéraux ainsi que les textiles et les vêtements) les produits agricoles et agroalimentaires, les vins et spiritueux, le poisson et le fruit de mer ainsi que les produits forestiers et de bois à valeur ajoutée.

Terminons en empruntant un extrait de l'article d'Eric J. Ballbach (mentionné à la note de bas de page (Gouvernement du Québec, 2024)), où celui-ci suggère que la Corée du Sud et les pays de l'Union européenne collaborent pour élaborer ce qu'il appelle un Joint Factsheet, une fiche descriptive commune où l'on identifierait clairement les avenues de collaboration les plus prometteuses. Les autorités du Québec et de la Corée du Sud auraient avantage, suggérons-nous modestement, à participer à une telle initiative.

Références bibliographiques

- Affaires mondiales Canada (2025). *Plan d'action : Mise en œuvre du Partenariat stratégique global entre le Canada et la République de Corée*. Gouvernement du Canada. <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2024/07/plan-daction--mise-en-uvre-du-partenariat-strategique-global-entre-le-canada-et-la-republique-de-coree.html>
- Ballbach, E. J. (2023). South Korea's evolving Indo-Pacific strategy : Opportunities and challenges for cooperation with the EU. In *SWP Research Paper 2/2023* (Version 1). Stiftung Wissenschaft und Politik, German Institute for International and Security Affairs. <https://doi.org/10.18449/2023RP02>
- Gouvernement du Canada (2014). *Accord de libre-échange Canada-Corée*. <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agracc/korea-coree/index.aspx?lang=fra>
- Gouvernement du Canada (2015). *Le Canada et la Corée du Sud concluent les négociations d'un accord en science, technologie et innovation*. <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2015/07/canada-coree-sud-concluent-negociations-accord-science-technologie-innovation.html>
- Gouvernement du Canada (2016). *Accord de coopération en science, technologie et innovation entre le Canada et la Corée du Sud*. <https://www.canada.ca/fr/nouvelles/archive/2015/07/document-information-accord-cooperation-science-technologie-innovation-entre-canada-coree-sud.html>
- Gouvernement du Canada (2022). *Relations Canada-République de Corée*. https://www.international.gc.ca/country-pays/republic_korea-republique_coree/relations.aspx?lang=fra

Gouvernement du Canada (2023a). *Le Défi mondial sur la tarification du carbone.*
<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/action-pour-climat/tarification-pollution-carbone/defi-mondial.html>

Gouvernement du Canada (2023b). Protocole d’entente entre le ministère de l’Environnement du Canada et le ministère des Affaires Étrangères de la République de Corée concernant la coopération en matière de changements climatiques.
https://www.international.gc.ca/country_news-pays_nouvelles/2023-12-03-korea-coree.aspx?lang=fra

Gouvernement du Canada (2023c). Protocole d’entente entre le ministère des Ressources naturelles du Canada et le ministère de l’Industrie du Canada et le ministère du Commerce, de l’Industrie et de l’Énergie de la République de Corée sur la coopération en matière de chaînes d’approvisionnement en minéraux critiques, de transition vers les énergies propres et de sécurité énergétique.
https://www.international.gc.ca/country_news-pays_nouvelles/2023-05-16-korea-coree.aspx?lang=fra

Gouvernement du Canada (2023d). *Stratégie canadienne sur les minéraux critiques*.
<https://www.canada.ca/fr/campagne/mineraux-critiques-au-canada/la-strategie-canadienne-sur-les-mineraux-critiques.html>

Gouvernement du Canada (2024a). *La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique – Bilan de la mise en œuvre 2022-2023*.
<https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/indo-pacific-indo-pacifique/2022-2023.aspx?lang=fra>

Gouvernement du Canada (2024b). *Rapport annuel 2024 Stratégie canadienne sur les minéraux critiques.*
<https://www.canada.ca/fr/campagne/mineraux-critiques-au-canada/strategie-canadienne-sur-les-mineraux-critiques/rapport-annuel-2024-strategie-canadienne-sur-les-mineraux-critiques.html>

Gouvernement du Canada (2025). *Faire des affaires en République de Corée.*
<https://www.deleguescommerciaux.gc.ca/fr/infos-marche-industrie/recherche-pays-region/pays/canada-republique-de-coree-exportation.html>

Gouvernement du Québec (2020). Note sur l'économie et le commerce Québec-Corée du Sud.
https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/documents_soutien/exportation/notes_economie/note_economie_coree_sud.pdf

Gouvernement du Québec (2024). *Bilan des activités stratégiques 2023-2024*. <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/relations-internationales/Representations/Seoul/publications/fr/BL-L-Bilan-activites-strategiques-Seoul-2023-2024-FR-MRIF.pdf>

Government of the Republic of Korea (2023). *Introducing the Indo-Pacific Strategy*.
https://www.mofa.go.kr/eng/wpge/m_26382/contents.do

La Presse (2023). Corée-Québec : Une relation en plein essor.
<https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2023-08-05/coree-quebec/une-relation-en-plein-essor.php>

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (2021). *Cap sur la relance : des ambitions pour le Québec Stratégie territoriale pour l'Indo-Pacifique*. Gouvernement du Québec, <https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/relations-internationales/publications-adm/politiques/strategies-territoriales/STR-Strategie-IndoPacifique-Long-FR-1dec21-MRIF.pdf>

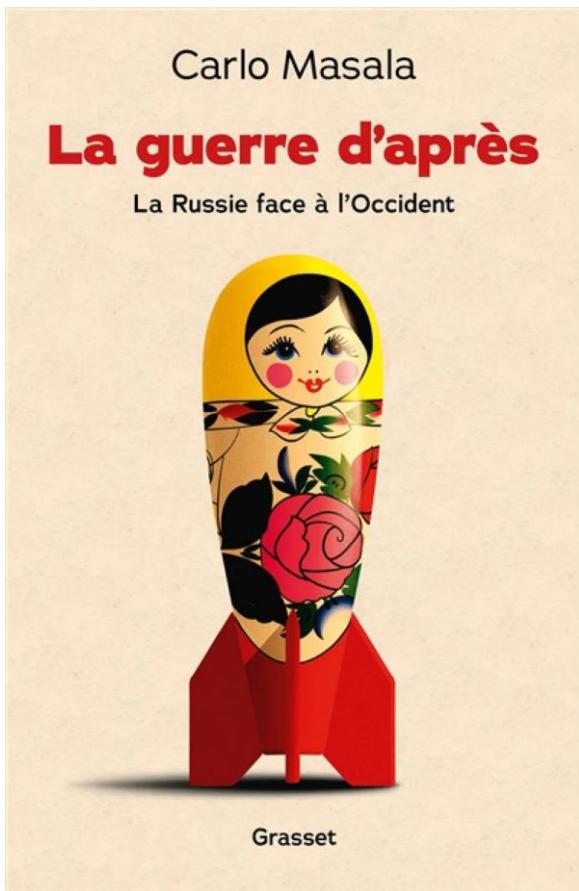
Patrimoine Canadien (2024). *Le Canada et la République de Corée se préparent pour l'Année des échanges culturels Canada-Corée 2024-2025.*
<https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/nouvelles/2024/06/le-canada-et-la-republique-de-coree-se-preparent-pour-lannee-des-echanges-culturels-canadacoree-20242025.html>

Prima Québec (2025). *Programme Conjoint de Recherche Prima Québec-National Research Foundation (NRF) of Korea*.
<https://www.prima.ca/programmes-de-financement/appel-de-projets-international-quebec-coree/#:~:text=PRIMA%20Qu%C3%A9bec%20et%20la%20National,entreprises%20tant%20qu%C3%A9bec%20que%20cor%C3%A9ens>

Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique (2022).
Gouvernement du Canada, Ottawa.

The Government of the Republic of Korea (2020). *Strategy for a Free, Peaceful, and Prosperous Indo-Pacific Region.*
https://www.mofa.go.kr/eng/brd/m_5676/view.do?seq=322133

RECENSIONS



Carlo Masala (2025). *La guerre d'après – La Russie face à l'Occident*. Paris, Grasset.

Le titre original en allemand de ce court récit de 165 pages, *Wenn Russland gewinnt. Ein Szenario*, que l'on pourrait traduire par « Quand la Russie gagne. Un scénario », donne une idée plus claire du contenu. Le livre appartient en effet à la grande catégorie des romans de politique fiction, genre qui a connu son heure de gloire dans les années 1970 – 1980 et subsiste encore aujourd’hui. Plus spécifiquement, il se range dans la sous-catégorie des romans de politique fiction dits « sérieux » qui aspirent à la crédibilité, à une forme d’anticipation rationnelle, plutôt qu’à la fiction pure, et des

thématisques centrées sur les relations internationales plutôt que sur les aspects militaires proprement dits.

Les amateurs de romans de Tom Clancy, dont le fondateur « Tempête rouge » (Albin Michel, 1987) et ses nombreux imitateurs seront déçus. Il ne s’agit pas ici d’un « technothriller » bourré de détails technologiques réels ou supposés sur le matériel militaire des parties en présences mais du résumé d’un scénario politique et stratégique hypothétique dans un futur proche. En ce sens, il se rapproche plus du roman *The Third World War* du général Sir John Hackett (Mac Millan, 1978) ou de *Dragon Strike* de Humphrey Hawksley et Simon Holberton (Sidgwick & Jackson, 1997, non traduit), mais là encore, ces livres sont d’un certain niveau de technicité et de détail dont ne s’embarrasse pas le présent ouvrage.

L'auteur, d'origine italo-autrichienne, est directeur de plusieurs centres de recherche et professeur à l'université de la Bundeswehr⁴⁹ à Munich, vaste établissement de 3 000 étudiants qui n'a pas d'équivalent en France puisqu'il engloberait les écoles de sous-officiers, d'officiers et l'Ecole de Guerre. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages traitant de relations internationales en langue allemande (non traduits) depuis 2022.

Le récit

Une introduction ouvre le livre sur les nouvelles conditions de la conflictualité en Europe, dont la guerre en Ukraine n'est qu'une des composantes.

Puis le scénario de politique fiction débute avec un coup de main russe brutal, spectaculaire et ultra-rapide en mars 2028 sur la ville estonienne de Narva, frontalière de la Russie à l'extrême est du pays, et un débarquement nocturne sur l'île de Hiumaa, 300 km plus à l'ouest, à l'entrée du golfe de Finlande.

⁴⁹ L'armée de la République Fédérale Allemande, créé en 1955, que l'on pourrait traduire en Français par « force de défense fédérale ».

La prise de Narva, aidée par un noyautage préalable intensif et la distribution secrète d'armes légères à des éléments russophones de la ville, est achevée en une nuit. Le débarquement d'un solide contingent de 400 troupes d'infanterie de marine sur Hiiumaa également.

Les 2 300 soldats de l'OTAN présents dans le pays, dont 600 fantassins américains à Võru, à 180 km au sud-ouest de Narva, pris de vitesse, n'ont pas réagi. Même si l'auteur ne le mentionne pas explicitement, il semble que les forces aériennes et navales de l'OTAN présentes dans les pays baltes n'aient pas réagi non plus.

L'auteur enchaîne suite sur un long retour en arrière de trois ans avant les évènements.

D'abord, un cessez-le-feu sur le front ukrainien que l'auteur présente comme une lourde défaite ukrainienne, une véritable capitulation, l'Ukraine devant céder 20% de son territoire à la Russie et l'arrêt des combats étant assorti d'une clause permanente de non-adhésion à l'OTAN. Lâchée par les Américains, les européens étant plus que jamais divisés et impuissants, l'Ukraine n'a pas d'autre choix.

C'est ce moment que choisit le président russe pour démissionner à la surprise générale et nommer à sa place un économiste de 38 ans réputé « modéré ».

Les années suivant cet armistice sont dures pour l'Ukraine : violations des droits de l'homme et guérilla latente dans les territoires occupés par la Russie ; désordre et pauvreté dans une Ukraine impossible à reconstruire rapidement, où le président Zelenski finit par perdre les élections.

En parallèle, le centre de gravité politique de l'Europe s'est encore une fois déplacé, avec entre autres l'élection d'un président français issue d'un parti d'extrême droite. Le continent est divisé sur la politique à mener vis-à-vis de la Russie et de son nouveau président, et manquant de

ressources peine à se réarmer et continue de souffrir de déficits capacitaire graves. Les effectifs militaires américains en Europe sont finalement réduits, et au sein de l'OTAN on doute du réalisme des plans opérationnels de défense du flanc nord-est de l'alliance. La perspective de la menace s'estompe, sauf en Europe du Nord, pendant que la Russie, avec l'aide intéressée des grandes économies émergentes, se réarme à une vitesse accélérée.

La Russie met alors au point un plan, qu'elle assimile sur le plan opérationnel et politique à l'équivalent de la remilitarisation de la Rhénanie par l'Allemagne en 1936, pour capitaliser sur les faiblesses de l'OTAN tout en neutralisant ses points forts. En parallèle, une guerre hybride sera menée par la Russie et ses partenaires pour déstabiliser l'occident et le forcer à regarder ailleurs.

Une vaste opération migratoire clandestine est organisée depuis l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe par la Méditerranée : les européens mordent à l'hameçon et transfèrent une grande partie de leurs forces navales de la Baltique vers la Méditerranée.

La Chine provoque de violents incidents navals en mer de Chine du Sud qui attirent d'importants moyens aéronavals américains dans la zone.

C'est à ce moment que les coups de main sur Narva et Hiiumaa se produisent. Ils s'accompagnent d'une poursuite de la guerre hybride menée jusque-là : assassinat du président d'une grande entreprise du complexe militaro-industriel allemand⁵⁰ ; attentats contre la principale base navale britannique de SNLE⁵¹ sur l'estuaire de la Clyde ; chantage et menaces nucléaires menés directement auprès du conseiller à la sécurité nationale des Etats-Unis.

La Russie procède alors à une opération militaire de propagande : un SNLE de la classe Borei s'approche de l'île Hans, minuscule territoire situé dans l'Arctique au nord de la

⁵⁰ La ressemblance avec la tentative d'assassinat du Directeur Général de Rheinmetall en 2024 est évidente.

⁵¹ Sous-Marin Nucléaire Lanceur d'Engins – SSBN en Anglais. Les SNLE sont le principal vecteur de la dissuasion nucléaire en raison de leur capacité de seconde frappe, c'est-à-dire de leur capacité à riposter après que leur pays ait subi une première frappe nucléaire détruisant ses moyens de riposte basés à terre.

mer de Baffin entre le Groenland et l'île canadienne d'Ellesmere et ayant fait longtemps l'objet d'un contentieux territorial entre le Danemark et le Canada⁵², et des nageurs de combat russes y déposent une boîte de caviar et une bouteille de vodka, prouvant ainsi la capacité d'un SNLE de s'approcher des côtes américaines.

Lorsque les chefs d'état de l'OTAN se réunissent quelques jours plus tard, le plan russe fonctionne : les présidents français, américains, hongrois et slovène refusent d'invoquer l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord. On devine que l'OTAN est en train d'imploser, et la scène finale montre les présidents russes et chinois se congratulant au téléphone : l'Occident n'est plus maître du jeu et une nouvelle ère s'ouvre.

Une critique stratégique et tactique

Un certain nombre d'imprécisions, voire d'absurdités, nuisent à la crédibilité de la partie opérationnelle du récit. L'absence regrettable de la moindre carte dans le livre rendent ces absurdités plus difficiles à détecter. On en trouvera ci-dessous quelques-unes où le recenseur jouera en quelque sorte le rôle de l'adversaire dans ce Kriegspiel⁵³.

Narva est bien une ville frontalière avec la Russie, à l'extrême est de l'Estonie, face à son équivalent russe Ivangorod. Mais les deux villes sont séparées par la rivière Narva, qui ne fait jamais moins de 140 m de large et sur laquelle ne passent que trois ponts (un pont routier à arches, un pont ferroviaire métallique et un pont-barrage avec une centrale hydro-électrique retenant l'eau du lac de Narva, avec une hauteur de chute de 25 m). L'auteur a-t-il envisagé que les troupes estoniennes puissent faire sauter ces ponts et le barrage à la première menace, retardant l'invasion des quelques heures nécessaires pour

permettre aux troupes sous commandement britannique à moins de 150 km d'être engagées ?

Bilan alternatif proposé : Après une journée de durs combats, Narva tombe aux mains des troupes russes qui ne cessent de recevoir des renforts. Les unités britanniques arrivées en début de journée sur les lieux, après quelques escarmouches, se positionnent en bouchon à la sortie de la ville.

L'invasion de Hiiumaa pose des problèmes encore plus insolubles. L'île se situe à la sortie du golfe de Finlande et Kronstadt, la base navale de la flotte russe de la Baltique, est au fond du golfe, proche de la ville de Saint-Pétersbourg, soit un trajet de l'ordre de 430 km.

A la disposition de la flotte de la Baltique pour mener à bien l'invasion, un seul LST⁵⁴ de la classe *Ropucha*, l'Alexandre Shabaline (les autres LST de la classe *Ropucha* ont été déployés en mer Noire et plusieurs d'entre eux ont été endommagés ou détruits par les Ukrainiens) une demi-douzaine de LCI⁵⁵ et comme escorte deux frégates de la classe *Neustrashimy* et deux corvettes de la classe *Steregushchiy*. Le navire amiral de la flotte de la Baltique, un destroyer de la classe *Sovremenny*, est en réparation depuis 2019 et rien n'indique qu'il sera remis en service en 2028. On accordera à cette flotte russe la vitesse de 18 nœuds, qui est la vitesse maximale d'un *Ropucha* et sans doute un peu généreux, car les LCI ne peuvent sans doute pas tenir cette vitesse. Il faut donc plus de 13h à la flottille russe pour parcourir la distance entre Kronstadt et Hiiumaa, ce qui, pour débarquer avant l'aube vers 4h du matin, l'oblige à partir à 15h de Kronstadt en naviguant dans l'étroit corridor des eaux internationales (15 km de large en moyenne) entre Estonie et Finlande. Le passage au crépuscule du 26 mars 2028 de la flottille à 35 km d'Helsinki et 35 km de Tallinn ne manque pas de panache, mais il est

⁵² L'île, qui fait 1 500m dans sa plus grande dimension, est partagée entre ces deux pays depuis 2022.

⁵³ Vieille tradition popularisée par l'état-major impérial allemand et très pratiquée de nos jours dans les écoles de guerre, le Kriegspiel (wargame en anglais) que l'on peut traduire en français par « jeu de guerre » ou mieux encore par « jeu de simulation stratégique et tactique » permet de simuler, avec différents degrés de précision, les conflits armés présents, passés et futurs. De nombreux wargames très professionnels sont disponibles dans le commerce, avec ou sans l'aide de l'informatique.

⁵⁴ LST : Landing Ship Tanks - navire amphibie transporteur de chars.

⁵⁵ LCI : Landing Craft Infantry – chaland de débarquement d'infanterie.

virtuellement impossible aux dispositifs d'alerte Finlandais (membres de l'OTAN, ils ne sont nullement concernés par les opérations hybrides en Méditerranée et disposent de tous leurs moyens) et Estoniens de ne pas la repérer, et de se poser des questions sur ces bâtiments amphibies visiblement chargés jusqu'au franc-bord de blindés et de troupes d'assaut. Dans le pire des cas, ils se feraient repérer à vue par la vedette des douanes finlandaises... Puisqu'il s'agit de politique fiction, le recenseur estime que le commandant russe ferait aussi bien d'emmener avec lui la fanfare de la flotte tant la furtivité de l'opération apparaît illusoire ! La patrouille d'alerte OTAN⁵⁶ basée à Siaulai (Lithuanie) est à 20 minutes de vol et celle de Ämari (Estonie) est encore plus près ; eux non plus ne sont pas concernés par les opérations hybrides en Méditerranée : ils n'auraient aucun mal à obtenir de Ramstein⁵⁷ l'autorisation d'une démonstration de force (un passage de deux F-16 à Mach 1 devant l'étrave de l'Alexandre Shabalin au plancher opérationnel de 30 pieds⁵⁸, soit 12 m d'altitude, devrait donner du travail aux vitriers de Kronstadt). Les chasseurs-bombardiers pourraient engager les bâtiments russes si ceux-ci violent les eaux territoriales estoniennes en franchissant la limite des 12 milles nautiques. Bien sûr, les frégates russes (sans parler des chasseurs Su-35 basés à Kaliningrad) peuvent engager les avions de l'OTAN et les corvettes lance-missiles finlandaises, mais dans tous les cas le résultat est le même : l'effet de surprise est perdu.

Bilan alternatif proposé : Soit l'escadre russe rebrousse chemin (cas le plus probable), soit le débarquement échoue avec de lourdes pertes.

Troisième épisode peu crédible : le coup de bluff sur l'île Hans. L'auteur omet de signaler que le détroit de Nares, au centre duquel se situe cette petite île, est un bras de mer de 700 km de long entre le Groenland et l'île d'Ellesmere, peu profond par endroits, dangereux pour la navigation, et dont la largeur minimale est inférieure à 30 km. La base aérienne américaine de Pituffik (ex-Thulé) au Groenland est à moins de 500 km. Risquer un SNLE ultra-moderne⁵⁹ dans une mer aussi fermée alors qu'il dispose à proximité des vastes espaces de l'océan Arctique et de l'Atlantique relève déjà de l'hérésie en « grammaire » nucléaire.

Le faire venir en surface revient à l'exposer non seulement le faire repérer en l'exposant à tout ce dont les Etats-Unis disposent en matière de capteurs, incluant les satellites, mais aussi à l'obliger à une longue course d'évasion à travers le détroit à faible profondeur : 8 heures à 25 noeuds⁶⁰ pour retrouver une mer à peu près libre, assez de temps pour l'OTAN pour positionner un avion de patrouille maritime P8 Poseidon, ou un P3 Orion canadien, à la sortie du détroit et d'en enregistrer pour le compte de toutes les bases de données occidentales le détail de sa signature acoustique⁶¹. Qui plus est, l'emplacement de l'île Hans ne présente pas le moindre intérêt en termes de position de tir (d'autres zones de l'Arctique en mer libre sont nettement plus proches des cibles) si l'on souhaite exercer une gesticulation nucléaire sur le thème de la première frappe surprise. Sachant que la doctrine russe immuable depuis un demi-siècle est de cantonner les patrouilles de SNLE dans le « bastion » solidement défendu de la mer de Barents et de l'Arctique proche, et que les SNLE modernes peuvent naturellement tirer en immersion périscopique, cet épisode est

⁵⁶ NATO Baltic Air Policing : permanence opérationnelle d'au moins quatre avions de chasse assurée par rotation par les membres de l'Alliance Atlantique.

⁵⁷ Le QG Air de l'OTAN

⁵⁸ Il existe de nombreux témoignages de pilotes décrivant ce type d'opération à très basse altitude. Les avions de la seconde guerre mondiale volaient nettement plus bas.

⁵⁹ La classe Borei est la plus moderne des classes de SNLE russes. 8 ont été construits. Un Borei emporte 16 missiles balistiques intercontinentaux Bulava (SS-N-32 en classification OTAN) à têtes multiples. Un Borei en patrouille de dissuasion peut représenter à lui tout seul 25% ou plus du potentiel russe de seconde frappe.

⁶⁰ A cette vitesse et à faible profondeur, tous les sous-marins, même les plus silencieux, « cavitent » c'est-à-dire que le déplacement génère des bulles d'air le long de la coque et de l'hélice, qui accroissent fortement le bruit rayonné.

⁶¹ La localisation exacte des patrouilles de SNLE est classée secret défense pour un siècle, même si on en connaît les zones approximatives. Localiser un SNLE russe et l'observer en détail est une occasion qui ne se refuse pas : même le nombre et la géométrie des pales de son hélice propulsive sont classés secret défense.

passablement farfelu. L'auteur pouvait obtenir un résultat similaire et plus crédible sans risquer un précieux SNLE en envoyant des nageurs de combat déposer leur bouteille de vodka depuis un SNA de la classe Chtchouka (Akula en classification OTAN). Très rapide, furtif, capable de tirer des missiles de croisière à tête nucléaire, l'Akula est aussi un puissant message politique.

Bilan alternatif proposé : Après quelques réunions animées à l'amirauté, le projet est modifié. Le Gepard, un SNA récent de type Akula, se rapproche en plongée, à proximité de l'île Hans et y déploie brièvement des nageurs de combat avant de s'éloigner rapidement. Moins spectaculaire, l'avertissement n'en garde pas moins toute sa valeur auprès des états-majors.

Une critique politique

Si le livre souffre de ses invraisemblances sur le plan opérationnel, pour résumer par un manque d'analyse fine des moyens de riposte de l'OTAN, il est mieux construit sur le plan politique (donc sur la volonté de riposte). Dans ce domaine, les problèmes apparaissent plus comme des partis-pris scénaristiques que comme des erreurs et relèvent donc des choix narratifs de l'auteur. Un de ces choix pose tout de même question, c'est celui de présenter un hypothétique cessez-le-feu sur la ligne de front dans la guerre en cours avec l'Ukraine comme une capitulation ukrainienne. C'est faire fi des objectifs de départ de la Russie qui étaient l'occupation rapide de l'ensemble du territoire ukrainien et la création d'un état croupion hostile à l'Occident. On pourrait argumenter que tout ce qui n'atteint pas ces objectifs est un échec stratégique pour la Russie et voir dans le cessez-le-feu ce qu'il est : un match nul sanglant.

En revanche, le récit décrit avec pertinence l'émergence d'un nouvel alignement dans les relations internationales qui rend envisageable le scénario militaire. Les composantes décrites par l'auteur en sont :

- Un exécutif américain plus isolationniste que jamais, faisant litière des traités et alliances traditionnels au profit d'une vision étroite et à court terme des intérêts de Etats-Unis ; position renforcée par une dilution des valeurs morales mettant les régimes

autoritaires au même niveau que les démocraties ; et une crainte irrationnelle d'un conflit généralisé.

- Une Europe qui dérive politiquement vers l'extrême-droite au point de présenter un véritable front commun des « démocraties illibérales ».

L'auteur mentionne le refus d'activation de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord par la Hongrie, la Slovénie, l'Europe du Sud (sans entrer dans le détail : donc quid de l'Italie ?), et la France, qui est le véritable point de bascule du scénario en raison de son poids politique et militaire.

- Une Russie qui a, depuis le cessez-le-feu en Ukraine, habilement réussi à masquer ses véritables objectifs en se dotant d'une façade « modérée » alors que les fondamentaux impériaux (recréer un périmètre de contrôle politique similaire à celui de l'URSS et son glacis traditionnel à l'Ouest) subsistent. Cette façade suffit réactiver les tendances pro-russes d'une partie de la société européenne qui avaient été réduite au silence par la guerre en Ukraine).

Pour intéressant qu'il soit, le scénario politique présente plusieurs faiblesses. On a vu que le scénario de cessez-le-feu en Ukraine posait en soi problème ; deux biais sont identifiable dans le scénario de l'auteur : un germano-centrisme et un « OTAN-centrisme ».

Dans le récit, l'Allemagne est le bon élève de l'histoire et ne cesse de vouloir défendre la moindre parcelle du territoire Européen, ici en soutenant l'invocation de l'Article 5. C'est oublier les tendances centrifuges au sein même de la vie politique allemande, où l'on entend des voix s'élever pour un rapprochement avec la Russie symbolisé par une réouverture des gazoducs en mer Baltique. Si l'Allemagne accomplit sa part de la présence militaire occidentale dans les pays baltes, il n'est pas évident que le chancelier fédéral puisse prendre une position aussi tranchée que celle du scénario proposé.

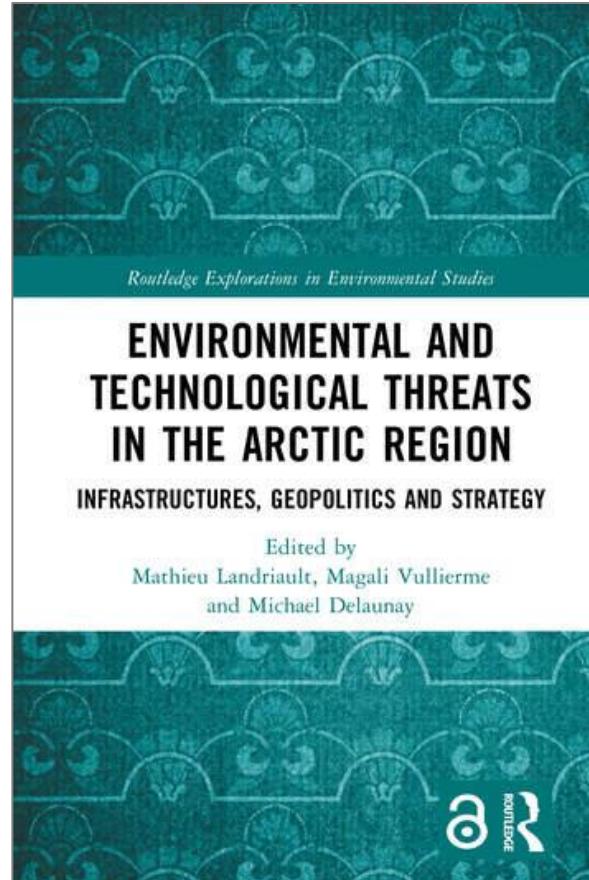
L'autre biais du scénario, très révélateur du caractère « OTAN-centrique » des élites militaires allemandes, est l'absence presque totale de mention de l'Union Européenne en tant qu'acteur politique – à croire en lisant le livre qu'elle n'existe quasiment plus. Or, le Traité de Lisbonne comporte des

clauses d'assistance mutuelle⁶² qui pourraient s'avérer d'un emploi plus souple que l'Article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. L'UE a d'ailleurs été depuis le début de la crise un acteur majeur de l'aide financière et militaire à l'Ukraine.

Un dernier point mérite attention : dans le livre, les stratégies russes font l'analogie de leur opération avec la remilitarisation de la Rhénanie en 1936⁶³. Certes, cette opération fut un succès qui illustra la faiblesse de la réponse des démocraties, mais dix ans et une guerre mondiale plus tard, ces mêmes démocraties avaient prévalu. Il y a donc des limites à cette perspective historique. Impliquer que l'occupation d'une petite ville frontalière Estonienne signifierait la dissolution de l'OTAN est une affirmation à nuancer au regard de l'évolution des capacités de réaction des démocraties, que l'on appelle familièrement la « théorie de l'édredon »⁶⁴. La suite du scénario, qui reste à écrire, pourrait très bien être un sursaut de l'occident et en particulier de l'Union Européenne face au caractère manifestement existentiel d'une telle menace extérieure.

Les choix de l'auteur, pour critiquables qu'ils soient, ne remettent pas en cause la pertinence du scénario : c'est une des libertés que permet la politique-fiction. Malgré ses faiblesses, il représente une des évolutions possibles de la situation géopolitique de l'Europe. Comme nous le rappelle l'auteur, il donne dès à présent au lecteur matière à réflexion et action afin de se prémunir contre sa réalisation.

Jérôme Le Roy



Landriault, M. ; M. Vullierme et M. Delaunay (dir.) (2025). *Environmental and Technological Threats in the Arctic Region. Infrastructures, Geopolitics and Strategy*. Londres : Routledge.

Cet ouvrage s'intéresse aux risques environnementaux et technologiques qui se dessinent en Arctique, dans un contexte de changements climatiques et de bouleversement des environnements naturels, et aux risques que posent, pas seulement sur le plan militaire, ces changements climatiques et la vulnérabilité qu'implique le développement de certaines technologies, notamment dans le domaine des télécommunications, par satellite ou par câbles. L'ouvrage

⁶² Article 47.2 du Traité de l'Union Européenne. Article 222 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne.

⁶³ Le 7 mars 1936, en violation du traité de Versailles et des accords de Locarno, la Wehrmacht occupa militairement la rive gauche du Rhin sans réaction militaire des vainqueurs de 1918.

⁶⁴ Il ne s'agit pas à proprement parler d'une théorie mais plutôt d'une métaphore politique et historique comparant la réaction des démocraties face à une menace à celle d'un édredon dans lequel on enfonce le poing. Au début, l'édredon cède mais il se durcit progressivement au point de devenir bloquant.

s'efforce d'analyser le lien ou le développement parallèle entre changements environnementaux et déploiement de nouvelles technologies dans la région arctique, essentiellement l'Arctique canadien, et les risques que ces deux mouvements peuvent induire.

Une première partie, (re)ewed environment, s'efforce de brosser un portrait de l'environnement actuel en Arctique, en particulier de ses dynamiques. Le lecteur sera peut-être un peu surpris de l'acception du concept d'environnement ici, qui ne se limite pas à l'environnement au sens d'écosystème, mais au sens très général de cadre et de paramètres. Ainsi, le premier chapitre dresse-t-il un utile et efficace portrait de la dynamique de la fonte du pergélisol : qu'est-ce que ce phénomène recouvre exactement et comment se manifeste-t-il ?

Le second chapitre développe la notion le senseur sous-marins et des impacts que cette nouvelle technologie peut avoir sur la sécurité des infrastructures de télécommunication. De plus en plus, les câbles sous-marins sont munis de senseurs capables de détecter mouvement et activité dans leur entourage, ceci afin de surveiller leur voisinage dans une logique de sécurité de leur intégrité – mais cette technologie permet aussi de les doter de moyens de surveillance à des fins militaires. De facto, cette nouvelle technologie renforce l'intérêt, pour une puissance adverse, de couper ces câbles qui constituent des moyens de surveillance des mouvements de ses bâtiments, ce qui accroît donc la vulnérabilité desdits câbles.

Un troisième chapitre aborde le concept d'interopérabilité militaire et d'intégration de la sécurité militaire (all-domain military approach), récent paradigme doctrinal de structuration des activités de commandement militaire, et la façon dont l'environnement arctique contraint les efforts en vue de mettre en place les systèmes d'intégration en vue de développer cette interOpérabilité

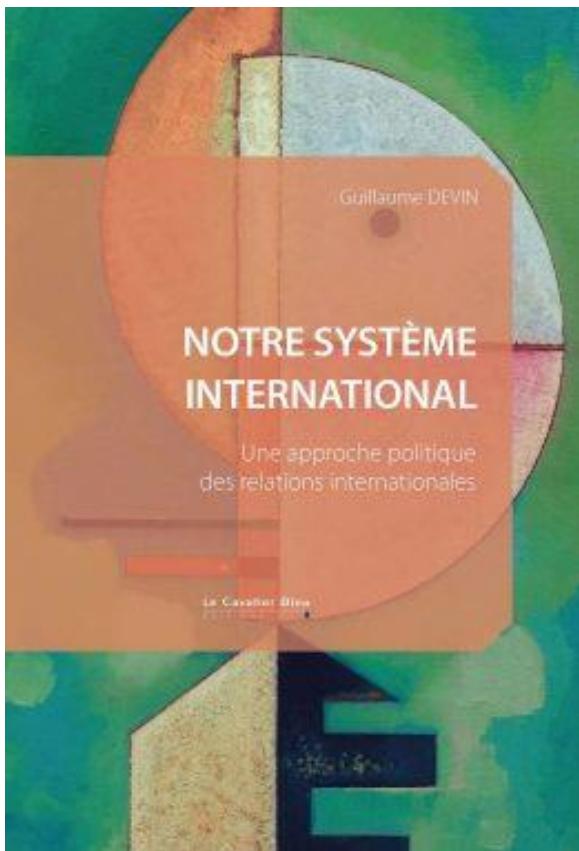
Une seconde partie rassemble plusieurs chapitres sur les infrastructures arctiques. Un chapitre aborde la Stratégie canadienne de défense de 2024, dont le volet arctique souligne les impacts majeurs des changements climatiques. L'analyse souligne les vulnérabilités inhérentes aux conditions arctiques (froid, isolement, distance) mais aussi aux changements climatiques.

Précisément, le chapitre suivant analyse plus spécifiquement les formes des impacts des changements climatiques sur les infrastructures de transport en Arctique, fonte du pergélisol qui conduit à des affaissements, risque d'inondation accru, on aurait pu ajouter vulnérabilité du transport routier reposant sur l'aménagement des routes de glace en hiver.

Une troisième partie analyse le lien entre géopolitique, sécurité en infrastructures, avec un premier chapitre sur la quête européenne d'une meilleure sécurité pour les câbles sous-marins entre Asie et Europe, avec cependant la prise de conscience que les réalités environnementales (dérive d'iceberg plus fréquentes) et opérationnelles (accroissement majeur de la fréquence d'incidents avec coupure des câbles ces dernières années) indiquent que cette sécurité est fragile, les câbles en Arctique présentant malgré tout une vulnérabilité réelle. Le chapitre suivant détaille les vulnérabilités du système de télécommunication dans l'Arctique canadien, reposant essentiellement sur les services par satellite avec une vulnérabilité technique (peu de redondance) et opérationnelle (dépendance envers les opérateurs américains). Le chapitre suivant aborde la question du développement rapide des entreprises de minage de cryptomonnaie dans l'Arctique russe, qui bénéficie de l'éloignement comme protection, mais surtout de l'accès à des sources d'énergie bon marché, pétrole, gaz, électricité, un avantage concurrentiel majeur dans cette industrie très énergivore et qui leur permet de plus en plus de développer des centres de traitement de données (data centers) afin de développer des services informatiques dans le domaine de l'IA.

Cet ouvrage aborde une thématique intéressante, le lien entre technologies, anciennes et nouvelles, les changements climatiques et la vulnérabilité qu'induisent tant ces changements environnementaux et les fragilités de ces technologies. Les chapitres sont parfois inégaux mais plusieurs chapitres sont fort intéressants et proposent au lecteur une palette d'analyses dont l'ensemble permet de brosser un portrait pertinent de cette dynamique en cours dans l'Arctique.

Frédéric Lasserre
Directeur du CQEG



Devin, Guillaume (2025). *Notre système international. Une approche politique des relations internationales*. Paris : Le Cavalier bleu.

L'objectif de cet ouvrage est de proposer un portrait synthétique mais nuancé des mécanismes régissant le fonctionnement du système international, soit l'ensemble des relations entre les différents acteurs sur la scène mondiale, États certes, mais aussi ONG, institutions, entreprises, groupes de pression, et les modalités de leurs interactions.

Entre conflits et coopérations, plusieurs observateurs soulignent la difficulté de dégager la cohérence de notre monde imprévisible. Jamais la densité des relations internationales n'a autant favorisé les opportunités de rapprochement, d'interactions, mais dans le même temps, jamais elle n'a entraîné autant de distinctions et de clivages. Certaines dynamiques poussent à l'intégration, d'autres favorisent la différenciation. Les unes ne vont cependant pas sans les autres, car le système présente plusieurs

composantes très imbriquées. Le système est de facto très complexe car il est modulé par les interactions hétérogènes entre ces acteurs, sachant qu'en retour le système module lui aussi le champ des possibles pour ces acteurs.

Le propos s'éloigne de la posture néoréaliste en ce que l'auteur estime que le système international ne se réduit pas « à une arène purement compétitive » (p.14), autrement dit aux seules relations nécessairement conflictuelles entre les États. Plusieurs acteurs d'ordre différents peuplent la scène internationale et il est très réducteur de penser leurs interactions uniquement sous le prisme de la rivalité, du conflit ou du rapport e force, ce qui gomme toutes les interactions de coopération, d'observation et de mutualisation.

Cinq caractéristiques majeures sont à appréhender pour tenter de comprendre le système international, selon l'auteur. Ce système est fondamentalement un « système polycentré », avec plusieurs acteurs majeurs; c'est un système hétérogène, mondialisé, multilatéral et complexe.

Système polycentré, car la sociologie des États souligne le très grand nombre de ceux-ci, aux objectifs très différents et dans une dynamique politique contemporaine multipolaire. L'ère de la guerre froide bipolaire est terminée, et si après 1991 et la chute de l'URSS, certains analystes ont pu rêver à la fin de l'Histoire, le moment unipolaire n'a guère duré. L'apparition de puissances déjà montantes auparavant (Japon, Union européenne, réaffirmation de la Russie) ou émergentes (Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud notamment), selon une dynamique diplomatique très classique et centrée sur la défense de leur souveraineté, caractérise ce monde à plusieurs pôles dont l'évolution demeure très incertaine.

Sur cette scène internationale, les acteurs non-étatiques ont acquis un rôle plus marqué. Entreprises, médias, réseaux sociaux, fonds souverains, ONG, rébellions, tout ce qui, selon l'auteur, échappe plus ou moins au contrôle direct des États, jouent désormais un rôle plus autonome et plus significatif dans le système international.

Ce système est très hétérogène. Hétérogène du point de vue des régimes, avec des démocraties, apparemment moins attractives qu'elles ne l'ont cru, et es régimes autoritaires.

Ces démocraties seraient-elles plus favorables à la paix mondiale ? Rien n'est moins sûr. Si les démocraties ne se feraient pas la guerre – encore que cette idée soit toujours l'objet de débats théoriques – elles risquent aussi de nourrir l'idée qu'elles sont « légitimes à faire la guerre pour imposer un changement de régime au nom de la paix », comme on l'a vu en Irak en 2003 ou en Libye en 2011. Le système est hétérogène également du point de vue de la force politique des États, certains forts et d'autres faibles marquant un paysage politique avec des acteurs aux moyens très inégaux. Ces inégalités de capacités comprennent le domaine militaire, mais aussi le développement économique – avec des économies diversifiées ou au contraire reposant sur l'extraction de quelques ressources, des indicateurs traditionnels comme le PIB/habitant ou l'indice de développement humain (IDH) qui reflètent de grandes disparités socio-économiques et de facto, des résiliences très variables face aux crises économiques, à l'endettement ou à la spirale de la pauvreté.

Cette scène internationale est marquée par la mondialisation, soit l'approfondissement des échanges commerciaux, des investissements et des interdépendances et interrelations entre sociétés. Autrefois portée aux nues comme facteur de prospérité et de paix, la mondialisation suscite aujourd'hui des jugements nettement plus nuancés. « nul ne sait quel monde elle fabrique » (p.58). L'interdépendance économique n'a pas empêché les grands conflits d'éclater – on le savait depuis la 1ere guerre mondiale. Elle ne conduit pas davantage les États du monde à se tourner vers le système libéral occidental, contrairement aux chantres de la fin de l'Histoire. « Le monde demeure conflictuel et violent mais il n'a jamais été aussi organisé et pacifié » (p.59), du moins jusqu'à présent. Car semblent se dessiner deux forces de reflux : les guerres commerciales incarnées avec force par la politique du président Trump mais dont il n'est pas le seul apôtre ; et la tentation, déjà présente avant l'avènement de Trump, d'un certain repli sur soi dans de nombreuses sociétés bousculées par l'irruptions de valeurs, de normes et de remises en cause de leur fonctionnement.

C'est un monde multilatéral mais « la soi-disant "communauté internationale" » demeure bien difficile à identifier tant les divisions et les conflits sont nombreux (p.78). Sapant l'image positive de l'engagement multilatéral, les difficultés, inévitables, pour les États et leurs institutions et mécanismes coopératifs d'aboutir à des livrables concrets ; les grandes inégalités de mobilisation des États ; et l'autorité morale décroissante du multilatéralisme. Certains États décident d'intervenir de manière unilatérale comme les États-Unis ou la Russie, ou pratiquent ce qui est de plus en plus perçu comme un deux poids deux mesures, tandis que d'autres refusent de se soumettre aux instances comme la Cour internationale de justice ou aux résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Pour l'auteur, il est important d'aborder l'ensemble de ces cinq composantes. D'abord, il y revient en conclusion, parce que l'analyse des relations inter-acteurs sur la scène internationale ne saurait se réduire à l'étude des rapports de force et de puissance. Le modèle de l'école réaliste lui semble manifestement très réducteur. Ensuite, parce que ces dimensions sont « entremêlées et doté d'une forte réactivité aux variations de chacune d'entre elles » (p.133) : chaque dimension présente des effets sur les autres.

Cet ouvrage propose une grille de lecture différente, bien structurée, et d'abord aisée – le texte se lit bien sans considérations théoriques trop complexes. Il saura intéresser tout public curieux de politique internationale.

Frédéric Lasserre
Directeur du CQEG

Le CQEG en bref...

COMITÉ DE DIRECTION

DIRECTEUR : Frédéric LASERRE, Département de géographie, Université Laval

DIRECTEUR ADJOINT : Éric MOTTET, Directeur de projets, Chaire en Études indo-pacifiques

Gina ALBEROLA, Abigaël DELILLE

Rédactrices du bulletin *Regards géopolitiques*

Pierre-Alain CLÉMENT,

Rédacteur adjoint du bulletin *Regard géopolitiques*

Inès Carine SINGHE,

Représentante des étudiants de 3^e cycle

Marianne L'ÉCUYER

Représentante des étudiants de 2^e cycle

Conception graphique : Sylvie ST-JACQUES

Réviseurs : Pierre-Alain CLÉMENT, Murielle PICHOIR et Frédéric LASERRE

MISSION

- Favoriser les recherches universitaires pluridisciplinaires en géopolitique au Québec, en se basant sur un réseau de chercheurs national et international.
- Contribuer à la réflexion sur l'apport de la géographie, plus particulièrement de la géographie politique, à la compréhension des phénomènes sociaux, économiques et politiques contemporains à travers le monde.
- Favoriser le recrutement d'étudiants gradués.
- Favoriser la pérennisation de la recherche en demandant à terme une reconnaissance institutionnelle auprès de la Commission de la recherche de l'Université Laval.
- Valoriser l'apport d'une réflexion géopolitique dans les recherches menées par les membres, en collaboration avec les autres groupes de recherche de l'IQHEI (GÉRAC, CSI notamment) et d'autres centres de recherche ailleurs au Canada et à l'étranger.

cqegheiulaval.com | cqeg@eti.ulaval.ca



Faculté de foresterie,
de géographie et de géomatique
Département de géographie



École supérieure
d'études internationales